

LA
SAISINE HÉRÉDITAIRE
ET LES
PROJETS DE LOI ACTUELS

relatifs à sa suppression
dans le but d'enrayer les fraudes fiscales
par dépôt de valeurs à l'étranger

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(*Es-Sciences Juridiques*)

Présentée et soutenue le Jeudi 26 Mai 1921, à 14 heures

PAR

René HAPPE

Président : M. PIÉDELIÈVRE, Professeur

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. PERCEROU} \\ \text{M. LEVY-ULLMANN} \end{array} \right\} \text{Professeurs}$

PARIS
LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU & C^o

ÉDITEURS

14, Rue Soufflot & Rue Toullier, 13

1921

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

(La mention ci-dessus doit être imprimée au verso du titre de chaque thèse)

LA
SAISINE HÉRÉDITAIRE
ET LES
PROJETS DE LOI ACTUELS

relatifs à sa suppression
dans le but d'enrayer les fraudes fiscales
par dépôt de valeurs à l'étranger

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Es-Sciences Juridiques)

Présentée et soutenue le Jeudi 26 Mai 1921, à 14 heures

PAR

René HAPPE



Président : M. PIÉDELIÈVRE, Professeur

Suffragants : { M. PERCEROU { *Professeurs*
 { M. LEVY-ULLMANN {

PARIS
LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU & C^o

ÉDITEURS

14, Rue Soufflot & Rue Toullier, 13

1921

BIBLIOGRAPHIE

- ANDERS. — *Droit successoral en Autriche.*
- AUBRY et RAU. — *Cours de Droit civil.*
- BAUDRY, LACANTINERIE et WAHL. — *Droit civil.*
- BAUDIN. — *L'argent de la France, 1914.*
- BOISSEUIL. — Thèse Bordeaux, 1912. *De la Saisine et de l'envoi en possession du légataire universel.*
- BONNIN. — Thèse Paris 1899. *Etude critique de la Saisine.*
- COLIN et CAPITANT. — *Cours élémentaire de Droit civil.*
- CUQ. — *Institutions juridiques des Romains.*
- DEMOLOMBE. — *Cours de Code Napoléon, Paris 1857.*
- DUFOURMANTELLE. — Thèse Paris, 1890. *De l'acquisition de la possession héréd... en droit Romain et de la Saisine héréd. en droit Français.*
- DUPUICHAULT. — *La Fraude successorale par le procédé du compte joint, préface de M. P. Leroy-Beaulieu, Alcan 1911.*
- FENET. — *Travaux préparatoires, Paris 1827.*
- GARNIER. — Thèse Paris 1911. *La fraude fiscale.*
- GIRARD. — Thèse. *De l'évasion fiscale en matière de droits de mutation par décès. Paris 1916.*

- HALLUIN (d'). — *La Saisine héréditaire.*
- JULIENNE. — Thèse 1908 Paris. *Des droits et obligations des successeurs irréguliers après envoi en possession.*
- LAUDRY et NOGARO. — *La crise des finances publiques en France, en Angleterre et en Allemagne.* Alcan. 1914.
- LEROY-BEAULIEU. — Ed. de 1920, refondue par Renaudin et Payen. *L'art de placer et gérer sa fortune,* Delagrave.
- LAURENT. — *Principe de droit civil.*
- LEHR. — *Éléments de droit civil Anglais.* Paris 1906.
- LESCOEUR. — *Pourquoi et comment on fraude le fixe.* Paris 1909.
- LE FORT. — *Nouvelles recherches sur la saisine héréd.* 1878.
- LOYEL. — *Instit. coutumières annotées par de Laurière.*
- PLANOL. — *Traité élém. de droit civil.*
- POTHIER. — *Œuvres* ed. Bugnet. Paris 1861-1862.
- PATTE. — Thèse Paris 1899. *De la Saisine héréditaire.*
- POUZET. — Thèse Toulouse 1871. *De la Saisine héréd. et de l'envoi en p.*
- ROGUIN. — *Traité de D. Civil comparé.*
- SIMONNET. — *Histoire et théorie de la Saisine héréditaire.* 1852.
- SAVIGNY. — *Traité de la possession.* 2^e éd. trad. Stœtler. Paris 1870.
- STOURM. — *Le budget.* 1909.
- VIOLLET. — *Histoire du D. Civil Français.*
- WAHL. — *Traité de droit fiscal.* 1906.

WILLIAMS. — *T. on the law of executors and administrators.* 10^e ed. London. 1905.

ARTICLES DE REVUES

DUBOIS. — *La saisine héréd. Nouv. revue historique.*
1880.

DUPUICHAULT. — *Le compte joint et la loi Belge du*
30 août 1913. Rev. polit. et parlem.
10 mai 1914. N^o 239, t. 80.

— *Economiste Français (passim).*

— *Journal de l'Enregistrement (passim).*

LESCŒUR. — *Exode des capitaux à l'étranger.* Clunet.

— *Journal de d. international privé.* 1909.

PLANIOL. — *Origines de la Saisine. Rev. critique* 1885
t. 14.

RIGAULT. — *De la Saisine héréd.* Rev. Félix, t. 9.

THIERCELIN. — *De la saisine héréd. dans l'ancien droit.*

FRANÇAIS. — *Rev. critique.* 1870, t. 27.

— *Revue de l'enregistrement (passim) et*
documents parlementaires cités en note.

Ce travail devait être terminé dans les derniers mois de 1914 ; les hostilités sont venues l'interrompre et nous n'avons pu le continuer dès la démobilisation.

En le reprenant, nous avons constaté que le sujet n'a nullement perdu de son intérêt ; les charges énormes grevant nos budgets d'après guerre avec les sacrifices quelles imposent aux contribuables n'ont pu en effet que rendre plus important encore le problème de la répression des fraudes fiscales.

Dans son rapport sur une des propositions de loi que nous aurons à examiner, M. Charles Dumont (1) estimait « qu'il serait déplacé dans un document parlementaire « d'entrer dans une analyse juridique de la nature et « dans une discussion historique des origines de la « saisine », nous sommes d'avis qu'il n'en est pas de même dans une thèse de doctorat et avons en conséquence procédé à une étude résumée de ces deux points.

Nous avons cru devoir indiquer en notes la plus grande partie des sources et preuves sous lesquelles les idées exprimées ressembleraient trop souvent à un amas d'allégations individuelles.

(1) Chambre 1908, n° 2.115, page 15.

INTRODUCTION

Augmentation des Charges de l'Etat et du Contribuable.

Les fraudes fiscales par dépôt de valeurs à l'étranger

Dès les années qui ont précédé la guerre, les budgets de tous les grands états se sont « enflés » dans des proportions considérables. La France n'est pas restée en en arrière des autres nations dans ce mouvement en avant des dépenses publiques, les causes en furent nombreuses :

Avant 1905, on avait cru, dans les sphères gouvernementales tout au moins, que les peuples absorbés par les questions sociales et de politique intérieure auraient de moins en moins de chances de voir surgir entre eux des conflits sanglants. De cet état d'esprit était née la loi dite de deux ans et l'on pouvait constater également une diminution dans l'effort fourni pour doter l'Armée d'un armement puissant. Si l'on consulte les statistiques, on constate que ces dépenses montant à 109 millions en 1899 avaient été constamment réduites pour tomber à 40 millions en 1904. Certain geste de l'Allemagne vint

ouvrir les yeux de ceux qui s'endormaient dans un rêve trop beau de paix universelle, les dépenses durent être augmentées pour atteindre un milliard 410 millions dans le programme de 1914 (1).

Cet effort fut cependant la guerre l'a démontré insuffisant et trop tardif. Nos armées durent partir en campagne avec un nombre notoirement insuffisant de mitrailleuses, d'artillerie lourde un matériel sanitaire médiocre, pas de cuisines roulantes..., etc.

En ce qui concerne la marine, la controverse encore ouverte à l'heure actuelle entre partisans des grosses et des petites unités, avait sous l'influence de l'Amirauté Britannique donné la prépondérance aux mastodontes puissamment armés (2) ; nous dûmes nous lancer dans la construction de ces cuirassés géants pourtant si vulnérables et dont le prix dès 1914 atteignait 70 millions (3).

Les nécessités de la défense nationale avaient donc enflé nos budgets, la République de plus s'était consacrée à la réalisation d'institutions sociales ; nous n'avons pas ici à apprécier son œuvre, disons seulement qu'au point

(1) Dépenses complémentaires d'armement de 1899 à 1912 en France et en Allemagne, (en millions de fr.).

	France	Allemagne		France	Allemagne
1899	409	160	1097	92	193
1902	55	119	1910	98	142
1904	40	91	1912	119	218

(2) Augmentation dans le monde des cuirassés « Dreadnought » (du nom du premier navire britannique de ce type lancé en 1906).

1909 : 14. — 1912 : 50. — 1914 : 87. — 1916 : 142.

(3) « France » 23.467 tonnes 64 millions.

« Lorraine » 23.550 tonnes 67 millions.

« Gascogne » 25.200 tonnes 75 millions.

de vue financier, l'application des lois votées se traduisait par un déséquilibre nouveau des dépenses et des recettes (1).

Enfin, une opération que beaucoup ont jugé sévèrement, a contribué à augmenter les charges du trésor, nous voulons parler du rachat des chemins de fer de l'Ouest. L'Etat en reprenant ces lignes délabrées à trafic peu rémunérateur d'une exploitation difficile par ses a-coups, son trafic de banlieue (2) se vit dans l'obligation d'incorporer au compte de premier établissement de son nouveau réseau des capitaux considérables.

Refection des voies, doublement de certaines lignes, construction de gares de triage, renouvellement de la flotte de Dieppe à Newhaven, électrification des lignes de la banlieue Parisienne ; tel fut le programme non encore terminé (3) de la direction nouvelle, travaux dont nous ne saurions contester l'utilité, mais dans lesquels les millions s'engloutissent (4).

Les budgets actuels laissent loin derrière eux les plus

(1) Assistance aux femmes en couches : 1911, 5 millions ; familles nombreuses : 1913, 25 millions ; assistance aux vieillards : 1913, 50 millions ; retraites ouvrières : 1914, 92 millions. Nous verrons plus loin de combien elles se sont accrues depuis la guerre.

(2) Cf. Vidal de la Blache. La France. Colin 1904. p. 104. Albert Thomas. Chambre 1914. Budget des chemins de fer de l'Etat. n° 3512. p. 499 et suiv. rapport très documenté.

(3) Cf. Varenne. Chambre 1919. n° 5961. p. 42 et suiv.

(4) Les dépenses complémentaires de la Cie de l'Ouest s'élevaient à 10.325.000 fr. en 1906, celles du même réseau racheté à 103.173.200 fr. en 1911, 132.698.000 fr. en 1913 et 833.345.100 fr. en 1921 (ancien et nouveau réseau pour cette année).

chargés d'avant guerre (1) aggravés qu'ils sont par le renchérissement inouï de toutes choses, la dépréciation de notre franc et l'énormité de notre dette publique.

On eût pu espérer qu'après les hostilités, les budgets de la guerre et de la marine tout au moins se trouveraient allégés ; les événements actuels prouvent malheureusement que si pour la marine nous pouvons nous contenter de la mise en chantier de petites unités telles que « destroyers » et submersibles, pour l'Armée de terre, la mise en échec du pacte de garantie par suite de la non ratification du traité de Versailles par les Etats-Unis d'une part, la mauvaise volonté évidente de l'Allemagne à exécuter ses engagements d'autre part, nous obligeront longtemps encore à la doter de crédits considérables (2).

Du côté des lois sociales, les charges ne peuvent que s'accroître (3). Enfin en admettant que l'Allemagne se décide à effectuer le paiement des annuités prévues par la conférence Interalliée qui se réunit à Paris en janvier de cette année — et il est permis d'émettre des doutes à ce sujet — une partie importantes des dé-

(1) Crédits budgétaires : en 1900 : 3.476.809.000 fr.
 — en 1914 : 5.191.643.000 fr.
 — en 1920 : 22.327.000.000 fr. pour le budget ordinaire seul. + 5.499 millions pour le budget extraordinaire et 16.539.158.370. fr. pour les dépenses recouvrables sur les versements à recevoir en exécution des traités de paix

(2) 3.299 millions au budget ordinaire et 1463 millions au bu. extraordinaire.

(3) Elles se sont accrues de 1920 à 1921 de 118 millions portant le total en 1921 à 404 millions, soit (en millions) retraites ouvrières 127. Femmes en couches 46. Familles nombreuses 30. Natalité 30. Enfants assistés 20. Vieillards 50. Habitations à bon marché 30,, etc.

penses de reconstitution de nos régions dévastées et toutes les dépenses de guerre proprement dites resteront à notre charge (1), les arrérages de la dette contractée de ce dernier chef, pouvant être évaluée à 8 milliards environ (2).

L'Etat s'est donc vu — et se verra encore davantage — dans la nécessité d'augmenter considérablement le nombre et le taux des impôts (3) pour arriver à un équilibre approximatif du budget ordinaire. Or, il est un fait que plus s'élève le taux de l'impôt, plus la prime à la fraude se trouve augmentée.

Dès avant la guerre, certains capitalistes se sentant déjà sérieusement frappés ont essayé d'éluder les dispositions fiscales nouvelles. Ceux qui avaient en portefeuille des titres au porteur ont eu l'idée de les déposer

Cf. Budget de 1921. Livre bleu, n° 1523, tom 1er, avec Exposé des Motifs de M François Marsal.

Il y a lieu d'ajouter toutes les dépenses nouvelles dues à l'application de la loi de 8 heures qui se chiffrent par exemple pour les chemins de fer de l'Etat par 124 millions plus 60 millions pour achat de matériel complémentaire et construction de nouveaux dépôts, conséquence indirecte de l'application de la loi. Il en est de même pour les Compagnies. (V. J. O. du 9 av. 1921. Sénat, p. 707, col 2 in fine. Rapport du Conseil d'Administration de la Cie P. L. M. 1920, p. 31.)

(1) Dès 1916 un coup de canon de 75 coûtait 60 frs. de 105 : 115 frs. de 155 : 225 frs. de 340 L. : 5.200 frs. de 400 : 3850 frs. de 520 : 6.300 frs. (Cf. Min. Armement. Chaix, n° 4.358 Av. 1917.)

Les dépenses de guerre ressortent en chiffres ronds à : 1914 : 6.400 millions. 1915 : 18.455. 1916 : 27.240, 1917 : 34.066, 1918 : 44.048. 1919 : 35.811 soit un total de 166 milliards.

(2) Les dépenses de la dette publique atteignaient 1.306 millions en 1914, elles sont pour 1921 de 11.633 millions.

(3) Pour la période de 1916 à 1920, la surcharge d'impôts pesant sur le contribuable français est de 11 milliards 144 millions V. liste détaillée. Budget général de 1921, n° 1523, 1er volume, p. 16 et suivantes.

dans les banques étrangères pour les mettre à l'abri d'investigations possibles du fisc et exempter leurs héritiers du paiement de droits de mutation élevés.

Pour certains ces droits de mutation sont de véritables spoliations. M. P. Leroy Beaulieu n'alla-t-il pas jusqu'à écrire dans l'Economiste Français du 13 Août 1904 :
« Nous ne nous lasserons pas de dire que de tels droits
« ne sont plus ni des droits ni des impôts, mais des con-
« fiscations. L'Etat en les établissant abuse de la force
« et commet une spoliation. Il n'y a pas de vote d'une
« Assemblée législative qui puisse rendre légitimes des
« exactions de ce genre. De tels droits s'imposent par
« la force mais ne lient aucunement la conscience du
« contribuable qui très légitimement et moralement
« peut s'y dérober avec une parfaite sécurité de cons-
« cience quand il en a les moyens. »

Si élevés que soient les droits de mutation par décès, nous ne pouvons nous associer à cette exhortation à la révolte aux lois du pays. Nous ne saurions non plus trop nous élever contre ce sentiment si profondément enraciné chez beaucoup de Français, cependant très honnêtes dans leurs affaires, que frauder le fisc, c'est simplement se montrer plus habile que lui : Pour un grand nombre, frauder l'Etat n'est pas voler et pourtant, maintenant qu'il s'agit pour la France de relever ses ruines, de payer une pension aux malheureuses veuves de Ceux qui donnèrent héroïquement leur vie au Pays, aux mutilés, pensions que l'ennemi vaincu s'est jus-

qu'ici dérobé à fournir, ne pas acquitter sa part — si lourde soit elle — des charges du budget, c'est désertier son devoir.

Il existe des fraudes cela est certain, à quel chiffre peut-on les évaluer ? Une réponse exacte est difficile à donner, surtout à l'heure actuelle.

En 1911, M. Charles Dumont l'évaluait au quart des droits de mutation par décès, et il ajoutait :

« Les capitalistes éludent d'autant plus les droits de succession que l'habitude se répand chez eux de déposer dans des banques étrangères les valeurs ou titres au porteur qu'ils peuvent posséder (1). »

Pour des droits de mutation, même fort élevés, mais payés — somme toute — seulement après leur mort, beaucoup de Français reculeraient devant les sujétions de toutes sortes qu'entraînent toujours un dépôt de valeurs hors des frontières.

Il ne faut pas oublier toutefois que la prime à cette fraude est devenue singulièrement plus forte depuis 1916, date de l'établissement d'un impôt global sur le revenu et le deviendrait encore davantage le jour où un impôt sur le capital serait établi (2). Il résulte de tout ceci que le législateur s'est occupé des voies et moyens susceptibles d'enrayer les fraudes fiscales par dépôt de valeurs à l'étranger.

Les projets que nous aurons à examiner ont tous pour base une restriction de la saisine légale de l'héritier pour

(1) Rev. de l'Enregistrement, n° 5.237, p. 204.

(2) En ce sens : Wahl-Clunet, J. de Dr. international 1904, p. 80.

les valeurs du *de cujus* déposées hors du territoire Français.

Avant de les étudier, nous procéderons à une étude aussi résumée que possible des origines et la nature juridique de la saisine.

CHAPITRE I

DEFINITION ET ORIGINES DE LA SAISINE

Qu'est-ce que la saisine héréditaire, quelles sont les origines de la maxime fameuse : « le mort saisit le vif » inscrite dans l'article 318 de la coutume de Paris et reproduite sous une forme un peu différente dans l'art. 724 du code civil.

« Saisine » est un vieux mot Français semblant venir du haut Allemand « sazjan » et signifiant possession (1). La saisine est le droit de posséder (2), la maxime « le mort saisit le vif » signifie que le de cujus au moment de passer de vie à trépas est censé remettre à son successeur la masse héréditaire ; le successeur a — en plus de la propriété — la possession avec tous ses avantages et sans avoir à remplir de formalité (3).

(1) V. M. Planiol. *Traité de Dr. Civil* I, III, n° 1929.

(2) Du Gange (Glossaire, mot Saizimentum) donne cette définition.
« *Facultas et jus res alicujus saisienti seu ad manum suam ponendi vel res obsignatas eustodiendi.* »

(3) Cf. Simonnet, hist. et théorie de la Saisine, 1852

Les origines de la règle « le mort... » sont parmi les plus confuses de nos institutions juridiques, les systèmes les plus divers trouvent de zélés défenseurs, nous allons en présenter un résumé, nous essayerons ensuite d'en dégager une conclusion.

A : LA SAISINE VIENT-ELLE DU DROIT ROMAIN ?

a) Elle tire son origine de la dévolution de l'hérédité — dans le droit classique — aux héritiers nécessaires dans un sens large, théorie principalement défendue par M. Dubois (1).

A Rome l'acquisition de l'hérédité pouvait être forcée ou volontaire suivant la catégorie d'héritiers.

1° *Forcée* : Il en était ainsi pour les héritiers siens et nécessaires, c'est-à-dire ceux qui étaient du vivant du « paterfamilias » sous sa puissance et devenaient sui juris par son décès. L'héritier sien est pour ainsi dire héritier de lui-même, il était en effet du vivant du pater en quelque sorte copropriétaire — M. Dubois ajoute coposseur — des biens au milieu desquels il se trouvait déjà.

Cette acquisition forcée avait lieu également pour les héritiers nécessaires — au sens étroit — esclaves que leur maître instituait héritiers par testament en les affranchissant dans le but d'éviter pour lui-même l'infra-

(1) Nouvelle^e revue historique. 1880. La Saisine héréditaire en droit Romain, pp. 401 et 427.

mie de la vendition bonorum (1). L'esclave n'était pas ici, du vivant de son maître, en quelque sorte copropriétaire des biens, mais se trouvait déjà « au milieu » de ces biens comme le remarque M. Girard (2).

2° *Volontaire* : L'acquisition volontaire de l'hérédité avait lieu pour tous les héritiers externes (ou volontaires) étrangers à la vie commune de la maison familiale. De tels héritiers devaient faire adition d'hérédité, acte de volonté de leur part pour obtenir la délation de la succession qui n'avait pas lieu de plein droit.

Pour M. Dubois il y avait saisine pour les deux premières catégories d'héritiers (siens et nécessaires). (3)

Les arguments de l'éminent professeur reposent sur deux bases :

1° Deux textes de Gaius (II. 58 et III 201) remaniés après la publication en 1871 du Nouvel « Apographum des institutes de Gaius » par M. Studemund — (4) Depuis cette époque, on sait que Gaius a déclaré « l'usucapio pro herede » impossible lorsqu'il y a des héritiers nécessaires et des héritiers siens et nécessaires (5).

(1) Gaius. II. 153.154.

(2) Droit Romain, p. 867.

(3) M. Caillemier soutient la même thèse relativement au droit Grec. Cf. Le Droit de Succession légitime à Athènes, pp. 155 et suiv.

(4) M. Huschke a publié une édition conforme en 1878. Leipzig-Teubner, reproduite dans Girard textes de Droit Romain.

(5) Pour M. Dubois : le § 58 du Commentaire II concerne l'héritier sien et nécessaire. Pas d'usucapion possible, c'est incontesté : le § 201 du commentaire III relatif à l'esclave (héritier nécessaire) semble dire que l'usucapion a été piralement déclarée impossible après controverse — les deux textes contiennent en effet un N (barré), nihil.

L'impossibilité d'usucaper s'explique par ce fait que
« tout héritier nécessaire acquiert de plein droit, non
« seulement la propriété, mais encore la possession de
« toutes les choses comprises dans la succession, en
« d'autres termes parce qu'il a la saisine. »

2° La seconde est la copropriété, mélangée de copossession qui existait du vivant du paterfamilias avec le fils, cela sans doute, et même avec l'esclave, appelé par Pline « domesticus héres » (1).

Pour M. Dubois donc, l'impossibilité de l'usuceptio pro herede en présence de tous les héritiers nécessaires, prouve qu'ils acquéraient la propriété et la possession, qu'ils avaient, en somme saisine.

B : La Saisine vient de l'autorisation donnée au Bas empire aux héritiers d'entrer en possession sous formalités préalables. — Thèse de M. Planiol (2).

Dès Dioclétien, la fusion commençait à se faire entre « l'hereditas » du droit civil et la « bonorum possessio ». Grâce aux avantages que procurait la procédure Prétorienne, l'héritier demandait au Magistrat la « missio in possessionem » ce qu'aujourd'hui nous désignerions sous le nom d'envoi en possession.

(1) V. Pline. Panég. de Trajan, n° 37. Pline parle pour les domesticus heredes de copossession — *semperque possessa* — et ce n'est pas, pour M. Dubois une redondance de style, une emphase d'orateur, Pline était en effet Gouverneur de Bithynie. Il avait été Préteur à Rome et il connaissait la valeur juridique des mots.

(2) V. Planiol. Revue critique, 1885, tome XIV. p. 444 et suiv.

G. Viollet, Histoire du droit civil Français, 2° ed., p. 830.

Roguin, Traité de droit civil comparé, t. V., p. 19, n° 2572.

Cette formalité elle-même disparut en 321 pour la Mère succédant à ses enfants, en 426 pour le Père et enfin après Justinien cette dispense devint générale (1).

Le Prêteur aurait donc tout d'abord accordé une saisine judiciaire qu'il aurait fini par suite de sa dispense de demande de « *missio in possessionem* » par rendre légale.

Telle est pour M. Planiol la véritable origine de la Saisine.

C : La Saisine ne vient pas du droit Romain qui ne pouvait admettre l'acquisition de la possession autrement que « *animo et corpore* ».

Cette thèse est l'opinion classique, soutenue par la majorité des auteurs. Les Romains selon eux se sont toujours attachés à une conception matérialiste de la possession, ils ont exigé le fait matériel de la détention de l'hérédité (*corpus*) joint au désir de faire sienne cette hérédité (*animus*). L'héritier ne devenait possesseur qu'en s'emparant des biens héréditaires ; la nécessité de ce *corpus* et de l'*animus* furent un obstacle complet à la transmission de la possession des biens héréditaires par une saisine soit Prétorienne soit légale (2).

(1) V. Institut. de Justinien : III. 9. § 12 (10). Cf. Accarias, t. II, n° 468. 3^e édition, 1886.

(2) V. Simonnet. op. cit., pp. 17 et 26. Dufourmantelle. thèse, Paris 1899, p. 38.

B) LA SAISINE A-T-ELLE DES ORIGINES GERMANIQUES ?

La solidarité et la copropriété familiales sont caractéristiques des mœurs Germaniques (1) ; à cette époque primitive, la notion de possession ne pouvait encore être dégagée de celle de propriété ; à la mort du Chef de famille, les héritiers continuaient de jouir des biens dont ils étaient déjà copropriétaires et copossesseurs.

L'analogie ont le voit est frappante avec les héritiers siens du droit Roumain (2).

C) LA SAISINE AURAIT-ELLE UNE ORIGINE
FÉODALE ET COUTUMIÈRE ?

Un certain nombre d'auteurs (3) peu satisfaits par les différentes explications qui précèdent, ont dirigé leurs recherches du côté du vieux droit féodal et coutumier, et certains ont cru — eux aussi — y découvrir la source si bien cachée de notre saisine.

Après Charlemagne, le pouvoir central s'affaiblissant,

(1) Cf. Tacite Mœurs des Germains, passim.

(2) Cette thèse des origines germaniques a naturellement eu pour principaux défenseurs des auteurs Allemands, parmi eux citons : Albrecht, Die geveere als grundlage des altern deutschen sachenrechts. Königsberg, 1828. Hausler, Die gervere. Weimar, 1872.

Chaffour : Analyse du travail d'un professeur de Heidelberg. Rev. de législation et jurispr. Wolocoski et Troplong, 1847, t. 2, p. 74 — Königsberger, Origines germaniques du Droit Français.

(3) De Laurière sur Loysel : Instit. coutumières de Loysel : éd. 1846, t. 1., p. 315.

Troplong : Rev. de législ. et de jurispr. 1839, t. 10, p. 155.

De Valroger : Rev. de Droit Français et Étranger, 1850, t. 17, p. 109.

Thiercelin : De la saisine coutumière, Revue critique, 1870, t. 37, p. 80 et suiv.

l'on vit dans chaque région le plus fort et le plus riche chercher à réunir autour de lui des hommes qui le défendraient le cas échéant et contribueraient à augmenter sa puissance. A ceux qui s'étaient distingués, le Seigneur concédait à titre de récompense des terres à la condition toutefois qu'elles lui fassent retour au décès du bénéficiaire.

A côté de ces hommes auxquels allait la reconnaissance du Seigneur, il existait un certain nombre de petits propriétaires fonciers, trop faibles pour se défendre et eux-mêmes. Désireux d'obtenir l'appui du protecteur puissant qu'était le Seigneur, ils lui abandonnaient leurs terres ; le Seigneur il est vrai s'empressait de les leur rétrocéder à titre de bénéfices.

Telle fut l'origine du fief, le Seigneur en avait le domaine éminent ou direct, le tenancier (vassal) en avait le domaine utile.

En échange de la concession à lui faite il devait un certain nombre de services personnels tels que celui de guerre, de cour ou de justice, le service de conseil et celui d'aides (1). Par contre le Seigneur devait rendre justice au vassal, le maintenir en possession de son fief, le défendre enfin contre les agressions des tiers.

Ces différents devoirs avaient un caractère nettement

(1) Ce dernier service avait un caractère pécuniaire. Il consistait dans le paiement d'une rançon si le Seigneur était prisonnier de guerre, dans l'obligation d'offrir un cadeau lors du mariage de la fille aînée, de l'armement du fils comme chevalier, etc..

personnel expliquant fort bien le caractère viager des fiefs.

Puis, peu à peu les Seigneurs prirent pour habitude, à la mort de leur vassal, de concéder à nouveau le fief à son héritier, mais il ne faut pas perdre de vue qu'il y avait, en réalité, concession nouvelle ; à la mort du vassal, le fief faisait retour au Seigneur qui en était le propriétaire direct et il le concédait à nouveau à l'héritier du de cujus. Cette nouvelle concession — c'est à noter — dépendait du bon plaisir des Seigneurs qui en échange de leur consentement trouvèrent tout naturel de demander le paiement d'une redevance appelée droit de relief ou de rachat (1).

En présence de ces faits, certains auteurs se trouvèrent amenés à dire que la Saisine est issue d'une réaction contre la fiscalité abusive du régime féodal (2). Laurière

(1) Pour n'être pas incomplet sur les tenues féodales, ajoutons qu'à côté des fiefs étaient les censives qui leur ressemblaient — la différence consistait d'abord en ce qu'elles étaient des tenues roturières, ensuite en ce que les redevances du concessionnaire ne consistaient pas en services personnels, mais en sommes d'argent.

Quant aux alleux, beaucoup plus rares, ils étaient des terres libres mais les seigneurs en arrivèrent cependant, en fait, à exiger de l'héritier de l'alleutier décédé une demande d'ensaisinement.

(2) M. Planhol dans son étude parue dans la Revue Critique de 1885. t. XIV, p. 437 s'élève avec force contre cette théorie. Pour lui : « le profit « féodal connu sous le nom de rachat ou de relief n'eût pas pour cause « la nécessité pour les héritiers d'obtenir l'ensaisinement du Seigneur « après la mort du vassal. Il fut simplement l'indemnité payée sous forme « d'abonnement pour enlever au Seigneur le bail du fief échu à un « héritier mineur. »

V. Assise du duc Jean 1er dit le Roux faite à Nantes le 10 jan. 1275 dans Hévin. Notes sur les Arrêts du Parlement de Bretagne, recueillis par Traité, t. II, p. 551.

dans ses *Institutes Coutumières de Loysel* (livre II. tit. V. n° 1) s'exprime en ces termes :

« Anciennement, lorsque les Saisines et les dessaisines,
« le vest et le dévest étaient pratiqués à la rigueur dans
« plusieurs de nos coutumes, toute personne qui mourait
« était censée se dessaisir de ses biens entre les mains de
« son Seigneur, en sorte que les héritiers étaient obligés
« de reprendre ces biens du Seigneur en lui faisant foi et
« hommage et en lui payant le relief si c'étaient des fiefs,
« ou en lui payant les droits de Saisine si c'étaient des héri-
« tages en roture. Mais comme ce droit était odieux, on
« introduisit que toute personne décédée serait réputée
« avoir remis en mourant la possession de ses biens entre
« les mains de son plus proche parent habile à lui suc-
« céder et non entre les mains de toute autre personne...
« Et de là est venue notre règle : Le mort saisit le vif ».

Nous ne saurions souscrire à l'opinion émise par quelques interprètes du Droit Romain au Moyen Age qui supposèrent que seule l'ignorance avait pu introduire une telle notion. — « On l'a ramassée dans la rue » a dit Cujas ! (1).

Le Christianisme peut avoir eu une certaine part dans l'éclosion de l'idée de Saisine. Au Moyen Age en effet, les Gallo-Franks étaient profondément chrétiens ; le principe « Dieu seul peut faire un héritier » apparut alors

(1) Cité par Laurent, t. IX, p. 268.

V. Cujas. Comm. sur la loi XXX. D. Ex quibus caus. major. xxv annis. IV. 6.

Cf. Pithon. Comm. sur le titre XVI de la Collatio legio Mosarico, p. 66. ed. de 1609.

et il semble bien que le fait pour le Seigneur de recevoir dans son patrimoine l'héritage du vassal défunt, quitte à en conférer ensuite l'ensaisinement à l'héritier de ce vassal, ait paru choquer la règle nouvellement posée. Il sembla sans nul doute plus simple et plus conforme à la maxime « Dieu... » de voir les biens aller directement à l'héritier du sang saisi de l'hérédité du de Cujus.

Cette influence des idées chrétiennes peut expliquer au moins partiellement comment à une époque où ils étaient à l'apogée de leur puissance, les Seigneurs, fermement croyants — les croisades l'attestent — consentirent à se voir dépouiller de leur ancien privilège d'ensaisinement (1).

Quoi qu'il en soit de toutes ces conjectures, la règle « Mortuus saisit vivum » se rencontre pour la première fois dans un arrêt du Parlement de Paris en 1259 (2). Plus tard au XIV^e siècle elle a eu à essuyer la réaction tentée par les Feudistes pour empêcher l'héritier d'avoir la saisine avant d'avoir rempli les devoirs féodaux (3).

(1) Cf. Ch. Lefebvre, Cours de doctorat sur l'histoire du D. matrimonial Français. Le droit des gens mariés Larose 1908, p. 224.

(2) Imbert des Préaux réclame la saisine d'un fief échu à sa femme. Il a, dit-il, prêté hommage au Seigneur et de plus, il invoque la règle : « Mortuus saisit vivum, maxime cum perconsuetudinem terre, mortuus « debeat vivum saisire. » Rapporté aux Olim., t. I, p. 452, n° XVI.

Aussi : Li usages d'Orleinois si est que li morz saisit le vif. » H. 4 dans Viollet, Etab. de St-Louis H. 337. et : « Li plus prochains est en « seisine de l'eritage au mort » Pierre des Fontaines. Ch. XXII, 19.

(3) Et si, c'est fief noble, saisine de droit ne aultre n'est acquise sans « loy, car le Seigneur direct est avant saisi que l'héritier ; mais par « faire hommage et par relief, le Seigneur direct doit saisir l'héritier « et la raison si est car le Seigneur féodal a la Seigneurie directe.

Mais cette tentative de retour en arrière ne fut pas de longue durée et dès le XV^e siècle notre maxime avait repris toute sa force.

D. CONCLUSION :

Nous voilà arrivés au terme de notre exposé succinct des diverses théories relatives à l'origine de la Saisine. Chacune d'elles envisagée isolément semble logique et exclusive ; mais, si les étudiant de front, les comparant on essaie d'en dégager une théorie d'ensemble, on est amené à constater que les systèmes proposés contiennent à des degrés divers une certaine part de vérité et d'erreur.

Nos^e auteurs semblent n'avoir peut-être pas eu assez présent à l'esprit ce fait que la plupart des institutions de notre droit n'ont pas une origine unique, mais des sources d'une extrême complexité.

Attribuer la source de la maxime « Le mort saisit le vif... » à une législation, c'est, croyons-nous avec M. Lambert (1) « en dénaturer la portée ou en fausser le caractère ».

Dut-on nous reprocher notre électionisme, il y a — selon nous — dans la notion que nous étudions des influences à la fois Romaines, Germaniques, fiscales et même Chrétiennes qui ont abouti après plusieurs siècles à la formule de l'art. 318 de la Coutume de Paris, puis à celle de l'art. 724 de notre Code. Ne se produit-il pas toujours

(1) Lambert, thèse, Paris 1896. De l'exhérédation, p. 70.

après les bouleversements, les mélanges de civilisations et de races amenés par les grandes invasions un enchevêtrement des idées et des institutions des envahisseurs et des envahis, des vainqueurs et des vaincus ?

CHAPITRE II

NATURE JURIDIQUE DE LA SAISINE, QU'ELLE SOIT LEGALE OU JUDICIAIRE SYSTEMES FRANÇAIS ET ETRANGERS

Notre Code admet une Saisine légale au profit de tous les héritiers sauf toutefois le conjoint survivant et l'État qui sont dans l'obligation d'obtenir une saisine judiciaire sous le nom d'envoi en possession.

Notre but au cours de cette étude succincte de la nature juridique de la Saisine sera d'essayer de montrer que le remplacement éventuel de sa forme légale dans les cas où elle se manifeste par une forme judiciaire ne saurait aucunement bouleverser le mécanisme juridique de notre droit.

Maintes fois nous reviendrons sur cette idée, elle nous permettra vers la fin de ce travail de soutenir la possibilité d'une suppression totale de la saisine légale, permettant — à la supposer remplacée par une saisine judiciaire — de diminuer dans une proportion considérable les fraudes d'ordre civil et fiscal auxquelles se

prête fort bien le système actuel de l'héritier saisi de plein droit de la succession du de cujus.

Nous verrons ensuite, en jetant un coup d'œil sur les législations étrangères, qu'un tel système est viable et qu'il est notamment le droit commun de l'Autriche.

VI. NOTRE DROIT

§ 1. *A qui la Saisine légale est-elle accordée ?*

Quels sont ceux qui doivent faire demande d'envoi en possession ?

Si l'on ouvre le Glossaire d'Eusèbe de Laurière au mot « mort », on lit que : « Mort saisit le vif habile à lui succéder par coutume générale de France et des pays le circonvoisins. Ce qui a lieu en plusieurs pays tant en « ligne collatérale que directe et tant par testament que « ab intestat. Tellement que la justice n'est saisie de la « succession pour la délivrer à l'héritier. »

A) *Successeurs ab intestat* .

Dans notre ancienne France, la Saisine était accordée à tout héritier du sang, même aux collatéraux (1).

Le Code (art. 724), avant 1896 s'exprimait ainsi

(1) Il y avait quant aux collatéraux quelques exceptions : à Valenciennes et à Mons, le collatéral devait présenter une « plainte de mise en possession », après enquête sur le degré de parenté, les magistrats de la ville se rendaient sur « l'héritage » et remettant une glèbe de terre au collatéral lui en délivraient possession.

De même en Bretagne (art. 340 de la Coutume) « En succession collatérale... le juge après s'être informé la baillera au plus prochain... »

« Les héritiers légitimes (1) sont saisis de plein droit
« des biens, droits et actions du défunt... » Il a donc
écarté les solutions restrictives quant aux collatéraux
des coutumes de Mons, Valenciennes et Bretagne, et
voulu que les collatéraux jouissent comme les autres
héritiers du sang, de la Saisine.

Nous arrivons maintenant à toute une série de per-
sonnes qui ne sont pas — au sens strict du mot —
parentes du défunt.

C'est d'abord le conjoint survivant. Notre très ancien
droit n'a pas connu de succession entre conjoints, le
douaire et le don mutuel avaient semblé suffire. Cepen-
dant la renaissance du droit Romain avait montré qu'à
Rome l'édit du Préteur accordait dans le mariage sans
manus au conjoint survivant et à défaut d'agnats et de
cognats une vocation héréditaire — et on voulut faire
entrer dans notre droit cette disposition empruntée à la
législation vers laquelle tous les yeux se tournaient avec
admiration. Les coutumes du Berry en 1539 (titre MX
art. 8) et du Poitou (art. 299) en 1559 furent les pre-
mières à accorder au conjoint survivant la succession
« unde vir et uxor » — presque toutes les imitèrent, et
il fut entendu que celles qui étaient muettes en la matière
par exemple celles de Paris et d'Orléans (2) devaient

(1) La loi du 25 mars 1896 a ajouté à cet aînéa de l'art. 724 : « et les héritiers naturels. »

Au nombre des héritiers légitimes, il faut compter : les enfants nés d'un mariage putatif (art. 201), les enfants légitimés par mariage subséquent (art. 333) et les enfants adoptifs (art. 390).

(2) Cf. Pothier. Coutume d'Orléans Introd. ou titre XVII, n° 35.

être considérées comme admettant la disposition nouvelle (1). Seules quelques coutumes, telles que celle du Bourbonnais (art. 328), de Normandie (art. 245), de l'Aïjou (art. 268), du Maine (art. 286) n'admirent pas la réforme.

Le conjoint venait au dernier rang, mais il avait à la fois le titre d'héritier et la saisine (2). Le Code a singulièrement aggravé la situation du conjoint le laissant le dernier en rang parmi les membres de la famille alors qu'il supprimait la quarte du conjoint pauvre des pays du Midi et le douaire coutumier. Ses rédacteurs avaient bien eu l'intention d'accorder à l'époux survivant l'usufruit du tiers des biens laissés par le défunt, mais, par suite d'une erreur de Treilhard, cet usufruit fut établi en faveur des ascendants et le conjoint fut oublié (3).

Il fallut attendre jusqu'en 1891 pour voir comblée cette lacune involontaire (4).

Non content d'avoir fait cet oubli, le législateur de 1804 a supprimé la saisine du conjoint qui autrefois lui

(1) Voir deux arrêts du Parlement de Paris rendus le 22 août 1582 et le 7 septembre 1600, dans Louët, lettre F., n° 22.

(2) « Cette succession unde vir et uxor est une vraie succession. Le « survivant qui succède à ce titre est un vrai héritier et il est, de « même qu'un parent, saisi de tous les droits actifs et passifs du « défunt dès l'instant de la mort du de cujus. » Pothier. Introduction au titre 17 de la Coutume d'Orléans, section 4, § 2.

3. Cf. Fenet, t. 12, p. 38.

(4) La loi du 9 mars 1891 (art. 205 et 267 mod.) a donné au conjoint une part d'usufruit variable suivant qu'il y a ou non des enfants. Cette part est de moitié des biens s'il n'y a pas d'enfants, du quart s'il y en a un ou plusieurs, d'une part d'enfant le moins prenant sans qu'elle puisse être supérieure au quart s'il y a des enfants d'une précédente union.

était accordée. Il n'est plus maintenant qu'un simple successeur aux biens et doit se faire mettre en possession par le Tribunal (1).

(1) Nous verrons qu'en 1896 le législateur a cru bon de donner à l'enfant naturel le titre d'héritier avec la saisine, cette réforme a soulevé certaines critiques : « il faut — dit M. Ch. Lefebvre — que le législateur de ces derniers temps ait perdu de vue, quelque peu, les principes de notre institution du mariage, pour avoir ainsi fait monter l'enfant né hors mariage dans le rang des vrais héritiers pendant qu'il laissait le conjoint au cadre des successions aux biens, dites irrégulières ». Cours de doctorat sur l'hist. du Droit Matrimonial Français. Droit des gens mariés, p. 596, ed. de 1908.

Nous ne critiquons pas tant la réforme réalisée au profit des enfants naturels que le fait de ne l'avoir pas étendue au conjoint.

L'ETAT

Le Roi et les Seigneurs se trouvaient autrefois appelés dans certains cas à une succession.

Ainsi, à la mort ab intestat d'un bâtard ne laissant ni enfants légitimes ni conjoint, le Seigneur lui succédait lorsque cet enfant naturel était né dans sa Seigneurie, y avait habité sa vie durant et y était décédé. Au cas où ces trois conditions ne se réalisaient pas, le Roi était appelé à la succession de ce bâtard.

Un étranger venait-il à décéder ab intestat en France sans laisser soit des descendants nés et résidant sur notre territoire, soit des parents d'un degré autre naturalisés Français et demeurant dans le Royaume, sa succession allait au Roi à titre de succession irrégulière (1).

Dans ces cas le Roi ou le Seigneur avait la saisine des biens héréditaires.

Dans notre droit moderne, l'Etat prend la place du Roi et des Seigneurs, mais il recueille les biens en vertu de sa souveraineté, de son « Imperium » ; dans ce cas il y a déshérence et non pas succession véritable (2).

(1) On peut encore citer la condamnation capitale comme donnant lieu à ouverture d'une succession irrégulière au profit du Roi.

Ceci n'est guère discuté malgré un arrêt contraire : Paris, 13 déc. 01, S. 02-2-37, D. 02-2-177.

Cf. Egalt, E. Girard, thèse, Paris, 1916. De l'évasion fiscale, p. 112, qui soutient que l'Etat recueille dans le cas de l'art. 768 les biens comme héritier et que cette qualité lui appartient même pour le recouvrement des droits de mutation par décès si élevés ajoute-t-il « qu'ils ont fait perdre à ces contributions qui atteignent une semblable importance » leur caractère d'impôts pour les transformer en parts successorales « au profit de l'Etat. » Nous repoussons cette idée aussi bien dans le premier cas que dans le second.

L'Etat acquitte le passif jusqu'à concurrence de l'actif qu'il recueille, et à la différence du Roi et des Seigneurs de l'Ancienne France, ne jouit pas de la saisine légale ; l'Administration des Domaines qui le représente doit se faire mettre en possession par Justice.

Les enfants naturels. Loi du 25 mars 1896 :

Le Code, estimant que la parenté légitime était seule suffisamment connue des tiers ne voulut pas accorder la saisine héréditaire aux enfants naturels qui furent classés parmi les successeurs irréguliers (1).

Il réagit ainsi contre la loi du 12 Brumaire an II (2 novembre 1793) laquelle avait accordé aux enfants naturels les mêmes droits de successibilité qu'aux légitimes et garda selon son habitude un juste milieu entre les deux législations de notre ancienne France et de la Révolution.

Mais, comme le remarque si justement M. Planiol (2) « les anciennes idées, d'égalité entre tous les enfants « qu'avait semées la philosophie du dix huitième siècle... « n'ont jamais désarmé. »

Ceci est manifesté quand on lit la contre proposition de loi de MM. Demole et Tolain, opposée au projet voté par la Chambre (3) ; cette contre proposition ne tend à

(1) Art. 756 ancien.

(2) Traité, t. 3, n° 1824.

(3) Cette contre proposition n'a fait d'ailleurs que reprendre celle des députés Jullien, Letellier et Rivet, du 22 oct. 1888 ; elles sont la reproduction à peu près complète des dispositions de la loi de Brumaire an II.

rien moins que d'assimiler complètement les enfants naturels reconnus aux enfants légitimes, avec parts égales et saisine héréditaire.

La Commission du Sénat dans son rapport (1) en montra les dangers pour la famille dont la base est le mariage, et la loi votée écartant ces suggestions trop généreuses a admis :

1°) L'augmentation de la quotité des droits des enfants naturels reconnus.

2°) L'octroi à ces enfants de la qualité d'héritier avec saisine légale, dans le but principalement d'éviter que leur état ne soit plus tard révélé à tous par une demande d'envoi en possession.

3°) Le legs par le Père ou la Mère qui a reconnu l'enfant de tout ou partie de la quotité disponible, sans qu'en aucun cas — ajoute l'art. 908 nouveau — « lorsqu'il se trouve en concours avec des descendants légitimes, un enfant naturel puisse recevoir plus d'une part d'enfant légitime le moins prenant. »

Depuis 1896 donc, l'enfant naturel reconnu jouit de la saisine héréditaire légale, il est sorti de la classe des successeurs irréguliers pour rentrer dans celle des héritiers légitimes.

b) *Légataires :*

Dans l'ancien droit apparaît ici encore la distinction classique entre les pays de droit écrit et ceux de coutumes

(2) V. Annexe n° 3. Session ordinaire. Séance du 24 jan. 1895.

Dans les pays du Nord, la saisine appartenait aux héritiers *ab intestat* quels qu'ils fussent, mais à eux seuls. Deux formules sont caractéristiques des principes appliqués : la première : « Dieu seul peut faire un « héritier », la seconde « Institution d'héritier n'a « lieu » (1).

L'institué avait seulement le titre de légataire et devait demander à l'héritier — alors même que ce dernier aurait été exhéredé — la délivrance des biens héréditaires (2).

Dans les pays du Midi, sous l'influence Romaine, il fallait — pour qu'un testament fut valable — une institution d'héritier, et l'individu institué dans le testament se trouvait être un héritier véritable ayant comme lui la saisine (3).

Lors de la rédaction du Code, après d'ardentes discussions (4), un système transactionnel intermédiaire fut adopté ; d'où les dispositions suivantes :

Y a-t-il des héritiers à réserve, l'art. 1004 décide que « ces héritiers sont saisis de plein droit » par la mort du testateur et le « légataire universel est tenu de leur

(1) Coutume de Paris, art. 299.

(2) Tel était pourtant le droit commun des coutumes.

Certaines pourtant plus rigoureuses, déclaraient nulle toute espèce d'institution d'héritier : Vitry-le-François art. 101. — Nivernais 33, 10.

Par contre certaines coutumes autorisaient l'institution d'héritier Bourgogne, ch. 7, art. 4. Berry, tit. 18, art. 1, 5 et 7.

(3) Sauf toutefois à Toulouse, art. 123.

(4) Tronchet défendit le système coutumier. Combourès réussit à faire obtenir quelques satisfactions aux partisans du système opposé.

« demander la délivrance des biens compris dans le testament. »

On va peut-être dire : vous répétez que la saisine est soit légale, soit judiciaire, or voici un légataire non saisi légalement qui ne s'adresse pas au juge pour obtenir une saisine judiciaire et se contente de demander aux héritiers saisis la délivrance des biens compris dans le testament.

Nous aurons l'occasion de rencontrer un certain nombre de cas de ce genre (1), dès à présent nous répondrons qu'il y a selon nous, délégation par l'héritier ou légataire de sa saisine légale en ce qui concerne la portion des biens léguée.

La saisine légale vint-elle à être remplacée dans notre droit par une saisine judiciaire, qu'ici encore rien ne serait changé : l'héritier à réserve demanderait au tribunal son envoi en possession et une fois saisi judiciairement il transmettrait au légataire, en lui délivrant les biens compris dans le testament, la saisine de cette portion de biens.

Le légataire universel désigné par testament authentique, en l'absence d'héritiers à réserve, se trouve être saisi de plein droit dès le décès du de cujus (art 1006).

L'art. 1008 ajoute, il est vrai, que lorsque sa désignation est faite dans un testament olographe ou mystique, le légataire universel se trouve tenu de se faire

(1) Légataires : à titre universel, particuliers.

Institué contractuel : universel en présence d'héritiers à réserve ; à titre universel ou particulier dans tous les cas.

envoyer en possession par une ordonnance du Président ; il n'a donc pas dans ce cas la saisine légale.

Nous ne pouvons admettre une théorie cependant répandue, d'après laquelle le Président du Tribunal, en accordant l'envoi en possession ne ferait que donner au légataire un titre exécutoire lui permettant de s'emparer des biens de la succession sous prétexte que le légataire se trouvait déjà saisi avant le décès (1).

Pour nous, en effet, la saisine légale consiste dans le libre exercice donné par la loi à un individu d'appréhender de lui-même l'hérédité, or le légataire universel institué par testament non authentique ne peut s'emparer de l'hérédité avant l'envoi en possession, il n'est donc pas saisi. Saisine et envoi en possession sont deux choses inconciliables, il y a soit l'un soit l'autre (2).

Le douaire et le don mutuel ont disparu de notre droit moderne, mais il admet cependant encore l'institution contractuelle.

(1) En ce sens : Demolombe, 21, 504. Lambert. De l'exhérédation. § 159. Jurisp : Grenoble 26 sept. 1857. D. 1858. II 160. Cass. 31 août 1851. S. 1851. I. 657. Ch. Civ. 28 mai 1894. D. 1895. I. 86 dont nous extrayons « Attendu... que si le légataire universel est tenu de se faire envoyer en « possession par ordonnance du Président lorsque le testament est en « la forme olographe (art. 1098) c'est afin d'obtenir un titre exécutoire « qui lui permette d'appréhender les objets de la succession... et non « pour obtenir la saisine qui lui a été acquise par le décès du testateur. »

Ch. Civ. 25 juin 1867. D. 1867. I. 218. Cet arrêt prétend que l'envoi en possession réunit en faveur du légataire la saisine de fait à la saisine de droit, c'est l'idée de l'envoi en poss. permettant de faire valoir son droit.

Egalt. Civ. 9 Jan. 1899. D. 1900. I. 605.

Civ. 10 Avr. 1902. D. 1904. I. 357.

Req. 29 mars 1904. D. 1904. I. 311.

(2) En ce sens : Planiol. D. Civil. t. 3. n° 2756 en petit texte.

INSTITUTION CONTRACTUELLE

Les Coutumes, désireuses avant tout de faciliter les unions légitimes, mirent de côté la règle « Institution d'héritier n'a lieu » et celle de l'irrévocabilité des donations en permettant de créer un héritier véritable en la personne de l'institué contractuel ; ce dernier était, lors du décès de l'instituant, saisi de la succession (1).

Cette institution fût supprimée par les lois du 6 mars 1793 et du 17 Nivose an II, mais le Code qui s'accommodait assez volontiers d'anciennes institutions, présentant même un certain caractère aristocratique, la rétablit. Nous n'insisterons pas sur les caractères de cette donation que M. Planiol qualifie de « la plus grande singularité du droit Français » (2). Elle ne peut avoir lieu qu'au profit des futurs époux et des enfants qui peuvent naître de leur mariage (3).

L'instituant, jusqu'au jour de son décès, conserve la propriété de tous ses biens, il n'y a donc pas lieu à transcription ; une seule restriction, importante il est vrai, à son droit de propriété vient de l'art. 1083 : « le donateur « ne pourra pas disposer à titre gratuit des objets compris

(1) Cf. Pothier, Cont. d'Orléans. Introd. au titre 17. n° 23
Lebrun, Tité des Successions, liv 3, ch. 2.

(2) Planiol, III, n° 3158. Disons seulement que cette donation est irrévocable, qu'elle ne porte que sur des biens à venir et qu'enfin, elle est subordonnée à la survie du gratifié.

(3) Il faut y comprendre les enfants déjà nés qui seraient légitimés par le mariage subséquent de leurs parents et en vue duquel la disposition est faite.

« dans la donation, si ce n'est pour sommes modiques, à titre de récompense ou autrement. »

A la mort de l'instituant, l'institué est de plein droit propriétaire des biens qui ont formé l'objet de l'institution contractuelle. Il peut, il est vrai, soit accepter purement et simplement ou sous bénéfice d'inventaire, soit refuser.

Quant à la situation de l'institué vis à vis de la Saisine, question qui — pour nous — fait tout l'intérêt de cette « donation de succession » elle est controversée.

Dans l'ancien droit, nous venons de le voir, l'institué était saisi ; actuellement, selon nous, la saisine légale lui est accordée dans le cas prévu par l'article 1006 du Code Civil, c'est-à-dire lorsqu'il n'y a pas d'héritiers à réserve et que l'institution contractuelle est universelle (1).

Au cas où il ne remplit pas ces conditions, il se trouve dans l'obligation de demander à ceux qui sont saisis de la succession la délivrance des biens dont ils sont donataires, nous retrouvons ici encore un cas de délégation partielle de la saisine.

Exécuteur testamentaire.

Celui qui fait un testament peut avoir de sérieuses raisons de craindre que ses héritiers soient négligents dans l'exécution de ses volontés dernières ; il songe alors

(1) En ce sens : Planiol, D. Civil, t. 3, n° 3184.

Aubry et Rau, 8, p. 82.

Autres opinions : Saisine accordée à tous les institués

Chabot, art. 774, n° 14.

Merlin, Rép. Inst. contractuelle, § 10 et § 11, n° 2.

à charger un ami, une personne en laquelle il a entière confiance, du soin de veiller à ce que ses désirs soient respectés.

Cet exécuteur jouissait dans notre Ancien droit d'une sorte de saisine provisoire — d'une durée d'un an et un jour — sur le mobilier (1). Notre Code n'a modifié ce système qu'en ce que cette saisine n'a pas lieu de plein droit mais doit être conférée par le testateur. On nous dira peut-être : que ferez-vous si plus tard vous venez à rayer la saisine légale de notre Code, la remplaçant par une saisine judiciaire ? Direz-vous que le testateur ne pourra plus « saisir » son exécutoire testamentaire ? Nous ne voyons pas de difficulté, car il ne s'agit pas ici de la saisine héréditaire qui repose sur la tête de l'héritier ou du légataire, mais bien uniquement d'une sorte de possession de fait, provisoire puisqu'elle ne peut excéder un an et un jour, à titre de sequestre (2). Une preuve qu'il ne s'agit pas là d'une saisine véritable, c'est que l'héritier peut la faire cesser en offrant de « remettre

(1) Coutume de Paris, art. 297. Meaux, chap. 6, art. 34. Etampes, ch. 9, art. 106. Troyes, tit. 6, art. 98. Péronne, tit. 7, art. 167. Amiens, tit. 3, art. 61, etc.

Certaines (Senlis, art. 148. La Rochelle, ch. 27, art. 68) n'accordaient la saisine que sur la portion de mobilier nécessaire à l'exécution des legs. Aux frais funéraires seulement (Saint-Quentin, art. 25). D'autres plus larges l'accordaient subsidiairement, en cas d'insuffisance du mobilier sur les immeubles (Orléans, art. 290. Maine, art. 291. Sens, tit. 8, art. 75, encore plus large).

(2) Cf. Pothier, Donations testam. n° 212.

Planiol, I 3, n° 2820.

Dumoulin sur l'art. 59 de la coutume de Paris « Hæc consuetudo non facit quin heres sit saisitus ut Dominus, sed operatur quod executor protest manum ponere et apprehendere.... et etiam executor non est verus possessor nisi procurator tantum... »

« aux exécuteurs testamentaires somme suffisante pour le
« paiement des legs mobiliers en justifiant de ce
« paiement » (art. 1027 Code Civil).

Droit de retour de l'ascendant donateur.

SUCCESSIONS ANOMALES : Dans notre ancien droit, l'ascendant donateur pouvait reprendre les biens par lui donnés à ses descendants prédécédés, mais deux méthodes étaient employées pour arriver à ce résultat.

Dans les pays du Midi, on voyait impliquée dans la donation faite à l'enfant par son ascendant une condition — celle que la chose donnée reviendrait à l'ascendant si le gratifié venait à décéder avant lui ; la donation se trouvait alors résolue rétroactivement ; les tiers voyaient cet effet se produire même contre eux, c'était ce qui se passe actuellement avec le retour dit « conventionnel ».

Dans les pays du Nord, au contraire, si l'institution existait, c'était avec un tout autre caractère, il n'y avait pas de condition résolutoire se produisant rétroactivement sous entendue dans la donation, mais bien un véritable droit de succession (v. art. 313 Cout. de Paris).

De cette idée découlent de graves conséquences : tout d'abord, si le bien ne se retrouve pas en nature dans la succession du donataire prédécédé, le retour ne s'ouvre pas au profit de l'ascendant, les tiers ne sont pas inquiétés. Ensuite, l'ascendant est un héritier, il contribue au paiement des dettes de la succession et est saisi de plein droit au jour du décès.

L'art. 747 du Code s'exprime en ces termes : « Les
« ascendants succèdent, à l'exclusion de tous autres aux
« choses par eux données à leurs enfants ou descendants
« décédés sans postérité lorsque les objets donnés se re-
« trouvent en nature dans la succession. Si les objets ont
« été aliénés, les ascendants recueillent le prix qui peut en
« être dû. Ils succèdent aussi à l'action en reprise que
« pouvait avoir le donataire. »

On voit que les rédacteurs qui avaient — ici encore —
à choisir entre les deux solutions autrefois admises, ont
opté pour celle des pays de coutumes; l'art. 747 ne rap-
pelle-t-il pas étrangement l'art. 313 de la coutume de
Paris qui disait : « Succèdent les choses données à leurs
« enfants décédant, sous-enfants et descendants d'eux. »

Cette grande ressemblance dans la rédaction des deux
articles, la place même occupée par l'art. 747, dans la
section du Code intitulée des : Successions déférées aux
ascendants, tout concourt à montrer qu'il y a bien là,
dans l'esprit des rédacteurs de la loi, une véritable suc-
cession et nous ajouterons : s'il y a succession il y a
saisine.

Nous savons que cette opinion est discutée (1) et nous

(1) MM. Aubry et Rau, t. 6, p. 719. Simonnet : Hist. et théorie de la
saisine héréditaire, p. 344.

Laurent, t. 9, n° 198. « Il ne peut être question de saisine... les héritiers
« légitimes sont saisis des choses qui doivent retourner au donateur.
« C'est donc aux héritiers que le donateur doit s'adresser pour obtenir
« la délivrance. Il faut donc qu'il réclame ce qui implique une action
« en délivrance... »

Nous ferons remarquer que cette théorie fut-elle universellement admise
il n'y aurait pas encore de difficulté à l'application de la réforme
remplaçant la saisine légale par une saisine judiciaire, le donateur
demanderait la délivrance aux héritiers après que le Tribunal les aurait
envoyés en possession.

rencontrons ici une idée émise par M. Bonnin (1) qui essaye — dans le but d'établir l'inutilité de la Saisine — de démontrer qu'il y a déjà dans notre droit de « véritables successions où la saisine n'existe pas, « où dès lors « on est forcé de recourir aux principes ordinaires sitôt « qu'il s'agit de régler une question d'acquisition de la possession. »

M. Bonnin s'appuie tout d'abord sur le raisonnement de Laurent — cité par nous en note — et refuse toute espèce de saisine aux successeurs anomaux ; mais il s'écarte alors des conclusions de l'illustre professeur Belge et s'inspirant d'un passage de MM. Aubry et Rau (2) dans lequel ces auteurs déclarent : « pas de « saisine, pas d'obligation de former de demander d'envoi, « l'effet de la saisine héréditaire cesse donc ipso facto en « ce qui concerne les biens soumis au droit de retour « dès que les personnes appelées à l'exercer ont mani- « festé l'intention de le faire » il repousse tout envoi en possession, donnant ainsi une application à son idée de la possession acquise animo et corpore.

Cette thèse qui de prime abord peut séduire, ne nous satisfait pas et nous nous rangeons à l'opinion plus classique de M. Planiol (3) d'après laquelle l'ascendant donateur et l'adoptant sont héritiers légitimes, comme tels investis de la saisine et les frères et sœurs légitimes de l'enfant naturel sont des successeurs irréguliers obligés de faire une demande d'envoi en possession.

(1) Bonnin, thèse Paris 1899. Etude critique de la saisine.

(2) tome VI, p. 719.

(3) tome III. p^o 1918.

Que l'on ne vienne pas nous objecter : l'ascendant donateur ou l'adoptant ne viennent succéder qu'à une part de la succession, ils ne peuvent donc être saisis. Nous répondrons qu'ils le sont de cette part soit automatiquement par l'effet de la loi soit à la suite d'une décision de justice et cela n'empêche en rien les héritiers d'être saisis du reste de la succession.

§ II. *Nécessité pour l'obtention de la Saisine
d'être l'héritier le plus proche en degré*

Nous nous heurtons ici à une controverse qui divise les auteurs. La Saisine est-elle collective ou successive ?

La question tout d'abord ne se pose ni dans le cas où il y a un seul héritier qui se trouve être seul saisi, ni dans celui où l'on rencontre plusieurs héritiers du même degré succédant conjointement à la même personne. Dans ce second cas, en effet, la saisine appartient d'une manière indivisible à chacun des héritiers : si nous appelons Primus Secundus et Tertius les trois héritiers conjoints, Primus par exemple aura la saisine de toute l'hérédité, de même d'ailleurs que Secundus et Tertius. Ce n'est qu'au moment du partage que la saisine de chacun des co-héritiers sera strictement limitée à son lot.

Le cas qui a créé la controverse est celui dans lequel le défunt laisse des héritiers de degrés différents.

On suppose, pour cela, que l'héritier le plus proche ne prend pas parti tout de suite, alors, disent certains,

tous les autres successibles de degrés inférieurs sont également saisis, ils le sont d'une manière collective (1), par suite, l'héritier éloigné peut se saisir des biens héréditaires pendant tout le temps où les héritiers qui sont en rang préférable, devant lui, n'ont pas agi ; il peut poursuivre les tiers (2).

(1) Les partisans de cette théorie donnent à l'appui de leur système des arguments historiques de peu de valeur — la saisine, disent-ils, vient de la copropriété familiale qui implique un caractère marqué de collectivité — or rien n'est moins prouvé que cette prétendue origine de la saisine, nous l'avons vu dans l'historique. De plus, ajoutent-ils, l'art. 811 qui déclare que « lorsqu'après l'expiration des délais pour faire inventaire et pour « délibérer, il ne se présente personne qui réclame une succession, qu'il « n'y a pas d'héritiers connus ou que les héritiers connus y ont renoncé, « cette succession est réputée vacante », ne semble-t-il pas condamner toute idée de saisine successive, car si elle avait ce caractère, la rédaction de cet art. eût été différente, insistant sur ce point que la succession serait réputée vacante lorsque tous les successibles auraient renoncé et à ce moment là seulement Les partisans de la saisine collective font dire à ce texte ce qu'il ne dit pas, car il porte que « lorsqu'il n'y a pas d'héritiers connus... » et suppose donc que tous les héritiers connus ont renoncé ; il est donc loin de s'opposer à la théorie de la saisine successive.

L'art. 790 a fourni une troisième arme à nos adversaires, il faut reconnaître qu'elle est plus sérieuse que les deux autres. Cet article autorise l'héritier ayant renoncé à la succession à venir ensuite la demander, à condition toutefois que d'autres héritiers ne l'aient pas déjà acceptée ; une telle disposition ne s'oppose-t-elle pas à la théorie qui prétend que dès qu'il y a renonciation du premier appelé, la saisine passe au second ; en effet, si l'héritier suivant, le second appelé, avait été saisi par la renonciation de Primus, ce dernier n'aurait pu ensuite revenir sur sa décision. Nous reconnaissons volontiers que cet article est embarrassant, mais il y a une réponse que l'on peut donner pour ce qu'elle vaut : c'est que la saisine de Primus a plus de force que celle de Secundus, celle de Secundus plus que celle de Tertius et ainsi de suite en descendant jusqu'au dernier degré.

(2) La théorie de la saisine collective a eu, à une certaine époque, la bonne fortune de séduire la jurisprudence. Cette dernière s'en était servie comme d'une base pour valider les actes de l'héritier apparent vis à vis des tiers (v. Cass. Ch. Civil. 16 jan. 1843. D. 43. I. 49). Plus récemment les arrêts ont abandonné la théorie de la saisine collective, pour adopter simplement la maxime : « Error communis facit jus ». (V. not. Cass. 3 juil. 1877. S. 1878. I. 38. Cass. 13 mai 1879. S. 1880. I. 36).

D'autres dont nous adoptons finalement l'opinion, admettent que la saisine passe aux héritiers du second degré par suite de la renonciation de ceux du premier, et ainsi de suite en descendant de degré en degré.

Comme conséquence, l'héritier second appelé ne pourra agir tant que le premier appelé n'aura pas renoncé ; il pourra seulement prendre des mesures conservatoires sans jamais cependant agir contre les tiers (1).

§ III. *Effets produits par la Saisine légale
et l'envoi en possession*

A) *Effets fiscaux :*

Dans notre ancien droit l'effet de la Saisine au point de vue fiscal, fut de dispenser les héritiers saisis de l'obligation de faire une demande d'ensaisinement au Seigneur et par suite, en principe, de payer le droit de rachat.

Nous disons en principe car si telle est logiquement la conséquence de la suppression de l'investiture Seigneuriale, il est un fait que les Seigneurs — s'ils se résignèrent facilement à voir le privilège de conférer la Saisine à leurs vassaux leur échapper n'admirent pas d'aussi bonne grâce de voir leurs revenus amoindris par suite de l'état de choses nouveau.

(1) V. Nott. Cass. 20 août 1867. D. 68. I. 265.

Pour les censives, tenures roturières, ils laissèrent échapper à la fois leur privilège d'ensaisinement et sa contre partie, le droit d'exiger le rachat (1).

Pour les fiefs il n'en fut pas de même ; les Seigneurs trouvèrent dans le lien personnel — service de guerre, de cour ou de justice, de conseil, d'aides — qui les unissait aux vassaux, un fondement suffisant à la perception des droits, alors même que les vassaux héritiers seraient saisis. Ces derniers, il est vrai sont en possession de plein droit de la chose héréditaire, mais la règle : « Le mort saisit le vif » n'a aucune influence sur le bien purement personnel qui lie le vassal à son suzerain ; ce bien nouveau qui se crée doit donc trouver sa contre partie dans une taxe fiscale.

Les Seigneurs se montrèrent plus ou moins après dans leur façon de taxer les héritiers.

Dans certaines provinces, on vit les héritiers de quelque degré qu'ils soient, à quelque ordre qu'ils appartiennent, être astreints au paiement du rachat ; c'est ce qui se passait en Bretagne notamment, mais il est bon de remarquer que le paiement de ces droits n'avait rien que de très naturel dans cette province, puisque, nous l'avons vu, les collatéraux Bretons n'étaient pas saisis et devaient se faire envoyer en possession.

La majorité des coutumes en tête desquelles on doit citer celle de Paris dispensèrent les héritiers en ligne

(1) Quelques rares exceptions toutefois, parmi lesquelles on peut citer : Bourbonnais, art 588. Orléans, art. 126.

directe du paiement des droits de rachat, mais en exigèrent des collatéraux cependant saisis (1)

Ajoutons que dans un but d'équité, les Seigneurs ne percevaient pas plusieurs fois les droits de rachat lorsqu'au cours d'une même année, il y avait eu plusieurs mutations par décès.

Nous ne rencontrerons pas dans notre droit actuel de taxes fiscales relatives à l'envoi en possession, à la saisine conférée par justice ; cet envoi certes sera une cause de frais, mais on ne peut pas voir dans ces frais une analogie quelconque avec le rachat de l'Ancien Régime. Et cependant les notions de Saisine et d'envoi en possession ne seront pas au point de vue qui nous occupe indifférentes, c'est ce que nous allons exposer. La Charte de l'Administration de l'Enregistrement en ce qui concerne les droits de succession est encore la loi du 22 Frimaire, au VII, c'est elle qui a déterminé le mode d'appréciation des valeurs, les délais pour acquitter les droits, les bureaux dans lesquels ils doivent être versés, les pénalités attachées aux infractions à ses dispositions ; elle a dans la matière des successions posé comme principe que le moment à partir duquel le droit de mutation pourrait être exigé par l'Administration serait le décès du de cujus. Les rédacteurs de cette loi n'avaient fait aucune

(1) Parmi ces coutumes, situées presque toutes dans la région Nord-Est et Sud-Est de Paris, citons : Paris art. 3, 4 et 33. Calais, tit. II, art. 12. Laon, tit XVI, art. 157. Reims, tit. III, art. 70. Chaumont, tit. II, art. 25. Sens, tit. XIX, art. 192, etc. L'art 133, tit. XV, de la Cont. de Tours n'exigeait les droits que des collatéraux autres que le frère et la sœur.

distinction entre les héritiers et les simples successeurs aux biens ; c'est l'Administration de l'Enregistrement qui est venue faire œuvre Prétorienne et pour ne pas heurter l'équité a fait une distinction fort juste. Elle a dit : Pour savoir si la personne qui succède au défunt doit acquitter les droits de mutation, il faut examiner si cette personne est un héritier véritable jouissant de la saisine ou au contraire un simple successeur aux biens devant se faire mettre en possession.

L'héritier est-il saisi ? les droits sont alors exigibles du jour du décès du de cujus car ce dernier « saisit le vif » au moment précis où il rend le dernier soupir. La personne envisagée n'est-elle pas saisie, se trouve-t-elle être dans l'obligation de demander l'envoi en possession ? alors les droits ne doivent être demandés qu'à partir du jour de cet envoi en possession ; il serait en effet fort peu équitable d'exiger le paiement d'une taxe d'une personne qui ne peut pas encore exercer ses droits successoraux. La théorie de la Saisine héréditaire a, on le voit, servi à l'Administration de l'Enregistrement pour adopter une solution sage et en tous points conforme à l'équité (1).

B) *Effets juridiques :*

Le seul effet produit par la Saisine est, selon nous, de transmettre à celui qui en est investi immédiatement et

(1) Voir not^é Delib. de l'Enregistrement des : 16 octobre 1829, 5 juillet 1876, 16 janvier 1877.

de plein droit, la possession des biens qui composent l'hérédité à laquelle il est appelé.

L'héritier saisi jouit donc de tous les avantages que conférait au mort son titre de possesseur ; il peut défendre les biens héréditaires contre les troubles ou les dépossessions violentes des tiers ; il a à son service les actions dites possessoires — complainte, réintégrande, dénonciation de nouvel œuvre.

Mais, il est vrai, tous ces avantages ont une contre-partie qui est que dès qu'il se trouve saisi, c'est-à-dire dès le moment même du décès de son auteur, l'héritier peut être poursuivi par les créanciers héréditaires, nous verrons plus tard dans quelles limites.

Quant aux successeurs irréguliers de notre droit moderne, ils n'ont pas ces avantages dès la mort du de cujus, ils ne sont pas non plus, il est vrai, en butte aux poursuites des créanciers de la succession (1). Ils doivent obtenir un « envoi en possession » des biens ; cette formalité une fois remplie, leur situation devient identique à celle des héritiers saisis. Ils ont une saisine, une saisine « judiciaire » cette fois et non légale, mais dont les effets sont absolument identiques. Ils peuvent donc, dès qu'ils sont mis en possession, jouir des avantages que procure la possession, appréhender les biens, les défendre contre

(1) Nous n'admettons pas une théorie soutenue par certains que les successeurs irréguliers peuvent faire des actes conservatoires, quelle différence y aurait-il entre eux et les héritiers légitimes ? Nous pensons qu'en attendant l'envoi, les créanciers ou le successeur lui-même peuvent demander la nomination d'un administrateur provisoire : le tribunal désignera le plus souvent le successeur lui-même. N'est-il pas plus que quiconque intéressé à la bonne administration de l'hérédité :

les attaques des autres individus, ils peuvent enfin à ce moment être poursuivis par les créanciers de l'hérédité.

Tel est l'effet unique produit par la Saisine, quelle soit légale ou judiciaire. La transmission de la propriété, l'obligation aux dettes, l'effet déclaratif du partage (1), le droit aux fruits sont toutes choses absolument indépendantes de notre notion. Et cet effet — unique, nous le répétons — la Saisine l'a toujours produit. Nous rejetons donc par avance et la théorie qui dans l'ancien droit, voyait dans la règle ; « Le mort saisi le vif » un moyen d'assurer la transmission de la propriété, et celle que certains auteurs modernes tels que Mourlon et Demante ont essayé de mettre en honneur, selon laquelle la Saisine ne transmet pas la possession qui passe, en même temps que la propriété, au jour du décès du de cujus, aussi à l'héritier saisi qu'au simple successeur irrégulier, mais simplement le droit d'exercer les attributs de cette possession.

Il nous reste à essayer de justifier quelque peu les diverses allégations contenues dans ce tableau succinct, et qui ainsi présentées ressembleraient trop à des affirmations gratuites.

1° La Saisine assure la transmission de la possession, et non pas celle de la propriété.

(1) Nous ne reviendrons pas sur cette question en relation trop éloignée avec notre sujet : disons seulement que cet effet du partage vise une question de propriété, la saisine une question de possession. Comment dès lors voir une relation entre les deux notions ? elles sont, croyons-nous, absolument indépendantes (V. contra : de Valroger, Rev. de droit français et étranger, 1850, p. 120).

Et d'abord, avons nous dit, nous écartons la théorie fondée sur un passage de Pothier d'après laquelle la Saisine aurait pour effet de transmettre non pas seulement la possession du défunt, mais encore la propriété des biens héréditaires (1).

Le passage de Pothier, nous le reconnaissons, est très net, et il peut sembler téméraire de s'attaquer à un auteur d'une autorité aussi considérable. Disons tout d'abord qu'en ce qui concerne la possession, il ne fait qu'apporter le poids de ses idées à notre thèse. Reste la propriété : Pothier qui a été frappé par le fait de la transmission de la possession dès le décès, ce qu'il qualifie de « fait

(1) Pothier attribue à la saisine l'effet d'assurer la transmission de la propriété :

« Cette saisine consiste en ce que tous les droits du défunt, toutes ses obligations dès l'instant de sa mort, passent de sa personne en celle des héritiers, qui deviennent en conséquence, dès cet instant, chacun pour la part dont ils sont héritiers, sans qu'il intervienne rien de leur part, propriétaires de toutes les choses dont le défunt était propriétaire, créanciers de tout ce dont il était débiteur ; ils ont, dès cet instant, le droit d'intenter toutes les actions que le défunt aurait le droit d'intenter et sont sujets à toutes celles auxquelles le défunt aurait été sujet. »

Pothier attribue d'ailleurs aussi à la saisine l'effet d'assurer la transmission de la possession, et il continue en disant :

« Il y a plus (ce qui est bien contraire aux principes du droit Romain et aux idées naturelles), la possession qu'avait le défunt des choses de la succession, quoique la possession soit une chose de fait, est, par cette règle, réputée passer à l'héritier, sans aucune appréhension de fait, de sa part : il est réputé possesseur des mêmes choses que le défunt possédait lors de sa mort et de la même manière que l'était le défunt, quoique de fait, cet héritier ne les ait jamais possédées et il peut en sa qualité de possesseur, former l'action en complainte contre tous ceux qui se seraient mis en possession de quelques effets de la succession, soit du vivant du défunt, soit depuis sa mort, pourvu qu'ils ne l'aient pas encore acquise par an et jour. »

Et, en note, Bugnet cite un passage de Dumoulin : « Quod virtus et effectus illius consuetudinis (Mortuus saisit vivum) nihil aliud est quam continuatio possessionis a moriente in jure heredem. »

V. Pothier, Œuvres annotées par Bugnet, tome VIII, Paris : 1845. Success., chap. III, Sect. II, pp. 113 et 114.

contraire aux principes du droit Romain et aux idées naturelles », en a conclu que, puisque la possession qui ne devrait s'acquérir que « corpore et animo » dans la rigueur des principes se trouvait transmise à l'héritier, même à son insu, dès le décès du de cujus, à plus forte raison devait-il en être de même de la propriété. Et, obsédé par cette notion — antijuridique selon lui — de la transmission ipso jure de la possession, il n'a pas pris garde qu'en ce qui concerne la propriété, la Saisine était inopérante ; il n'a pas remarqué — lui qui cependant n'admettait pas la saisine à Rome — que les héritiers siens, non saisis selon lui, pouvaient acquérir et transmettre à leurs propres successibles la propriété de l'hérédité.

2° La Saisine assure la transmission de la possession et non pas seulement l'exercice des droits attachés à cette possession.

De l'identité d'effets entre Saisine légale et Envoi en possession.

Selon nous, la Saisine héréditaire transmet la possession-elle même et non pas, comme certains essayent de le démontrer, l'exercice des droits attachés à la possession.

Cette controverse — d'ordre doctrinal plus que pratique — ne présente aucun intérêt au point de vue des héritiers véritables soumis à la maxime « Le mort saisit le vif », on conçoit en effet que rien ne sera changé suivant que l'on admettra que la possession est transmise avec la propriété ; indépendamment de la saisine, dès le décès du de cujus — la Saisine n'en donnant que l'exercice — ou

au contraire qu'elle est transmise par les bons offices de notre Saisine ; cette dernière en effet, n'opère-t-elle pas dès le moment où le moribond vient de rendre le dernier soupir !

Tout l'intérêt de la question apparaît si l'on se place, non plus au point de vue des héritiers saisis, mais à celui des simples successeurs aux biens. Admet-on en effet la théorie de la « Saisine possession », l'envoi n'étant qu'une saisine judiciaire — nous essayerons de l'établir plus loin — le successeur irrégulier ne sera possesseur de l'hérédité qu'après cet envoi.

Admet-on au contraire la théorie de la « Saisine simple exercice des droits de possession », alors la possession se trouve, tout comme la propriété, transmise au successeur irrégulier à die mortis, il n'y a pas interruption dans cette possession, et seul, l'exercice des droits qui y sont activement et passivement attachés est retardé jusqu'à l'obtention de l'envoi.

Les partisans de cette seconde théorie viennent nous dire : Nous seuls arrivons à des résultats pratiques acceptables ; avec votre système de la « Saisine possession » vous n'arrivez à rien moins qu'à supprimer la continuité si nécessaire de la possession, il n'y a pas transmission de la possession avant l'envoi, pendant tout le temps compris entre le décès et le jugement la succession considérée se trouve en état complet d'abandon, la prescription acquisitive commencée par le *de cujus* sera suspendue.

Si tels étaient les inconvénients de la théorie que nous soutenons, ils seraient d'une gravité extrême, mais il n'en est rien et nous rejetons les conséquences que nos adversaires veulent tirer de ce système. Pour nous, en effet qu'est-ce que l'envoi en possession si ce n'est une saisine accordée par la justice, et cette saisine, ajoutons-nous, rétroagit au jour du décès.

M. Demolombe dans son traité ne s'exprime pas autrement : « L'envoi en possession est pour les successeurs
« irréguliers ce que la saisine est pour les héritiers légi-
« times, il constitue pour eux aussi une véritable saisine
« qui est judiciaire au lieu d'être légale, mais qui produit
« dans la personne des successeurs irréguliers, une fois
« qu'elle leur a été attribuée par le juge, tous les effets
« que produit dans la personne des héritiers légitimes la
« saisine qui leur est attribuée par la loi et qui les produit
« par conséquent à die mortis, dès le jour de l'ouverture
« de la succession, de telle sorte que les successeurs irré-
« guliers, de même que les héritiers légitimes, sont
« réputés, après l'envoi en possession, avoir succédé
« immédiatement au défunt, sans aucune laeune et sans
« aucun intermédiaire, jam tunc a morte. Leur saisine,
« en un mot est conditionnelle : sous la condition d'obte-
« nir l'envoi en possession — mais, la condition une fois
« accomplie, produit, dans ce cas comme dans les autres
« l'effet rétroactif qui lui est propre. »

Voilà l'opinion très nette d'un auteur considérable. Pour lui, l'envoi en possession rétroagit quant à ses effets

au jour du décès, car, le successeur irrégulier jouit de tous les avantages de la Saisine à condition de demander l'envoi en possession et de l'obtenir ; il y a donc une condition et il est un principe incontesté de notre droit que toute condition réalisée a un effet rétroactif (art. 1179).

Nous pouvons trouver encore d'autres fondements juridiques à la rétroactivité de l'envoi en possession.

Nous pourrions dire : un tel jugement est déclaratif de possession, car il ne fait que confirmer des droits que les successeurs irréguliers puisent dans la loi. Une telle argumentation, quoique semblant renforcer notre manière de voir sur le caractère de l'envoi en possession, nous semble trop hasardeuse pour pouvoir être adoptée ; nous croyons en effet avec Laurent (1), qu'un tel jugement crée un fait qui n'existait pas auparavant, il crée une saisine judiciaire ; il ne saurait donc pas avoir un caractère déclaratif et par conséquent rétroagir. Plus simple, plus solide aussi est l'argumentation qui repose sur les art. 777 et 778 du Code Civil. Lorsqu'un successeur fait une demande d'envoi en possession, il accomplit un acte qui « suppose nécessairement son intention d'accepter » comme dit l'art. 778, il y a donc acceptation tacite ; il se passe quelque chose d'analogue à ce que nous rencontrerons plus loin dans « l'Erber-Klörung » Autrichien. Or, d'après l'art 777 l'effet de l'acceptation d'une succession remonte au jour de son ouverture ; il y a donc rétroactivité ; cet argument, un arrêt de 1855 cité plus loin, semble l'avoir

(1) Traité de droit civil, t. IX, n° 238.

adopté : « l'effet de l'envoi remonte comme celui de l'acceptation au jour de l'ouverture de la succession. »

Tournons-nous maintenant vers la jurisprudence qui applique « le vrai droit, le droit vivant » comme l'a fait remarquer M. Capitant dans son introduction à l'étude du droit civil (1). Elle a eu, depuis 1804, le temps de se faire une opinion stable et durable qui n'est pas à dédaigner :

Un arrêt de la Chambre Civile de la Cour de Cassation, du 13 juin 1855 (2) s'exprime ainsi : « Attendu...
« que la seule différence qui existe entre les uns et les
« autres (héritiers et successeurs irréguliers) est que les
« premiers sont saisis de plein droit et que les autres
« sont obligés de se faire envoyer en possession, mais
« que lorsque l'envoi a été prononcé, son effet remonte
« comme l'effet de l'acceptation au jour de l'ouverture
« de la succession. Que dès lors et quelle que soit la
« date du jugement qui a prononcé l'envoi en pos-
« session, le successeur irrégulier se trouve saisi com-
« plètement de la succession à partir de son ouver-
« ture, qu'il peut.... etc ».

Un autre arrêt de la Cour de Paris du 11 Décembre 1858 (3) n'est pas moins net : « Considérant que les
« effets de l'envoi en possession remontent nécessaire-
« ment au jour de l'ouverture de la succession, que

(1) 2^e ed. Paris 1904, Préface p. VII.

(2) S. 1855. I. p. 695, col. 1.

(3) S. 1859. II. p. 315, col. 1.

« s'il en était autrement, les biens seraient restés sans
« maîtres depuis cette ouverture ou auraient appar-
« tenu à d'autres que les envoyés en possession, ce qui
« est également inadmissible, que l'envoi en possession,
« comme la délivrance du legs, sont des formalités que
« la loi a dû imposer comme une vérification préala-
« ble de droits qui n'ont pas leur source exclusivement
« dans la loi, mais que la formalité étant accomplie, les
« droits acquis sur la chose héréditaire sont exacte-
« ment les mêmes que ceux des héritiers de droit. »

Citons enfin un arrêt de la Cour de Cassation :
(Chambre des Requêtes 8 Fév. 1870. D 1871. I. p. 13
col. 1) qui ne fait que confirmer les deux autres.

En résumé, qu'elle que soit l'opinion adoptée relative-
ment à la controverse que nous venons d'examiner, on
en arrive à cette conclusion que nous retenons pour
plus tard lorsque nous aurons à envisager des restric-
tions à apporter à la Saisine légale pour enrayer les
fraudes fiscales : *l'envoi en possession est une véritable
saisine judiciaire, produisant les mêmes effets que la
saisine légale et à partir du même moment, a die mortis*

3°) La Saisine est sans influence sur le paiement des
dettes ultra ou intra vires.

Certains auteurs, se basant sur la rédaction de l'art 724
du Code «... saisis sous l'obligation d'acquitter toutes les
charges de la succession » ont cru pouvoir soutenir que
les héritiers saisis étaient tenus des dettes ultra vires
tandis que les successeurs irréguliers ne l'étaient que dans

la limite des forces de la succession. Singulière idée que celle là ! Ces auteurs n'ont certainement pas jeté un coup d'œil en arrière, car ils auraient vu qu'à Rome les héritiers externes qui n'étaient pas saisis — sans controverse possible — et acquéraient la propriété des biens héréditaires par l'adition, la possession « corpore et animo » étaient tenus des dettes ultra vires ; ils se seraient également aperçus que dans l'Ancien droit, les successeurs irréguliers, quoique saisis, n'étaient pas tenus des dettes au delà de l'actif qu'ils recueillaient (1) ; ils auraient constaté enfin qu'en Bretagne, à Mons, à Valenciennes où les collatéraux devaient se faire envoyer en possession, ces derniers étaient cependant tenus sur tous leurs biens.

Il n'y avait donc aucune corrélation entre l'idée de saisine et celle d'obligation aux dettes ultra vires et il en est encore de même aujourd'hui. La saisine n'a trait qu'à la possession, nous le répétons encore ; n'est-ce pas une matière totalement étrangère au paiement des dettes ?

(1) « A l'égard... du Roi et des Seigneurs qui succèdent par aubaine, « confiscation, droit de bâtardise, droit de deshérence, de l'abbé ou « du monastère qui succède au pécule de son religieux, toutes ces « personnes ne sont tenues des dettes que jusqu'à concurrence des biens « auxquels elles succèdent ; ils peuvent en les abandonnant se décharger « des dettes. La raison est que toutes ces personnes ne succèdent point « à la personne du défunt, mais seulement à ses biens, ils ne sont tenus « des dettes que parce qu'elles sont une charge des biens, ils n'en sont « point débiteurs personnels : or, c'est un principe que lorsqu'on n'est « tenu de quelque dette qu'à raison d'une chose qu'on possède, on peut « s'en décharger en abandonnant la chose. » Pothier, ann. par Bugnet, Paris 1845. Success. ch. V, art. 3, tome VIII, p. 209.

Bien plus, l'art. 724 nous dit bien que les successeurs irréguliers doivent se faire envoyer en possession mais il ne nous parle pas — quant à eux — de la contribution aux dettes. Dès qu'ils se sont adressés à la Justice, que cette dernière leur a accordé une saisine judiciaire, leur situation n'est-elle pas la même que celle des héritiers saisis ? Nous croyons avoir suffisamment fait ressortir l'affirmative quelques pages plus haut.

La jurisprudence d'ailleurs est en notre sens. Nous citerons comme caractéristique un arrêt de la Cour de Toulouse du 16 mars 1882 au S. 1883. II, p. 75, col 3. : « Attendu que s'il est appelé successeur irrégulier pour le distinguer des héritiers du sang, le conjoint survivant appelé à l'hérédité à défaut de parents n'en est pas moins un successeur à l'universalité des droits du défunt ; qu'il a, bien que n'étant pas héritier du sang, un droit héréditaire qu'il tient de la loi et qui lui fait activement et passivement la même situation qu'aux autres héritiers, que, seulement, à la différence des héritiers du sang qui ont la saisine légale des biens délaissés par le défunt, le conjoint survivant doit se faire envoyer en possession ; mais que l'effet de cet envoi en possession remonte au jour du décès et produit les mêmes résultats que ceux de la saisine légale vis à vis des héritiers légitimes ; que par suite, représentant de l'universalité des droits du défunt et continuateur de

« sa personne, il est tenu des obligations de ce dernier
« comme pourraient l'être les héritiers du sang... » (1)

Cette analogie entre les héritiers saisis et non saisis n'a rien que de très logique, elle s'explique par l'idée de représentation de la personne du défunt (2); or nous soutenons que le conjoint survivant appelé à la succession de l'autre époux prédécédé le représente tout autant qu'un collatéral quelconque qui, lui, est saisi.

La situation actuelle est donc celle-ci : Tous les héritiers légitimes, les enfants naturels depuis 1896 sont saisis et tenus des dettes ultra vires, le conjoint doit demander l'envoi en possession, mais sa situation au point de vue des dettes est identique.

Quant à l'Etat, il n'est pas un successeur comme les autres (3) puisqu'il recueille les successions en déshérence en vertu de son « Imperium ». Il serait contraire à sa souveraineté de le voir acquitter les dettes d'un de ses ressortissants au delà de l'actif qu'il recueille, ce serait d'ailleurs comme le remarque avec infiniment de

(1) Cet arrêt s'est appuyé sur un arr. de Cass. du 13 août 1851 (S. 1851, I. 657) relativement aux légataires universels et à titre universel. Cf. au S. 1892. II. p. 73, une note de M. Labbé qui constate qu'ainsi : « le successeur non saisi a regagné après l'envoi en possession tout l'avantage qu'avait sur lui l'héritier saisi. »

(2) Cf. Percerou, Rev. trim. D. Civil, 4. année 1905, pp. 535 et suiv. qui critique l'idée de représentation de la personne du défunt comme n'étant pas une bonne règle de droit civil. Il est possible qu'elle ne soit pas en harmonie avec les mœurs actuelles, mais néanmoins elle est admise par notre droit.

(3) Pour l'Etat, les raisons invoquées par Pothier et citées en note à la page 61 s'appliquent avec toute leur force.

raison M. Planiol (1) arriver à « faire supporter aux contribuables, au moyen de l'impôt toutes les dettes de leurs contemporains », ou tout au moins de certains d'entre eux.

4° La Saisine est sans influence sur le droit aux fruits.

L'art. 547 du Code s'exprime ainsi : « Les fruits « naturels ou industriels de la terre, les fruits civils, le « croît des animaux appartiennent au propriétaire par « droit d'accession... »

Rien qu'à lire cet article, on s'aperçoit que la question du droit aux fruits se trouve liée à la propriété ; or — quelle soit légale ou judiciaire — la saisine n'a trait qu'à la possession, nous croyons l'avoir démontré, elle est donc sans influence sur les fruits.

D'après l'art. 1005, le légataire universel en concours avec des héritiers à réserve — donc non saisi — a en principe droit aux fruits à die mortis, toutefois s'il ne demande pas la délivrance dans l'année, la jouissance n'aura lieu « que du jour de la demande formulée en justice ou de la délivrance volontairement consentie ». Cette disposition semble mêler la saisine au droit aux fruits. Nous répondrons qu'il n'y a pas ici véritablement saisine (v. supra), il y a délégation de celle-ci sur une portion des biens par les héritiers qui seuls jouissent de la saisine et les auteurs en adoptant ce système exceptionnel quant aux fruits ont simplement voulu favoriser l'héritier réservataire. Il a pu croire en effet — et

(1) Planiol, *Tié. de Dr. Civil*, Tome III n° 2089.

cela de très bonne foi — qu'après un certain délai, le légataire ne demandant pas la délivrance entendait abandonner, pour une raison dont il était seul juge, la libéralité qui lui avait été faite (1).

Ce point particulier ne saurait mettre en échec la règle que nous avons formulée, savoir : la saisine n'a aucune influence sur le droit aux fruits.

5° La Saisine est conférée sous la condition résolutoire de la renonciation à la succession.

Nous nous heurtons ici encore à une controverse ; nous tenons à l'examiner d'un peu près et à prendre parti, car, plus tard, lorsque nous aurons à envisager — entre autres solutions — l'extension de l'envoi en possession, l'opinion prise ici ne sera pas indifférente.

La question, tout d'abord, ne présente d'intérêt que lorsque l'héritier n'a pas encore pris parti, lorsqu'il n'a pas encore dit s'il entendait accepter ou, au contraire, renoncer (2).

Admettre que la Saisine est conférée sous la condition suspensive de l'acceptation, cela revient à dire que, tant que l'héritier n'a pas accepté, il n'est pas saisi des biens et des actions du défunt. Il ne peut pas être poursuivi par les créanciers de l'hérédité ; en un mot, les effets de la saisine qui ne se trouve lui être conférée — rétroacti-

(1) En ce sens, Planiol, 3. n° 2763 infra.

(2) « Les deux systèmes produisant finalement les mêmes résultats une fois que l'héritier aura accepté ou renoncé, car toute condition soit suspensive, soit résolutoire, ayant, lorsqu'elle s'accomplit un effet rétroactif (art. 1179, 1183), l'effet de l'acceptation (art. 785) ou de renonciation (art. 777) devra dans tous les systèmes, dater du jour de l'ouverture de la succession. »

Demolombe, Cours de Code Napoléon, Paris 1857, tome XIII, Success. 1, livre III, tit. 1, chap. I^{er}, p 188, n° 134.

vement, il est vrai — que par l'acceptation, ne se produisent pas. La situation de cet héritier est identique à celle du successeur irrégulier qui n'a pas encore obtenu l'envoi ; ce successeur est en effet réputé accepter lorsqu'il s'adresse à la justice (1) et sa mise en possession lui accorde une saisine judiciaire qui produit ses effets, elle aussi rétroactivement.

Admettre, au contraire que la Saisine est conférée sous la condition résolutoire de la renonciation à la succession, c'est dire qu'alors même que l'héritier ne se serait pas prononcé sur le point de savoir s'il entendait ou non accepter, les créanciers héréditaires pourraient le poursuivre sans avoir à faire la preuve de son acceptation ; ce serait au contraire à l'héritier à prouver qu'il a renoncé.

Cette seconde théorie fait donc ressortir, au point de vue de l'action des tiers contre le successeur une différence entre celui qui est saisi et celui qui ne l'est pas.

Est-il ? la saisine lui est accordée, même à son insu, dès le décès et toutes sortes de poursuites peuvent être intentées contre lui ; n'est-il pas ? il ne peut être l'objet d'aucune poursuite avant que lui ait été accordé l'envoi.

L'une et l'autre théorie trouvent leur base dans les textes de loi.

La première s'appuie sur l'art. 777 que nous avons déjà rencontré plus haut ; cet article déclare que « l'effet » de l'acceptation remonte au jour de l'ouverture de la

(1) V. Supra

« succession ». Si la loi, disent les partisans de cette doctrine, prend la peine d'établir par une sorte de fiction que l'acceptation remonte au jour de l'ouverture de la succession, c'est que jusqu'à ce qu'ait lieu cette acceptation, l'héritier n'était pas saisi.

Nous reconnaissons volontiers que l'art. 777 se prête fort bien — si on le considère seul — à l'édification de cette théorie, mais nous trouvons dans notre Code d'autres textes nous permettant de soutenir que la saisine est conférée sous la condition résolutoire de la renonciation.

Ce sont : d'abord l'art. 724 qui pose en principe que les héritiers légitimes sont saisis « ipso jure » des « biens, droits et actions du défunt » que ces biens soient mobiliers ou immobiliers, corporels ou incorporels, sous la seule obligation d'acquitter les charges de la succession. Cet article les qualifie du terme « héritiers », il ne parle cependant pas d'acceptation nécessaire, il leur accorde la saisine légale de plein droit, même à leur insu.

Vient ensuite l'art. 785 « L'héritier qui renonce, dit-il, « est censé n'avoir jamais été héritier » ; cet individu avant d'avoir renoncé était donc héritier.

Le Code de Procédure vient lui aussi fournir à notre thèse un appoint qui n'est pas à dédaigner. Son art. 174 dit en effet que l'héritier assigné par les créanciers — s'il n'a pas accepté ou renoncé dans les trois mois et quarante jours qui lui sont accordés pour faire inventaire et délibérer — sera considéré comme héritier pur et simple alors même qu'il n'aurait pas accepté.

N'est ce pas la preuve péremptoire que cet individu est

héritier et qu'il est saisi du jour du décès sans aucune acceptation de sa part (1).

§ 4. — Formalités imposées actuellement au successeur qui désire obtenir l'envoi en possession.

Les successeurs irréguliers, c'est-à-dire le conjoint survivant et l'Administration des Domaines représentant l'Etat doivent tout d'abord faire apposer les scellés puis rédiger un inventaire notarié (2).

Ils adressent ensuite une requête au tribunal de première instance dans le ressort duquel la succession s'est ouverte (3). Le Tribunal rend un premier jugement lequel ordonne « trois publications et affiches dans les formes usitées » ; la loi a omis de réglementer ces publications.

Pour l'Etat, une circulaire ministérielle de 1806 a prescrit certaines formes d'affichage (4). Pour le con-

(1) On nous dira peut être : Vous étiez assez heureux de trouver cet art. 777 lorsqu'il s'agissait pour vous de justifier la rétroactivité de l'envoi en possession ! Nous ne pouvons mieux répondre qu'en laissant la parole à M. Planiol : « Dans les cas ordinaires, la rétroactivité ne fait que confirmer une situation qui résultait déjà de la loi et de la transmission de plein droit de l'hérédité ; dans l'hypothèse spéciale de l'art. 790 où l'héritier accepte après avoir d'abord renoncé, la rétroactivité est plus importante à signaler parce qu'elle rétablit une situation qui avait cessé d'exister. » Planiol, 3. n° 2010.

(2) Cf., art. 942 et 943, C. Proc. Civile.

(3) Art. 770 C.-Civil.

(4) Cette circulaire du Ministre de la justice en date du 8 juil. prescrit une insertion au *Moniteur*, trois appositions d'affiches espacées de trois en trois mois avec un intervalle d'un an entre la dernière apposition et le jugement d'envoi en possession. Les délais sont, on le voit, beaucoup plus longs que lorsqu'il s'agit du conjoint, n'est-ce pas là encore une preuve que l'Etat recueille par déshérence, qu'il n'est pas un véritable héritier ! Le Garde des Sceaux de 1806 qui avait présente à l'esprit la pensée du législateur l'a bien compris, il a pris toutes les précautions nécessaires pour que les héritiers, s'il s'en trouve d'ignorés fussent avertis de l'existence de la succession. Si après ces longs délais personne ne s'est présenté, alors l'Etat obtient l'envoi en possession.

joint il y a latitude accordée aux juges qui, le plus souvent, font faire trois insertions se succédant de quinze en quinze jours dans les journaux qui se chargent des annonces judiciaires.

Les délais d'affichage expirés, le tribunal, après avoir entendu le Procureur de la République (même article) ordonne ou rejette l'envoi en possession. Si le successeur est un conjoint, le jugement ordonne soit l'emploi du mobilier, soit la présentation d'une caution solvable, mesure ayant pour but d'assurer la restitution des effets mobiliers pour le cas où il se présenterait des héritiers préférables dans un délai de trois ans. Si le successeur est le fisc, toujours censé solvable, il est dispensé de cette obligation.

Ces formalités sont obligatoires, les juges n'ont pas le pouvoir d'en dispenser les successeurs ; elles peuvent paraître longues, coûteuses et inutiles, surtout en ce qui concerne le conjoint. Nous verrons plus tard si une réforme sur ce point ne serait pas souhaitable.

B : LE SYSTÈME AUTRICHIEN DE LA SAISINE JUDICIAIRE

Le principe Autrichien est que l'intervention d'une autorité d'Etat est nécessaire pour assurer la dévolution des biens héréditaires. Il y a donc dans ce pays une Saisine judiciaire, système sur lequel — pour les raisons déjà exprimées — nous allons nous arrêter quelques instants.

Dès le principe le but cherché par les juristes Autrichiens en imposant l'intervention de l'autorité judiciaire fut principalement d'obliger à la rédaction

d'un inventaire et de retenir sur la masse héréditaire une somme permettant de faire face au passif.

En 1811, le Code a repris le système antérieurement en vigueur, ne le modifiant que sur quelques points de détail.

Son article 197 décide que l'héritier ne peut pas de lui-même, de sa propre autorité, se mettre en possession de l'héritage ; il institue alors une procédure spéciale appelée « *Verlassenschaftsabhandlung* ». Le principe adopté est qu'il appartient à la justice d'apprécier la qualité de celui qui se prétend héritier, les titres qu'il peut invoquer, et au cas où cet examen lui serait favorable de le mettre en possession, de lui accorder une saisine judiciaire.

Ajoutons qu'en fait cet examen des tribunaux Autrichiens est souvent de pure forme ; Commettraient-ils une erreur, envoyant en possession une personne n'ayant aucun droit sur l'hérédité, qu'elle serait réparable. L'héritier véritable garde en effet toujours le droit d'agir en pétition d'hérédité contre toute personne, fut elle envoyée en possession par un Tribunal.

Il en est pas moins intéressant de voir comment fonctionne ce système de l'envoi en possession obligatoire, système qui — nous aurons l'occasion de l'examiner plus loin — serait peut-être chez nous une solution aux tentatives faites pour mettre un frein à la fraude qui nous occupe.

Nous supposons que la succession qui s'ouvre est normale (1).

(1) Par succession normale, nous entendons une succession qui présente un actif appréciable.

Celui qui se prétend héritier, s'adresse à la justice, au « Adhandlungsgericht ». S'il déclare accepter la succession purement et simplement il doit faire lui-même ou faire rédiger par son notaire un état descriptif des biens de la succession (1) ; s'il se réserve le bénéfice d'inventaire c'est le Tribunal qui se charge de l'établir (2).

La seconde phase de cette procédure consiste dans la délivrance de l'hérédité ; le tribunal l'accorde ou la refuse (3) et dans le premier cas délivre à l'héritier une pièce constatant qu'il a la saisine judiciaire (4) de l'hérédité.

Pour nous, l'« Einantwortung » est bien un envoi en possession conférant à l'héritier une saisine judiciaire, comme il le fait chez nous aux successeurs irréguliers (5).

Pendant le laps de temps qui s'écoule entre la mort du de cujus et l'envoi en possession (Einantwortung)

Pour les successions dont l'actif est nul, les tribunaux autrichiens ne se donnent pas la peine de faire une liquidation. Pour celles dont l'actif est presque nul, pour ne pas entraîner aux frais d'une procédure de faillite, les tribunaux ont pris l'habitude de faire un simple abandon des qq. biens qui composent ce misérable actif aux créanciers qui se le partagent.

(1) Cet état facilite la tâche des agents du fisc pour l'établissement des droits de mutation « Staatliche Gebühren ».

(2) Ar. 802 du Code Autrichien.

(3) Nous avons déjà fait remarquer que le refus n'avait pas lieu dans la pratique.

(4) Cette pièce s'appelle « Einantwortungskunde ».

(5) Certains prétendent il est vrai que le droit héréditaire lui-même n'est acquis que par le prononcé judiciaire de l'autorité, ils donnent ainsi à l'Einantwortung le caractère non plus seulement d'un envoi en possession, mais encore celui d'un envoi en propriété. Cette opinion toute particulière d'ailleurs et à laquelle nous ne souscrivons pas a été émise par M. Roguin dans son traité de Droit Civil comparé, 1912, tome 5, p. 40.

même une fois faite la demande (Erberklärung) valant acceptation, les biens héréditaires sont en état de jacencè, censés possédés par l'hérédité, sorte de personne morale suivant la fiction Romaine « Hereditas sustinet « personam defuncti » (1). Le futur héritier non investi encore de la possession successorale ne répond pas des dettes, aussi permet on aux créanciers — qui peuvent craindre des lenteurs de la part de l'héritier pour se faire mettre en possession — de demander que soient prises des mesures conservatoires.

C : LE DROIT ANGLAIS

Une saisine légale pour les immeubles, judiciaire pour les meubles.

La succession ab intestat Anglaise distingue des biens meubles et immeubles et ne s'ouvre qu'à défaut de testament (2). S'agit-il d'immeubles, on voit apparaître un privilège d'ainesse et de masculinité, l'héritier ne peut refuser la succession (3) et il jouit de la saisine légale de ce « real estate ».

Pour les meubles, le « personal estate », une Division de la Haute-Cour nomme un administrateur, en fait presque toujours l'héritier, qui une fois désigné jouit d'une saisine judiciaire.

Un « act » de 1897 a, relativement à la saisine, essayé de

(1) Cf art. 547 et 797 Code Civil de 1811

(2) Lorsqu'il existe un testament (will) l'héritier ab intestat même le plus proche en degré peut se trouver compétement écarté, la réserve étant inconnue.

(3) Il est héritier nécessaire sans toutefois être tenu ultra vires du passif de la succession.

diminuer la différence entre les successions mobilières et immobilières en créant également pour ces dernières un administrateur muni d'une saisine judiciaire. Le droit Anglais tend donc vers le système d'une saisine conférée par une autorité de l'Etat.

D : LE SYSTÈME ALLEMAND DE L'ACQUISITION
DE LA POSSESSION « CORPORE ET ANIMO »

Avant l'unification du droit faite pour le « Reich » les systèmes les plus divers étaient pratiqués dans les différents Etats. En Saxe on trouvait le système Autrichien d'une saisine judiciaire, les autres états appliquaient la maxime du XV^e siècle » *Der todte erbt den Lebendigen* » c'est-à-dire une saisine légale plus ou moins étendue aux différents ordres d'héritiers.

Le Code Civil Allemand a rejeté toute idée de saisine soit légale soit judiciaire pour en revenir au système appliqué à Rome aux héritiers externes (1) de l'acquisition de la possession « *corpore et animo* ». En Allemagne, actuellement, dès la mort du *de cujus* l'héritier se voit attribuer la propriété, mais pour qu'il soit réputé possesseur de l'hérédité il faut qu'il ait un pouvoir de fait sur les biens qui la composent joint à l'intention de se les approprier.

Le Code pour rendre pratique ce système ajoute que l'héritier avant même d'avoir fait acte de possesseur avait les moyens de protection ordinairement attachés à la possession ; il dit également qu'une fois l'acte de

(1) Peut être même aux héritiers siens et nécessaires si l'on admet pas la théorie de M. Dubois, v. historique.

possesseur effectué, la possession de l'héritier se trouve jointe rétroactivement à celle du de cujus et l'usucapion commencée par le défunt pourra être continuée par l'héritier.

CHAPITRE III

LES PROJETS DE LA LOI ACTUELS TENDANT A ENRAYER LA FRAUDE PAR DEPOT DE VALEURS MOBILIERES A L'ETRANGER

Dès 1906 M. Poincaré a son passage au Ministère des finances s'était préoccupé de la question des fraudes fiscales par dépôt de valeurs à l'étranger.

Le 4 octobre 1907 M. Caillaux reprenant cette question institua une commission d'études présidée par M. Lyon-Caen alors Doyen de la Faculté de Droit de Paris.

Cette Commission eût à rechercher tout d'abord si le concours des agents consulaires pouvait être utilisé en vue de la répression et tomba d'accord sur la nécessité et l'urgence qu'il y avait à trouver une solution au problème que le gouvernement l'avait chargée d'examiner.

« L'Etat — indique le Rapporteur de la Commission
« — a le devoir impérieux de prendre les mesures utiles
« pour assurer l'égalité de tous les citoyens devant
« l'impôt, et en particulier le paiement par les valeurs
« mobilières dont le développement est devenu considé-
« rable, de la part contributive qui leur incombe dans
« les charges publiques. »

Après avoir mûrement étudié la question, la Commission proposa au gouvernement deux solutions.

La première consistait à modifier les articles 724, 1004, 1006, 1008 et 1082 du Code Civil relativement à la saisine légale, l'art. 943 du Code de Procédure Civile et l'art. 39 de la loi du 22 Frimaire an VII.

La seconde ne comportait pas une réforme d'aussi grande envergure, ne contenant que des dispositions relatives aux valeurs mobilières déposées à l'étranger.

Cette deuxième solution, par son cadre restreint affirmait son caractère de mesure purement fiscale, c'était — nous aurons l'occasion de revenir sur ce point dans un instant — diminuer jusqu'à ses plus extrêmes limites toute chance de succès.

Quoiqu'il en soit, sans doute parce que plus simple et devant rencontrer moins d'opposition au Parlement que s'il s'était agi de remanier de fond en comble notre législation civile relativement à la saisine, M. Caillaux porta son choix sur le second projet et le déposa le 12 Mars 1908 — au nom du gouvernement — sur le bureau de la Chambre des Députés.⁽¹⁾

A. PROJET CAILLAUX DU 12 MARS 1908

La caractéristique de ce projet est la suppression de la Saisine légale des valeurs expatriées.

L'héritier de telles valeurs doit en demander envoi en possession spécial au Président du Tribunal de première

(1) V. Chambre, Annexe au procès verbal de la séance du 12 mars 1908, n° 1571. Cf. Chambre, Séance du 21 jan. 1909, I. Off. 22 jan. 1909, p 91, col 2 in medio.

instance dans le ressort duquel la succession s'est ouverte (art. 1). La sanction de cette obligation consiste dans le paiement d'une amende égale au quart des biens non déclarés (art. 2).

Une certaine publicité est établie par l'article 3 pour éviter que les étrangers puissent faire valoir leur ignorance de la loi Française ; les officiers publics ou ministériels sont en effet tenus de mentionner dans les inventaires et les actes de notoriété destinés à établir les qualités des ayants droit à une succession, l'obligation qui leur incombe d'obtenir un envoi en possession spécial.

Ce projet supprime donc — en ce que concerne les valeurs mobilières déposées à l'étranger — la saisine légale. Il la remplace, il est vrai par une saisine judiciaire ; nous n'avons pas ici à montrer ce qui résulterait pour les héritiers de cette modification et nous renvoyons à la première partie de notre étude. Disons seulement que ce projet ne porte qu'une faible atteinte à la possession et qu'il laisse intacte la transmission de la propriété s'effectuant toujours de plein droit, dès le moment où le de cujus rend le dernier soupir.

Ces dispositions sont au point de vue du droit civil très sages, elles ne bouleversent pas le Code et ne font qu'astreindre les héritiers qu'elles visent à certaines formalités, ennuyeuses certes, mais, somme toute très supportables. L'amende portée au quart de la valeur des biens non déclarés semble à certains par trop excessive, mais, malgré ces divers inconvénients, nous souscrive-

rions volontiers à ce projet s'il était susceptible d'enrayer les fraudes fiscales.

Mais en serait-il ainsi ? Nous ne le croyons pas.

CRITIQUE

Avec le projet du 12 mars 1908, les dispositions de l'art. 724 de notre Code restent debout, il y a toujours dans notre droit des héritiers saisis de plein droit de l'hérédité ; ce n'est que relativement aux valeurs mobilières déposées à l'étranger que l'héritier se trouve être dans la situation d'un successeur irrégulier devant obtenir du président du Tribunal un envoi en possession. La réforme proposée est donc partielle ; pourquoi le ministre des finances tient-il tant à la faire aboutir ? Pour éviter des atteintes à la dévolution héréditaire telle qu'elle est établie par nos lois ? Pour empêcher que les créanciers d'une succession ne voient disparaître en partie le gage sur lequel ils sont en droit de compter ? Non certes, car tout homme, tout père de famille peut, en l'état actuel de notre droit, avantager un de ses héritiers, un de ses enfants de son vivant par des dons manuels d'argent liquide ou de valeurs mobilières (1).

(1) M. Ch. Dumont, il est vrai, a essayé dans un projet déjà cité (v. I. Off. 1907. Chambre. Doc. Porleur, annexe n° 1288) de faire payer un droit de mutation à ces dons manuels. Art. 11 du projet : « Dans les déclarations qu'ils sont tenus de passer en exécution des prescriptions de l'article 27 de la loi du 22 Frimaire an VII, les héritiers, donataires et légataires doivent comprendre les dons manuels que le défunt leur a fait. S'ils n'ont pas acquitté le droit de donation avant le décès du donateur, ces dons sont soumis au droit de mutation par décès en même temps que les biens trouvés dans la succession avec lesquels ils forment, par bénéfice, une seule masse imposable.

L'art. 12 organise des soutiens sévères. Il est permis de se demander

Et, d'ailleurs ce sont des préoccupations qui ne seraient pas venues à l'esprit d'un seul de nos ministres des finances. Or, d'où est venue l'idée de réunir une conférence le 4 octobre 1907 ? d'où est venue l'idée de restreindre la saisine ? est-ce de la Place Vendôme ou au contraire du Louvre ? C'est de ce dernier ministère. C'est en effet M. Caillaux, alors ministre des finances, qui a groupé autour de lui des juriconsultes de valeur pour essayer de trouver une solution propre à arrêter la fraude, non pas successorale, mais *fiscale*. Cette loi que l'on désirait faire voter était une loi *fiscale* et si plus tard, M. Dumont essaye dans son projet d'en cacher le caractère véritable, M. Caillaux a eu le mérite de la franchise et a avoué le véritable but des dispositions qu'il préconisait. N'a-t-il pas dit, en effet, à la page 5 de son rapport : « Pour fortifier au bénéfice de la nation
« ce qu'un homme d'État appelait le *droit de l'impôt*,
« vous n'aurez, Messieurs, restreint aucune liberté,
« mais seulement cette licence, que se voudraient arro-
« ger certains de rejeter sur les leurs concitoyens des
« charges légitimes ». Que ces dispositions sauvegardent non seulement les droits du fisc, mais encore l'intérêt des banques et de l'industrie de notre pays, nous sommes loin de le nier, mais il reste vrai que la réforme envisagée constitue dans le fond aussi bien que dans la forme une loi fiscale et il est un principe incontesté de

comment le fisc arrivera à faire la preuve de ces dons manuels, essentiellement fugitifs.

En Italie on a adopté un système d'après lequel seuls les dons manuels minimes sont permis, les juges ayant l'appréciation de la modicité de ces dons, il semble que là encore la question de preuve ne soit pas résolue.

droit international que les lois fiscales sont purement territoriales.

Cet argument est à nos yeux décisif, point n'est besoin d'en chercher d'autres (1) et ce projet nous paraît impuissant à résoudre la question qui nous occupe.

B) LE PREMIER PROJET CHARLES DUMONT

DU 18 NOVEMBRE 1908 .

Le projet Caillaux n'est jamais venu en discussion. Renvoyé à la Commission de législation fiscale, cette dernière lui a substitué un autre projet à la date du 18 novembre de la même année.

Son rapporteur, M. Charles Dumont, ne s'est pas contenté de la simple restriction de la Saisine légale en égard aux valeurs déposées hors de France, la remplaçant par un envoi en possession spécial, il a ajouté que faute d'avoir demandé cet envoi dans un délai de deux ans, l'héritier, le donataire ou le légataire perd toute vocation héréditaire en ce qui concerne les valeurs en question.

Dans ce système, la propriété des biens héréditaires émigrés passe de plein droit à l'héritier dès le jour du décès, mais il n'a pas la saisine tant qu'il n'a pas obtenu l'envoi.

Jusqu'ici l'analogie est complète avec le projet précédent, mais voici où les dispositions nouvelles deviennent d'une gravité extrême : c'est lorsqu'elles viennent décider

(1) Par exemple celui de la territorialité de la saisine que nous aurons à examiner et d'ailleurs à repousser plus loin.

que faute d'avoir demandé l'envoi dans un délai de deux années, l'héritier verra son droit de propriété lui-même anéanti par l'effet d'une condition résolutoire (1).

Comme l'a fort bien fait remarquer M. Lairolle à la Chambre : « on ne touchait qu'à la possession, on « touche maintenant à la propriété. » (2).

Un parent, fut-il un collatéral éloigné peut intervenir, faisant par huissier sommation à l'héritier premier appelé d'avoir à accomplir la formalité d'envoi.

Ce dernier a trois mois alors pour demander pour lui-même l'envoi en possession. Reste-t-il inactif ? de la sommation court un délai variable d'après le degré de parenté de son auteur lui permettant dès son expiration de faire à son profit une pétition d'hérédité relativement aux valeurs situées hors de France, le premier appelé devenant d'une façon irrévocable et définitive déchu de son droit à la succession.

Il y a somme toute déchéance éventuelle de l'héritier par condition résolutoire en cas de non demande d'envoi en possession dans un délai de deux années.

CRITIQUE DE CE PROJET :

Un tel système va tout d'abord à l'encontre d'une des maximes fondamentales de notre droit « Semel heres, « semper heres », il porte une grave atteinte à cet autre principe de notre droit successoral que l'on ne doit pas chercher l'origine des biens qui tous sont transmis en bloc au même héritier. « La loi ne considère ni la nature,

(1) V. le texte du projet. Annexe B.

(2) V. *J. Off.* 24 mars 1914, p. 1821, col. 1 in medio.

ni l'origine des biens pour en régler la succession » dit en effet l'art. 732 du Code Civil.

Il est — cela est incontestable — au pouvoir du législateur de porter une telle atteinte aux principes de notre législation civile, mais encore faudrait-il pour se lancer dans cette voie, être certain de faire œuvre utile et efficace au point de vue de la répression des fraudes qui nous occupent, et nous croyons être à même de démontrer qu'il n'en serait pas ainsi avec le projet que nous examinons.

Pour M. Dumont la vocation héréditaire se trouve perdue parce qu'il y a une « sorte de présomption légale de recel au cas où la remise des valeurs déposées à l'étranger a été obtenue sans ordonnance d'envoi en possession. »

Cette comparaison avec le recel va nous arrêter un instant.

Disons tout d'abord que selon nous il n'y a qu'une seule succession composée en partie de biens et valeurs situés ou déposés en France, pour une autre partie de valeurs déposées ou existant dans un ou plusieurs pays étrangers.

Nous ne souscrivons pas à une idée de M. Lescœur (1) qui ressort des explications qu'il donne au sujet de l'assimilation de notre cas avec celui de l'indigne et d'après laquelle le de cujus en mourant laisserait à son successible deux successions : l'une comprenant les biens et valeurs situés sur notre territoire et pour lesquels

(1) Lescœur, Clunet, Journal de droit international privé, 1909, p. p. 353 et suiv.

l'héritier dans le cas le plus général (1) jouirait de la saisine légale, l'autre composée de titres déposés hors de nos frontières pour lesquels il devrait obtenir un envoi en possession dans un délai déterminé.

Ceci dit, nous voyons bien qu'il y a — comme dans le recel du Code Civil — perte de la vocation héréditaire sur la portion de succession composée des valeurs existant à l'étranger par une condition résolutoire, mais là se borne la ressemblance.

En effet, d'après l'article 792 de notre Code, les héritiers coupables d'avoir recélé une partie de la succession sont obligés d'accepter le restant purement et simplement ; ils sont frappés de la déchéance de la faculté de renoncer et de celle du bénéfice d'inventaire ; rien de pareil ne se produit dans notre matière.

De plus, avec le système du Code, pour qu'il y ait recel, il doit y avoir existence de cohéritiers — sinon il n'y a ni recel ni sanctions. Or, ici, alors même qu'il n'y aurait pas de cohéritiers (2) les biens existant à l'étranger vont aux successibles de degrés inférieurs, autre différence considérable.

(1) Le conjoint survivant par exemple devrait se faire mettre en possession de ces biens

(2) Que l'on ne vienne pas dire : il y a un cohéritier en la personne de l'Etat. Nous croyons avoir déjà exprimé suffisamment notre manière de voir au sujet de la conception de l'Etat héritier soutenue par M. Girard dans sa thèse.

L'Etat ne recueille les successions en déshérence qu'en vertu de son Imperium, il en est à plus forte raison de même lorsqu'il s'agit de droits de mutation par décès. D'ailleurs, le législateur attribue non pas à l'Etat — le soi-disant cohéritier — les biens existant à l'étranger et prétendus recelés, mais bien au successible de degré inférieur ; n'est-ce pas une preuve qu'il n'est même pas venu à la pensée des auteurs du projet de considérer l'Etat comme un cohéritier ?

Comparons maintenant notre cas avec celui de l'indignité ; là encore nous rencontrons une condition résolutoire (1) de la vocation héréditaire mais l'assimilation entre les deux hypothèses est loin d'être complète.

L'indigne, lui, perd toute vocation héréditaire sur l'ensemble de la succession ; dans le projet de M. Dumont le successible ne la perd que sur la portion de biens déposés ou existant à l'étranger.

Poursuivant l'examen critique du projet de M. Ch. Dumont, nous lisons page 28 in fine de son rapport :

« La loi qu'on va lire, en même temps qu'elle limite
« la vocation héréditaire par une condition résolutoire,
« fait appel à l'intérêt personnel des successibles de de-
« gré subséquent pour découvrir et punir la fraude de
« l'ayant droit premier appelé à une succession, à des
« donations ou à des legs qui auraient reçu sans dé-
« claration un certain nombre de valeurs successorales
« déposées à l'étranger.

« Par cette seule disposition, tant est violent chez le
« plus grand nombre le désir d'obtenir un héritage,
« notre loi est capable d'empêcher les remises occultes
« de valeurs mobilières et, partant, de couper court à
« l'émigration fiscale. »

Voilà peut être ce qu'il y a de plus mauvais, de plus inadmissible, dans le (2) projet que nous examinons.

(1) En ce sens Demolombe, t. 13, p. 413. n° 310 à 314.
Planiol, t. 3, n° 1755.

En sens contraire : Aubry et Rau, t. 6, p. 292, § 514. 5°

(2) Son auteur a fini par le reconnaître à la tribune de la Chambre le 23 juillet 1913 *J. Off.* du 26. Déb. Parlem. Chambre, p. 297, col. 2.

L'État qui a — avant tout intérêt à avoir sur son territoire des familles puissantes par leur cohésion et l'harmonie qui doit régner entre leurs différents membres, va par ces dispositions semer la discorde, organiser à son profit le plus odieux des moyens d'investigation, la délation familiale (1).

Et quels résultats est-il permis d'espérer d'un tel procédé ? Ou bien le second ou un subséquent appelé aura réussi à connaître la situation par des indiscrétions de domestiques, des recherches faites à sa demande par des détectives ou des généalogistes et alors le résultat sera peut-être atteint mais par un procédé que la morale réprouve.

Ou alors le second et les subséquents appelés ignorent tout de la fraude — cas le plus fréquent selon nous — et le moyen employé deviendra inefficace.

Ce projet qui présente les inconvénients que nous venons de signaler, qui heurte les principes fondamentaux de notre droit et érige en principe la délation familiale présente-t-il au moins sur le précédent l'avantage de pouvoir être pris en considération par les tribunaux étrangers parce que basé sur une restriction de la capacité héréditaire ?

Nous ne le pensons pas.

Prenons en effet notre premier appelé. Dans le délai

(1) M. Dumont (Annexe 1907. Chambre, n° 1288, p. 41 col. 2) reconnaît le défaut de son projet et se défend bien mollement à notre avis lorsqu'il dit : « L'Espagne a cru devoir faire appel aux dénonciations révélant « l'existence de valeurs mobilières et leur attribuer à titre de prime le « tiers de l'amende infligée aux contrevenants » et ajoute : « Le système « proposé ne répugne pas à nos mœurs comme le système de délation « organisé en Espagne ». Nous les trouvons cependant fâcheusement ressemblants.

de deux ans il se rend en Suisse et s'adresse à la Banque où se trouvent les valeurs pour en obtenir la délivrance. M. Dumont semble croire qu'à cet héritier, le banquier dira :

Vous venez m'assurer que vous êtes héritier, cela est fort possible, cela est même certain — l'intitulé d'inventaire que vous me présentez me le prouve — mais — supposant volé notre projet — je ne puis me dessaisir de ces valeurs que si je suis certain que vous garderez votre qualité d'héritier, or je n'en aurai la certitude que lorsque vous aurez obtenu des juges Français un envoi en possession spécial de ces valeurs.

Tant que cet envoi en possession ne sera pas obtenu par vous, j'aurai de sérieuses raisons de craindre que vous ne vous conformiez pas aux prescriptions de la loi nouvelle. D'ailleurs le de cujus n'était-il pas mon client uniquement dans le but de vous permettre de passer à travers les mailles du filet que vous tend le fisc ?

Or, votre législation s'est trouvée modifiée par les dispositions récemment votées, et supposez un instant qu'un de vos parents bien renseigné arrive à obtenir pour lui même l'envoi, je serai exposé à payer deux fois. Je ne puis donc vous remettre les valeurs.

Cette argumentation de notre Banquier remplirait d'aise M. Dumont et ceux qui lui ont succédé dans la délicate élaboration de projets relatifs à notre matière, mais elle ne sera pas en fait celle qu'emploiera le détenteur de fonds hors nos frontières.

Il ne fera selon nous aucune difficulté pour se dessaisir des valeurs qui lui ont été confiées par le de cujus.

Il se contentera de demander à celui qui viendra se présenter devant lui s'il est réellement bien l'héritier premier appelé, et, s'il se trouve encore dans le délai de deux ans — chose qui en pratique se réalisera toujours, car il n'est pas que l'on sache, l'habitude parmi les héritiers d'être deux ans sans s'occuper de leur héritage ! — il lui remettra les titres, se faisant le raisonnement suivant : L'héritier de mon client décédé est bien la personne qui se présente devant moi, n'a-t-il pas entre les mains un intitulé d'inventaire qui me le prouve ? La loi de son pays, il est vrai, exige pour que cette qualité d'héritier lui soit maintenue qu'il ait obtenu un envoi en possession spécial, mais cette loi Française est une disposition d'ordre fiscal, elle sera considérée par les tribunaux de mon pays comme strictement territoriale.

Supposons maintenant avec M Ch. Dumont (p. 18 in medio, Rapport cité) que deux années se soient écoulées depuis le décès du de cujus ; le neveu a mis en demeure le fils irrégulièrement détenteur des valeurs, il a obtenu pour lui même l'envoi en possession et, invoquant les articles 1 et 5 de la loi nouvelle, il vient demander à un tribunal de notre pays la restitution des titres qui sont indûment entre les mains du fils. Nul doute, dit M. Dumont, que les juges français ne le déclarent propriétaire des valeurs déposées à l'étranger, et ce, depuis la mort du de cujus ; nous sommes ici parfaitement d'accord avec l'honorable rapporteur. Mais, poursuivant son hypothèse il ajoute : « Supposons qu'au début ou pendant le cours « du procès, le neveu demandeur, convaincu que le fils « a dissipé ou fait disparaître une partie des valeurs suc-

« cessorales illégalement reçues et détenues, veuillez
« mettre en cause l'établissement étranger » (p. 19 in
princ. du Rap. cité).

M. Dumont nous dit que la situation est différente selon
les pays où l'établissement est situé. Cela est vrai et il
faut se reporter à la fois à l'article 14 du Code Civil et
aux conventions particulières signées avec certains pays.

En l'absence de textes spéciaux, on applique l'art. 14,
§ 2, le banquier étranger pourra être « traduit devant
les tribunaux de France pour les obligations par
lui contractées en pays étranger envers des Français ». .
Ce banquier sera, nous n'en doutons pas, condamné
par le tribunal français à payer une seconde fois — dans
l'exemple choisi — au neveu qui est seul hériter au regard
de la loi française, puisque seul il a obtenu l'envoi en
possession.

Mais, pour que ce jugement français puisse atteindre
le banquier étranger, il faudra que ce neveu obtienne des
juges du pays du banquier l'exequatur de ce jugement.
L'obtiendra-t-il ? Nous ne le pensons pas, car les juges
étrangers peuvent toujours refuser l'exequatur à des
jugements qu'ils considèrent comme contraires à l'ordre
public tel qu'il est compris dans leur pays. Ne seront-ils
pas dès lors tentés de voir dans la déchéance du titre
d'héritier pour un résultat fiscal une disposition contraire
à l'ordre public international tel qu'ils le conçoivent ? Ne
le seront-ils pas d'autant plus que cette disposition lèse
gravement les intérêts de leurs nationaux (1).

(1) M. Lescœur (op. cit.) fait remarquer qu'il est de plus une « règle de

Existe-t-il avec l'Etat dont le banquier est ressortissant une convention spéciale ? Nous allons voir que la situation de notre neveu — pour continuer l'exemple choisi — n'est pas meilleure en ce qui concerne l'action en garantie.

Il est un fait que c'est surtout en Suisse et en Belgique que les capitaux français se cachent le plus volontiers ; or, en ce qui concerne la République Helvétique, la Convention du 15 juin 1869, art. 1^{er} (1) décide que dans les contestations entre Français et Suisses, le demandeur devra poursuivre son action devant les juges naturels du défendeur, c'est-à-dire, dans notre cas, devant les tribunaux suisses. Cette convention (même article) stipule en outre que dans les actions en garantie, les poursuites auront lieu devant les juges du défendeur (2) « quel que soit le tribunal où la demande originaire sera pendante. »

En ce qui concerne la Belgique, l'art. 4, § 2, du traité du 5 juillet 1899 (3) se rallie, il est vrai, à la règle posée par notre article 59, § 8, du Code de Procédure Civile qui déclare qu'en matière de garantie, le défendeur — notre banquier — sera assigné devant le juge où la demande originaire sera pendante, c'est-à-dire en France. Mais, là encore, on retombera dans la nécessité d'obtenir l'exequatur du tribunal Belge et nous avons vu combien

pratique internationale que les tribunaux étrangers n'accordent pas l'exequatur aux décisions de justice rendues contre leurs nationaux au mépris de la règle : *Actor sequitur forum rei* par les tribunaux qui les ont distraits de leurs juges naturels ».

(1) V. ce traité aux annexes.

(2) Suisses, dans notre cas.

(3) V. cet article aux annexes.

nombreux sont les arguments qu'il pourra faire valoir pour le refuser. Point n'est donc besoin d'employer l'argument de M. Lescœur qui est peut être un peu cherché : « Pour lui, en effet, les banquiers belges ne manqueront pas de soutenir que le recours qu'exerce contre eux l'héritier français n'est pas une action en garantie comme M. Dumont la qualifie. C'est après une pétition d'hérédité dans laquelle l'héritier apparent a succombé devant l'héritier véritable, une action exercée contre un tiers à l'occasion d'une créance qu'avait la succession contre ce tiers. Ce tiers prétend que cette créance a été éteinte par le paiement qu'il en a fait à l'héritier apparent, l'héritier le nie » et pour l'auteur cité, nul doute que la compétence ne soit celle des tribunaux du Royaume voisin !

Que l'on admette ce système ou celui de la compétence des juges français avec exequatur, la solution pratique reste la même, l'action échouera quel que soit le nom qu'on lui donne, le caractère fiscal apparaissant trop nettement dans une réforme partielle de la vocation héréditaire.

Et poussant les choses au mieux des désirs de M. Dumont, alors même que de telles actions aboutissant, l'on voit le fisc français saisir chez des correspondants français des fonds appartenant aux banquiers étrangers, il y aurait vite des maisons qui s'ouvriraient n'ayant pour but que d'obtenir de nos nationaux le dépôts de valeurs et s'abstenant pour s'éviter tout embarras avec notre administration d'avoir des comptes avec des correspondants français.

« Notre terrain est si solide, s'écrie pourtant M. Du-

mont (1) qu'aucune résistance des tribunaux étrangers n'est à craindre, soit qu'ils doivent eux-mêmes appliquer notre loi... soit qu'ils aient à donner l'exequatur aux jugements des tribunaux français motivés par elle. » Nous croyons avoir montré que toute autre semble devoir être la réalité.

Enfin, il est une autre critique que l'on peut adresser à ce projet. Dans la grande majorité des cas, l'existence de valeurs mobilières déposées dans une banque étrangère et leur remise à l'héritier premier appelé par l'établissement belge ou suisse seront complètement inconnues et du fisc et des héritiers de degré subséquent.

La difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité, de la preuve arrêteront donc les appelés de degré subséquent et le fisc lui-même.

D'ailleurs, les auteurs des projets suivants, basés — nous le verrons — sur le même principe font un aveu singulièrement grave lorsqu'ils disent : « La plus value
« budgétaire à attendre de la réforme avait été primiti-
« vement évaluée à vingt-quatre millions pour une année
« entière, soit pour 1914 douze millions ; mais après un
« nouvel examen le département des finances propose
« de ramener à deux millions le chiffre de la recette
« supplémentaire qu'il est possible d'escompter de ce
« chef pour l'année 1914 (1). » N'est-ce pas reconnaître par avance le peu d'efficacité de la mesure proposée !

(1) Rap. cit. p. 26 in medio.

(1) Rapport de M. Clémentel, Budget de 1914, tome 1, p. 117.

C : PROJET COCHERY DU 12 JUILLET 1910

Le texte proposé par la Commission de législation fiscale et que nous venons d'examiner a été déposé par le Gouvernement d'alors, puis inséré dans le projet de loi de finances de l'année 1910 (art. 27 à 31).

Des critiques nombreuses s'élevèrent et le Gouvernement crut préférable de renvoyer le projet à une Commission extra parlementaire. Cette Commission créée par arrêtés en date des 4 et 8 juillet 1909, présidée par M. Tanon, président de Chambre à la Cour de Cassation, apporta au projet qui lui était soumis certaines modifications ; elle substitua notamment à la déchéance éventuelle de l'héritier premier appelé au cas où il ne demanderait pas l'envoi en possession, une restriction immédiate de sa vocation héréditaire.

Avec ce système nouveau, les successibles n'ont qu'une sorte d'espoir de devenir héritiers, le premier appelé lui-même n'a qu'un droit en expectative, il n'a pas le titre d'héritier et ne prend ce titre que lorsqu'il fait la demande d'envoi en possession spécial.

Du travail de cette Commission sortit un texte accepté par M. Georges Cochery ; il fut déposé sur le bureau de la Chambre le 12 juillet 1910 (1). Le Ministre des finances demanda d'ailleurs l'avis de son collègue de la justice, car il sentait fort bien que le Code Civil allait se trouver modifié dans ses principes essentiels. Le Département de la Justice ne tarda pas à répondre que le Garde des Sceaux ne pouvait pas revêtir de son contre-seing un projet qui

(1) V. ce projet de loi à l'annexe du procès-verbal de la 2^{me} séance du 12 juillet 1910, Chambre des députés, n° 348.

allait créer en matière civile une « confusion inutile et dangereuse » et lui paraissait illusoire au point de vue de son rendement fiscal (1).

D : DEUXIÈME PROJET CH. DUMONT DU 25 OCTOBRE 1910

De son côté M. Dumont était revenu à la charge, déposant une proposition de loi tendant à la répression des fraudes en matière d'enregistrement (2).

En ce qui concerne notre matière, le texte de M. Dumont ne différait de celui du projet précédent que par les délais de prescription de l'action héréditaire, portés à un chiffre différent.

Le texte de la Commission présidée par M. Tanon (projet Cochery) admettait la prescription de trente ans à compter du jour de l'ouverture de la succession, (art. 7 du projet) ; dans l'art. 5 de sa nouvelle proposition, M. Ch. Dumont déclare que le droit de demander des biens héréditaires devenus vacants par suite de la non demande d'envoi en possession sera prescrit beaucoup plus rapidement, au bout de deux ans à compter du jour de l'ouverture de la succession s'il s'agit de l'héritier premier appelé ; puis ce délai est ensuite augmenté de six mois par degré subséquent.

M. Klotz prit ensuite la direction de nos finances ; son attention se porta, dès son arrivée au ministère sur la possibilité de compléter les dispositions des projets précédents pour leur donner une efficacité certaine par des

(1) Dépêche de M. Th. Girard du 5 déc. 1910.

(2) V. Texte, Chambre, n° 387, 1910. Annexe au procès-verbal de la séance du 25 octobre 1910.

accords avec les pays dont les banques font métier de recevoir en dépôt des valeurs appartenant à des français. Il réunit pour l'étude spéciale des voies et moyens à employer pour obtenir des résultats favorables dans ce nouvel ordre d'idées une autre commission extra parlementaire dont la présidence fut encore confiée à M. Tanon.

Après une étude approfondie de la question, la Commission se vit obligée de conclure dans un sens nettement défavorable aux vues du Ministre. Sa conviction fut que les circonstances ne permettaient pas d'espérer un résultat positif, les nations voisines et principalement la Suisse et la Belgique ayant un intérêt très grand à voir affluer chez elles les capitaux Français et ne souffrant pas de l'exode des capitaux de leurs nationaux, leurs budgets étant — toutes charges égales d'ailleurs — moins enflés que les nôtres et par contre-coup leurs taxes fiscales beaucoup plus modérées.

Elle termina son rapport en proposant au Ministre de revenir purement et simplement au projet précédent. Pour tenir compte de l'idée — excellente en soi — qu'avait eu M. Klotz de se tourner vers des ententes avec les autres pays, elle ajouta qu'il serait très possible d'insérer dans le projet un article nouveau permettant à l'Etat Français de déroger aux dispositions nouvelles insérées dans le projet en faveur des états qui se montreraient disposés à imiter l'Angleterre (1), c'est-à-dire à se faire les auxi-

(1) Voir le texte de l'Arrangement du 15 novembre 1907 entre la France et l'Angleterre en vue d'empêcher la fraude dans le cas de droits de succession. Annexe.

liaires sur leur territoire, de notre Administration de l'Enregistrement.

Nous arrivons ensuite au Rapport fait au nom de la Commission de législation fiscale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Ch. Dumont du 25 octobre 1910, ayant pour objet de « prévenir et de réprimer les fraudes en matière d'enregistrement (1) ».

M. Javal, le rapporteur, fit remarquer que : « la Commission a considéré qu'il fallait avant tout faire un pas dans le sens suivi avec persévérance par les Ministres successifs et la Commission de l'Ancienne législation. » (2) Elle fut donc tout naturellement amenée à écarter de la seconde proposition de M. Ch. Dumont toutes les dispositions qui étaient nouvelles, c'est-à-dire celles visant les fraudes sur les valeurs déposées dans les coffres-forts (3) et sur certains droits d'enregistrement. La discussion de ces articles nouveaux n'aurait eu pour effet que de retarder le vote des articles principaux du projet.

Cette Commission a finalement conclu au rejet du second projet Dumont, à celui également de la Commission Tanon, accepté par M. Cochery et l'adoption pure et simple du premier projet Dumont du 18 novembre 1908.

Sur ces entrefaites, M. Ch. Dumont fut appelé sous

(1) Chambre, 1913, Annexe au procès-verbal de la 2^{de} séance du 16 juil. 1913. n° 2992.

(2) P. 2 in medio.

(3) Ces dispositions ont été reprises et sont devenues la loi du 18 avril 1918.

le cabinet Barthou à prendre le portefeuille des finances. Il fut le premier à déclarer à la tribune de la Chambre, le 23 juillet 1913, que le texte proposé par la Commission de législation fiscale et qui n'était autre que celui qu'il avait lui-même proposé en 1908 ne saurait être accepté (1). Le Président du Conseil, M. Barthou, — il est vrai — prit l'engagement d'aboutir et de prendre des mesures qui seraient insérées dans la loi de finances de l'exercice 1914 (2). Il ne restait plus au Gouvernement qu'à se décider promptement sur les voies et moyens à employer, il se servit d'un texte déjà étudié, celui proposé par M. Cochery, le 12 juillet 1910 (3).

E) PROJET DE LA LOI DE FINANCES DE 1914

Son vote à la Chambre, son échec au Sénat

(V. *Texte Annexes.*)

Ce projet est donc en principe celui de M. Cochery et le second de M. Ch. Dumont (4) ; seules quelques modifications de détail sont à noter.

L'art. 3 du projet Cochery (5) déclarait que les héritiers, donataires ou légataires qui ne se conformeraient pas aux dispositions nouvelles, se verraient frappés d'une

(1) *J. O.* 26 juil. 1913, Séance du 23. Déb. Parlem. Chambre, p. 2937, col. 2.

(2) *J. O.* 26 juil. 1913, Séance du 23. Déb. Parlem. Chambre, p. 2939, col. 2.

(3) Ce projet ressemble beaucoup au 2^{me} de M. Dumont, la seule différence réside dans la durée fixée des délais de prescription de l'action héréditaire.

(4) Les six premiers articles du projet Cochery avaient été repris intégralement par M. Dumont dans son 2^{me} projet.

(5) Reproduit sous le n° 11 du 2^{me} projet Dumont.

amende ; cette amende était fixée au quart de la valeur des biens que le fisc n'avait pu taxer par suite de l'absence d'envoi en possession, et l'article ajoutait : « sans addition de décimes ». Dans le nouveau projet, les mots « sans addition de décimes » ont été supprimés ; on conciliait ainsi le texte proposé avec les principes généralement admis dans la législation fiscale.

De plus, l'art. 7 du projet Cochery déclarait la vocation héréditaire du successible prescrite par trente ans. Ce système qui, au premier abord semblait logique, eût cependant causé au trésor une diminution sensible des recettes qu'il pouvait espérer du chef du vote de la réforme. En effet, certains successibles, désireux toujours et quand même de frauder le fisc auraient pu se dire : « L'Etat se croit malin, je le suis autant et plus que lui ! » J'attendrai onze ans avant de demander l'envoi en possession, je ne crains rien, personne ne soupçonne l'existence à l'étranger de valeurs m'appartenant ; pendant ce temps j'irai en Suisse, par exemple, toucher les revenus de mes valeurs, puis la onzième année, pour éviter cette sujétion, je me déciderai à me mettre en règle avec la loi et à demander l'envoi en possession. Le fisc ne pourra alors rien contre moi, car les successions non déclarées et les omissions dans les déclarations de mutation par décès se prescrivent par dix ans (1).

Supposons ensuite que les successibles restent inactifs pendant trente années, l'Etat pourra alors se présenter et recueillir la succession, mais il aura perdu les revenus

(1) Cet argument tombe depuis le vote de la loi du 18 av. 1918 qui dans son art. 11 a porté le délai de 10 à 20 ans.

de vingt-cinq années, puisque l'article 2277 du Code Civil déclare prescrits, par cinq ans, les intérêts des valeurs mobilières.

L'art. 7 du projet Cochery a en conséquence subi une modification portant sur le délai de la prescription ; le délai fixe de 30 ans a été remplacé par une prescription variable : cinq ans pour l'héritier premier appelé, cinq ans et six mois pour le second appelé avec augmentation de six mois par degré supplémentaire descendant.

Cette prescription est encore trop longue selon nous, car en ce qui concerne les appelés subséquents l'Etat perdra encore les fruits et revenus pendant un temps appréciable (1).

De plus, pouvait-on ajouter avant 1918, l'héritier du douzième degré pourra attendre dix ans et un mois pour obtenir l'envoi et se trouver couvert par la prescription de dix années pour les omissions de déclaration (2).

Le texte ainsi remanié a été soumis pour examen à une

(1) S'il s'agit de collatéraux au 6^m et dernier degré (l. 31 déc 1917 modifiant l'art. 755, le délai étant de 7 ans et 6 mois, la perte d'intérêt avec la prescription par cinq ans de revenus de valeurs mobilières portera sur 2 ans et 6 mois.

Avant le vote de cette loi et même actuellement au cas où le défunt n'était pas capable de tester et n'était pas frappé d'interdiction, l'existence de collatéraux au 12^m degré porterait le délai à 10 ans et 6 mois soit perte pour l'Etat des revenus de cinq ans et 6 mois.

((2) Nous avons signalé que l'art. 11 de la loi du 18 avril 1918 avait porté le délai de 10 à 20 ans. Il avait été successivement de 3 ans (art. 61 § 2 loi de Frimaire an VII), de 5 ans (art. 10 l. 18 mai 1850), 10 ans (art. 4 l. 30 janv- 1907). En 1914 dans l'art. 12 du projet de loi de finances, le gouvernement avait porté le délai de 10 à 30 ans, M. Clémentel (p. 118, t. 1 rap. cité) s'était prononcé en faveur de la réforme, elle fut repoussée par le Sénat dont le rapporteur M. Aimond avait déclaré : « Votre Commission a repoussé la mesure proposée, elle ne peut laisser pendant 30 années des héritiers, qui au cours d'une aussi longue période, auront souvent aliéné les valeurs successorales visées dans la mesure dont il s'agit, sous le coup des revendications du fisc. C'est par d'autres moyens qu'il convient de poursuivre la fraude. »

conférence qui s'est réunie notamment les 22 et 27 octobre 1913 (1).

Cette conférence semble avoir été moins optimiste sur les effets à attendre du projet que ne l'eût souhaité le Ministre des finances, estimant que les dispositions nouvelles pour des raisons de Droit international déjà examinées n'auront qu'un faible rendement ; il est juste d'ajouter que les membres de la conférence ont escompté un certain effet d'intimidation.

La réforme ainsi constituée fut introduite dans le projet de loi fixant le budget général de 1914 ; la Chambre des députés l'admit (art. 29 à 35 de la loi de finances) mais le Sénat suivit la demande faite par M. Jénouvrier au nom de la Commission des finances, tendant à la disjonction desdits articles.

Les hostilités suspendirent l'étude de ces projets au Parlement qui toutefois le 18 avril 1918 vota des dispositions qui rendront certainement beaucoup plus difficile et dangereuse la fraude par dépôt de valeurs à l'étranger ; nous aurons l'occasion d'examiner ses dispositions.

(1) Commission nommée le 8 oct. 1913, composée de MM. Deligne, directeur général de l'Enregistrement ; Bouloche, directeur des affaires civiles au Min. de la Justice ; Weiss, professeur à la Faculté de Droit de Paris ; Turpin etc.

CHAPITRE IV

MOYENS DE FRAUDE TENDANT A ELUDER LES DISPOSITIONS LEGISLATIVES PRECEDENTES, EN ADMETTANT QU'ELLES AIENT ETE VOTEES ET PRISES EN CONSIDERATION A L'ETRANGER.

Il ne faut pas se faire d'illusions, en admettant même que les dispositions législatives envisagées soient votées et prises en considération à l'étranger, des fraudes fiscales subsisteraient tant est grande l'ingéniosité de ceux qui veulent se soustraire à l'impôt.

Parmi ces moyens il y a tout d'abord la location d'un coffre-fort à l'étranger.

I. LOCATION D'UN COFFRE-FORT A L'ETRANGER (1)

Le contrat de louage, car selon nous il y a dans ce cas louage et non dépôt, n'est pas résolu par la mort du bailleur ni par celle du preneur, c'est une disposition de notre Code Civil (art. 1742) adoptée également par les pays qui nous entourent. Or, que le locataire du coffre à

(1) Ce moyen n'a pas été envisagé par M. Dumont dans son rapport. La loi du 18 avril 1918 le rend inapplicable en France puisqu'un notaire assiste à l'ouverture du coffre. Il reste il est vrai le procédé de la cachette connue des seuls héritiers !

Genève vienne à mourir, ses enfants n'ont qu'à prendre le train à la gare de Lyon. Une nuit de chemin de fer, quelques papiers d'identité, la clef du coffre qu'ils détiennent on ne peut plus légalement, ils s'adressent au banquier et s'emparent des titres au porteur sans acquitter aucun droit de mutaion.

Ce moyen, disent certains (1), n'est pas à craindre car le capitaliste sera entraîné à des déplacements coûteux pour toucher ses coupons, il lui sera difficile en cas de maladie de charger un ami de le remplacer sans lui révéler le secret de ses affaires, il ne pourra réaliser rapidement ses valeurs s'il a un impérieux besoin d'argent, enfin il y aura pour lui des retards dans l'encaissement de ses coupons.

Ces arguments ne portent guère sauf peut-être le dernier.

Déplacement coûteux ? Oui certes, surtout depuis l'augmentation des tarifs de chemins de fer ; mais celui qui aura recours à ce procédé sera sans doute un industriel, un commerçant ayant à se déplacer dans le pays du dépôt pour ses affaires.

En cas de maladie il pourra charger non pas un ami quelconque d'aller à sa place ouvrir le coffre et encaisser les coupons, mais bien celui auquel il destine sa fortune, son fils, par exemple.

Quant à ne pouvoir réaliser rapidement ses titres, l'argument n'est pas décisif, car ce capitaliste n'aura qu'une partie de son patrimoine à l'étranger et il pourra aliéner les titres dont il est détenteur en France.

(1) Cf. Girard, thèse cit., p. 159.

Plus sérieux est l'argument de la perte d'intérêts, bien qu'il se réduise à néant s'il s'agit d'actions dont le dividende est distribué une fois par an, en mai par exemple : un déplacement suffira.

II. LE COMPTE JOINT A L'ÉTRANGER

Un père et un fils, deux époux, par exemple, se sont fait ouvrir un compte de dépôt chez un banquier de telle façon que chacun des deux titulaires du compte soit présumé proprétaire de tout l'actif déposé.

Le banquier est libéré par un versement fait à l'un des cotitulaires, l'autorisation de l'autre est inutile et la mort de l'un d'eux ne met aucunement fin à la solidarité ; le ou les survivants ont le droit de retirer tout ou partie des dépôts.

M. Dumont prétend bien que le compte joint est interdit en France (1) et qu'un tribunal étranger « respectueux des principes du droit international » ne saurait accepter qu'un Français élude aussi facilement les lois de son pays.

Mais si la loi du 31 mars 1903 (art. 7) a eu pour but d'empêcher que ce procédé ne soit, dans notre pays même, un moyen d'éluder les taxes fiscales, elle ne l'a pas interdit (2), n'en déplaise à M. Dumont.

Les tribunaux étrangers ne seront pas sans faire valoir cet argument et ne trouveront pas immoral qu'un Fran-

(1) Rapport cité, p. 5.

(2) Cette loi organise la présomption que les titres, sommes ou valeurs appartenant conjointement aux déposants dépendent de la succession de chacun d'eux pour une part virile et permet à l'Administration de surveiller le compte joint.

çais fasse fonctionner dans leur pays un système qui est admis chez eux et l'est également en France (1) !

Le compte joint à l'étranger pourrait donc, selon nous, être employé pour éviter le paiement de droits de mutation par décès mais il n'est, somme toute, guère à craindre. Il est certain que fort peu de personnes auront une confiance suffisante dans leurs cotitulaires pour faire, de leur vivant, abandon d'une fraction peut être importante de leur fortune dans le seul but d'éviter une portion d'impôt sur le revenu et surtout une taxe de mutation qui ne frappera que leurs héritiers.

Le Français n'a aucun enthousiasme pour se dépouiller de son vivant, et ici nous pourrions dire avec M. Girard (2) ce vieux mot de Loysel :

Qui le sien donne avant mourir
Bientôt s'apprête à moult souffrir.

III. LE MANDAT POST MORTEM

Une personne peut fort bien également, toujours dans le même but, se faire ouvrir un compte dans un établissement étranger puis donner mandat à une autre personne en laquelle elle a confiance de retirer après sa mort les sommes déposées, c'est le procédé connu sous le nom de « mandat post mortem ».

L'art. 2003, § 3 de notre Code, nous dira-t-on assigne

(1) La Belgique s'est lancée dans la même voie que la France relativement aux comptes joints, mais elle se désintéresse des comptes ouverts à des personnes ne résidant pas dans le royaume.

V. loi Belge du 30 août 1913. Annexe, en appendice à cette thèse
Cf. *Revue Polit. et Parlem.* 10 mai 1914, n° 239, tome 80.

(2) Thèse cit. p. 155.

comme terme ou mandat la mort du mandant. Nous répondrons que certes notre loi civile semble interdire le mandat post mortem, mais que certaines législations, en Suisse, par exemple, admettent expressément le mandat que nous étudions (1).

Ses tribunaux — alors même qu'ils voudraient, chose improbable, servir d'auxiliaires à notre fisc — n'auraient pas la ressource de tenir à nos nationaux ce langage : chez nous le mandat post mortem est admis, mais il serait immoral de notre part de permettre à des Français de faire sur notre territoire ce qu'ils ne peuvent faire chez eux.

Nos nationaux, en effet, ne manqueraient pas de répliquer à une telle argumentation : Comment pouvez-vous trouver immoral le fait de faire fonctionner dans votre pays qui l'admet, une institution juridique que les tribunaux français eux aussi ne repoussent pas ? Car, si en France les auteurs discutent sur la question de savoir si le mandat donné à une personne d'exécuter une chose après la mort du mandant est valable ou non (2), de

(1) Code fédéral Suisse des Obligation, art. 403, de même Code civil Allemand, art. 672.

(2) Parmi les auteurs citons : en faveur de la validité du mandat post mortem, Duranton, t. XVIII, p. 292, n° 284 qui déclare : « Lorsque la chose ne devait être faite qu'après la mort du mandant, la mort de celui-ci ne fait pas finir le mandat. » Pothier, du Mandat, n° 108 « Le principe que le mandat finit par la mort du mandant reçoit nécessairement exception lorsque l'affaire qui en est l'objet est de nature à ne devoir se faire qu'après sa mort. » M. Planiol, tome III, n° 2812, définit l'exécuteur testamentaire : « Un mandataire choisi par le défunt pour assurer l'exécution de son testament ». Or c'est la mort du mandant qui donne ouverture à l'exécution testamentaire, elle est donc loin d'y mettre fin. Cf., également Planiol, t. II, n° 2262, en sens contraire : Laurent, t. XXVII, n° 488, qui s'élève avec force contre la validité d'un tel mandat. « Si à partir de sa mort, le propriétaire ne peut pas disposer, il ne peut pas donner mandat de faire quoique ce soit en son nom. »

nombreuses décisions de jurisprudence sont venues en consacrer la validité.

Un arrêt de la Cour de Paris du 10 décembre 1850 (D. 1851. II, p. 4, col. 2 in princ.) s'exprime ainsi :
« Qu'enfin, ce mandat, expression d'une dernière réso-
« lution de la veuve R..., n'a pas été révoqué par son
« décès ; qu'il s'agit ici d'un de ces mandats spécialement
« donnés pour être exécutés après la mort du mandant,
« que cette condition, reconnue comme valable par la
« jurisprudence de tous les temps, fait exception au § 3
« de l'article 2003 du Code civil. »

De même, la Cour d'Amiens (16 nov. 1852, D. 1854, II, p. 255, col. 2 in fine.) : « Considérant que B... a
« accompli le mandat qui lui avait été donné ; que si,
« en thèse générale, le mandat prend fin par la mort du
« mandant, cette règle souffre exception pour les faits
« qui, d'après la teneur même du mandat, ne peuvent
« être accomplis qu'après la mort du mandant... »

Enfin, citons encore un arrêt de la Chambre des requêtes de la Cour de Cassation du 22 mai 1860 (D. 1860. I, p. 450 in fine.). Sur le deuxième moyen tiré de la violation des articles 1939 et 2003 du Code : « Attendu
« que s'il est vrai que le mandat prend fin par la mort
« du mandant, ce principe fléchit devant une volonté
« contraire exprimée par le mandant ou s'induisant de
« l'objet du mandat et des circonstances dans lesquelles
« il a été donné ». »

Les tribunaux étrangers auraient donc ici, comme pour le compte joint, la partie belle pour déclarer : Un tel mandat est licite chez nous, il n'est pas interdit en France

puisque admis par vos tribunaux, nous ne pouvons déclarer nul un tel contrat.

Ce procédé nous semble être le moins mauvais pour le fraudeur, car en admettant qu'il hésite à confier sans contrôle possible une partie de sa fortune à un mandataire quelconque, il n'en sera plus de même si ce mandataire se confond avec la personne de son fils, unique héritier par exemple.

CHAPITRE V

QUELS MOYENS SERAIT-IL POSSIBLE D'EMPLOYER POUR ATTEINDRE LE BUT CHERCHÉ ? CONCLUSION

Mais alors ne peut-on rien tenter, les pouvoirs publics sont-ils condamnés à rester impuissants devant une fraude dont les effets sont désastreux à tant de points de vue ?

Nous ne le pensons pas et allons examiner un certain nombre de moyens dont la mise en œuvre empêcherait pratiquement tout dépôt à l'étranger de valeurs appartenant à des Français.

Certains de ces moyens ont déjà été — au moins partiellement — mis en œuvre depuis 1914 ; ce sont :

- 1° Encouragement de la forme nominative des valeurs.
- 2° Impôt sur le revenu des titres étrangers déposés hors de France par des Français avec sanctions sévères d'amendes et peines correctionnelles (loi du 29 mars 1914).
- 3° Affirmation sincère et véritable des déclarations de mutation par décès avec sanction de peines correctionnelles (loi du 18 avril 1918).
- 4° Coordination des services des Contributions directes et de l'Enregistrement.

Il y aurait lieu, selon nous, de pousser plus à fond encore certains des moyens précédents et d'en ajouter un certain nombre de nouveaux tels que :

1°) Surveillance des mouvements de fonds et valeurs à nos frontières.

2°) Ententes internationales.

3°) Dans le cas où il serait avéré que malgré tout et notamment par ce qu'une entente n'aurait pu être accomplie avec les Etats qui nous environnent, nous en arriverions à souscrire à une réforme d'ensemble consistant à supprimer de notre Code la saisine légale, la remplaçant par une saisine judiciaire.

4° Enfin une propagande morale.

A : MOYENS DÉJÀ MIS EN ŒUVRE, AU MOINS PARTIELLEMENT,
DEPUIS 1914

1° *Encouragement de la forme nominative des titres.*

Il est un fait que le capitaliste désireux d'opérer un placement en valeurs étrangères se trouve actuellement dans un grand embarras à cause du change.

Ou bien la valeur à acquérir offre de sérieuses garanties parce que le pays considéré quoiqu'ayant participé à la guerre est comme les Etats-Unis d'Amérique très riche, non écrasé par une dette publique énorme eu égard au chiffre de sa population, ou alors est resté neutre et n'a pas eu à supporter les frais et l'énorme diminution dans la production qu'entraîne une mobilisation poussée à l'extrême. Mais alors le change défavorable oppose une barrière sérieuse à l'achat, exposant à une grosse perte

sur le capital et le montant des coupons lorsque notre franc se sera très sensiblement rapproché du pair.

Où alors, la valeur est celle d'un pays à change déprécié, dans une situation politique et financière instable, et le risque sérieux à courir ne sera guère tentant pour l'acheteur.

De plus, en France même, l'actionnaire de valeurs industrielles est actuellement sollicité pour de nombreuses augmentations de capital, l'Etat fait un appel constant à l'épargne (1), le taux de l'intérêt est rémunérateur, et tout bien considéré, notre pays semble au point de vue politique et social offrir plus de garanties de stabilité qu'aucun autre en Europe, l'élément des campagnes maintenant propriétaire de la très grande partie du sol devant mettre en échec les conceptions communistes du bolchevisme.

Tout ceci montre que le capitaliste sera tenté bien plus par les valeurs françaises que celles des pays étrangers : ce seront donc des titres français au porteur qu'il sera tenté d'aller abriter à l'étranger.

Certains ont préconisé la suppression de ces titres au porteur qui permettent d'éluder non seulement des droits de mutation par décès, mais aussi les dispositions les plus sages de notre Code Civil. Cette suppression constituerait selon nous une erreur économique, mais*il n'en serait pas de même de persévérer dans la voie dans laquelle le Gouvernement s'est déjà engagé en partie et qui consiste à avantager la forme nominative en ne

(1) M. Loucheur, ministre des Régions libérées évalue le montant des prêts faits par les capitalistes Français en 1920 à 28 milliards, dont 21 à l'Etat et 7 à l'industrie et au commerce (V. 2^{me} séance du 8 fév. 1921. *J. Off.* du 9, Débats parlementaires, p. 365, col. 2).

frappant que modérément les coupons de ces valeurs alors que l'on élève très sensiblement le montant des retenues fiscales sur les coupons des valeurs au porteur.

Toutes les valeurs ont (1), en effet, à subir sur leurs coupons tout d'abord un impôt de 10 % sur le revenu (2) qu'elles soient sous la forme nominative ou au porteur, celles sous cette dernière forme se voient en outre frappées d'un droit annuel de transmission de 0 fr. 50 centimes pour cent sur la valeur moyenne que le titre a eu en Bourse au cours de l'année précédente.

Les titres nominatifs, il est vrai, n'échappent à toute taxe de transmission que tant qu'ils restent sous cette forme ; le jour où leur propriétaire désire les transformer en titres au porteur pour en faire un don manuel ou les réaliser en Bourse, il doit acquitter une taxe de transmission de deux francs pour cent francs sur la valeur moyenne que le titre a eu en Bourse au cours de l'année précédente.

On voit cependant quel avantage retire de ces dispositions celui qui a en portefeuille des titres nominatifs et les conserve un temps assez long, s'il s'en défait au bout de vingt-cinq ans il aura à payer pour établir sous la forme au porteur 100 obligations cotées 400 francs chacune : 800 francs alors qu'avec les mêmes valeurs au porteur il lui eût été retenu sur les coupons 2 francs par an et par obligation soit pour l'ensemble et les 25 années

(1) Sauf en ce qui concerne les rentes sur l'Etat français, les bons de la défense nationale et les valeurs pour lesquelles les Sociétés qui les ont émises prennent l'impôt à leur charge.

(2) Art. 50 de la loi du 26 juin 1920 portant création de nouvelles ressources fiscales. — L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières étrangères non soumises au régime de l'abonnement est fixé par le même article à 12 %.

une somme de 5.000 francs, la différence soit 4.200 francs est loin d'être négligeable !

A cela il faut ajouter que pour éviter toute chance de perte par vol ou incendie, la plupart des détenteurs de valeurs mobilières ont pris l'habitude de mettre leurs titres *au porteur* en dépôt dans une Banque, la redevance annuelle due à la Banque diminue d'autant le revenu net de chaque titre (1).

Quant aux titres nominatifs, un grand nombre de Sociétés constatent l'existence d'un nombre quelconque d'actions dans un seul certificat avec cases pour apposition d'un acquit lors du paiement du dividende, l'encombrement se trouve ainsi beaucoup réduit, et alors même qu'il n'en serait pas ainsi les risques de vol ou de perte par incendie ne conduisant pas aux mêmes conséquences, le dépôt en Banque de ces titres devient inutile.

Le législateur doit, selon nous, persévérer par tous les moyens dans cette voie, exempter le plus possible de taxes le titre nominatif, frapper durement au contraire le titre au porteur.

Que l'on ne vienne pas nous dire que les transactions en Bourse se trouveront entravées et ralenties, les spéculateurs, habitués de la Bourse recherchent le gain dans des différences sensibles sur la cote du titre et une retenue plus ou moins importante sur le coupon est chose presque négligeable pour eux.

(1) La redevance annuelle est généralement de 0 fr. 20 centimes pour chaque titre d'un capital nominal de 500 fr. et au-dessus et d'une valeur effective inférieure à 500 fr. ; 0 fr. 40 centimes par titre d'une valeur effective de 500 à 1.000 fr. avec augmentation de 0 fr. 20 par 1.000 fr. de valeur.

Nous serions volontiers d'avis de supprimer pour les titres nominatifs la taxe de transmission de 2 % lorsqu'ils ne sont mis sous la forme au porteur que pour être vendus quitte à en augmenter le taux lorsque la transformation n'est pas suivie de vente dans un délai déterminé.

Quoiqu'il en soit, l'intérêt que chacun a déjà — et devrait avoir encore davantage dans l'avenir — de voir, sa vie durant, les titres qu'il possède lui fournir le maximum de rendement diminuera le nombre des titres au porteur dans les portefeuilles, partant celui des fraudes d'ordre civil et fiscal dont ces titres sont les meilleurs artisans tant à l'étranger que sur notre propre sol.

Malheureusement le législateur trouvera dans cette voie un obstacle sérieux en l'exemption d'impôts promise aux détenteurs de rentes Françaises. Ce fut — selon nous — une erreur que ne peuvent excuser complètement les circonstances durant lesquelles les premiers emprunts de guerre furent émis ; il sera difficile de frapper beaucoup plus lourdement les coupons des titres au porteur des Sociétés Françaises ; de plus cette disposition relative à nos rentes a obligé beaucoup d'entre elles à prendre à leur charge les impôts présents et futurs quelle que soit la forme, nominative ou au porteur, de leurs titres.

Ce ne serait pas, nous semble-t-il, de la part du Gouvernement Français renier la signature du pays que de déclarer qu'après un certain délai, tout détenteur français de nos rentes qui ne se sera pas fait inscrire sur le grand livre de la dette devra subir sur ses coupons au moins la retenue prévue comme droit de transmission. En ce qui concerne les obligations des Sociétés prenant à

leur charge les impôts présents et futurs, il ne nous paraît pas impossible de voir l'Etat, dans un motif d'ordre public les obliger à renoncer à cette clause relativement au droit annuel de transmission de leurs titres au porteur (1).

Quant aux bons de la défense nationale, le mieux serait pour l'Etat d'en réduire le nombre en en consolidant une partie lors d'un prochain emprunt et remboursant les autres au fur et à mesure de leur échéance (2). Il est malheureusement fort à craindre que l'état de notre trésorerie ne permette pas de sitôt au Ministère des finances de se lancer dans cette voie.

Reste néanmoins que l'Etat se trouvera sans doute bientôt obligé de relever le taux d'intérêt des bons de la défense surtout si l'appel au Crédit par des Sociétés et lui-même à un taux plus élevé ne se ralentit pas. Qu'il profite de cette occasion pour créer deux catégories de bons :

Aux bons de la première catégorie, au porteur, le taux d'intérêt resterait celui qu'il est actuellement soit de 5 % pour les bons à un an.

A ceux de la deuxième catégorie lesquels ne différeraient de la première que par la clause à ordre au nom

(1) Sans cela on assiste à cette situation paradoxale que le propriétaire de titres nominatifs de ces Sociétés voulant les faire mettre au porteur pour les aliéner paye la taxe de transmission, alors que le détenteur de titres au porteur ne se voit opérer pour la même taxe aucune retenue sur les coupons.

(2) V., dans le sens de la suppression des bons de la défense une proposition de M. Ch. Barès renvoyée le 8 mars 1921 à la Commission des finances de la Chambre, proposition qui malheureusement repose sur une augmentation de la circulation fiduciaire et une autre proposition de M. Henri Cosnier, J. O. du 30 mars 1921. Séance du 29. Sénat, p. 379.

du preneur (1) avec indication de son adresse. l'intérêt payé serait par exemple 5,50 pour cent l'an (2). Ces bons seraient d'ailleurs transmissibles par voie d'endos.

2° *Impôt sur le revenu des titres ÉTRANGERS déposés hors de nos frontières par des Français avec sanctions sévères d'amendes et peines correctionnelles. Loi du 29 mars 1914*

Avant 1914, les titres étrangers déposés hors de France par nos nationaux ne voyaient pas leurs coupons frappés par des impôts français, mais la loi du 29 mars 1914 dans son article 37 est venue décider que : « le
« propriétaire ou usufruitier de titres ou valeurs mobi-
« lières étrangers, domicilié en France qui se fera
« envoyer ou encaissera à l'étranger soit directement
« soit par un intermédiaire quelconque les dividendes
« intérêts, arrérages ou tous autres produits de ces valeurs
« sera tenu d'apposer annuellement sur chaque titre au
« moment de détacher le premier coupon annuel, un
« timbre mobile spécial d'une valeur égale au montant
« de la taxe de 4 pour cent (2) sur le revenu de l'année
« entière.

« Faute de se conformer aux prescriptions précédentes

(1) Ceci peut déjà se faire actuellement, mais aucun intérêt autre peut être que celui d'une plus grande sécurité en cas de perte ou de vol ne pousse l'acheteur du bon à recourir à cette clause nominative.

(2) Les Etats-Unis d'Amérique en établissant durant la guerre les « Thrift Stamps » remboursables avec intérêt le 1er Janvier 1923 ont adopté la forme nominative.

(2) Portée à 6 pour cent en 1916 et 12 pour cent par l'art. 50 de la loi du 26 juin 1920.

« le propriétaire ou usufruitier susvisé devra dans les
 « 3 premiers mois de l'année souscrire au Bureau de
 « l'Enregistrement la déclaration du montant total de
 « ces dividendes, intérêts, arrérages, ou produits
 « encaissés au cours de l'année précédente et acquitter
 « la taxe sur ce total.

« Au cas d'infraction aux prescriptions contenues dans
 « l'alinéa précédent, le contrevenant sera puni d'une
 « amende égale au quintuple des sommes dont le trésor
 « a été privé pour chacune des années antérieures à celle
 « de la découverte de l'infraction sans toutefois que le
 « droit de répétition puisse s'étendre à plus de dix
 « années. »

Le délinquant, propriétaire des titres, n'est donc frappé que d'une amende, mais l'art. 38 ajoute que celui qui fait profession de « recueillir, encaisser, payer ou acheter » des coupons ou des chèques créés en paiement des revenus de valeurs mobilières étrangères qui ne se soumettraient pas aux prescriptions de l'article précédent encourra une amende de 100 à 1.000 francs sans préjudice de peines correctionnelles.

Il est clair que cette loi en obligeant celui qui possède des valeurs étrangères déposées à l'étranger à en déclarer les revenus crée à sa mort, à l'égard de ses héritiers, une présomption sérieuse d'existence des valeurs qui facilitera au fisc nouvellement armé par les dispositions de la loi de 1918 que nous allons examiner la répression d'une fraude possible par non déclaration de ces valeurs.

3^e Affirmation sincère et véritable des déclarations de mutation par décès avec sanction de peines CORRECTIONNELLES. — Loi du 18 avril 1918 :

La loi du 18 avril 1918 a fait faire à la question de la répression des fraudes qui nous occupent un très grand pas.

Nous avons déjà signalé en note en traitant la question du dépôt de titres dans un coffre-fort à l'étranger que cette loi a évité les fraudes par dépôt de valeurs dans des coffres-forts loués en France dans des banques par toute une série de mesures et principalement en rendant obligatoire la présence d'un notaire le jour de l'ouverture du coffre après le décès de son locataire (1) ; elle a de plus exigé que les déclarations de mutation par décès soient terminées par une mention signée des héritiers et ainsi conçue : « Le « déclarant affirme sincère et véritable la présente déclaration ; il affirme en outre, sous les peines édictées « par l'art. 8 de la présente loi, que cette déclaration « comprend l'argent comptant, les créances et toutes « autres valeurs mobilières françaises ou étrangères, qui « à sa connaissance, appartenaient au défunt soit en « totalité, soit en partie. » (Art. 7 de la loi.)

Dans l'article suivant le législateur a innové en introduisant en plus des sanctions d'amende celle de peines correctionnelles (2), qui malgré la répugnance que l'on

(1) Art. 1 à 6.

(2) Ces peines sont celles portées à l'art. 366 du Code Pénal : « Celui à « qui le serment aura été déféré en matière civile et qui aura fait un « faux serment, sera puni d'un emprisonnement d'une année au moins « et de cinq ans au plus et d'une amende de 100 francs à 3.000 francs

« Il pourra en outre être privé des droits mentionnés en l'article 42 du

puisse éprouver à leur emploi en notre matière sont à notre avis de beaucoup les plus efficaces. Cette disposition est à notre avis excellente, car le fait de se savoir passible d'une peine de prison toujours désagréable et déshonorante constitue un frein puissant, susceptible d'arrêter la plupart des fraudeurs sur la pente dangereuse dans laquelle ils s'engagent.

Quelques exemples retentissants auront tôt fait de déraciner de l'esprit du public Français cette maxime trop souvent répétée et mise en application « Frauder l'Etat n'est pas voler. »

L'on voit que les dispositions de la loi de 1918 sur les mutations par décès combinées avec celles de la loi du 29 mars 1914 sur les revenus des valeurs étrangères rendent légalement impossible d'échapper au paiement des taxes que doivent acquitter les valeurs françaises ou étrangères déposées hors de France (1).

Complétées avec les autres dispositions que nous avons ou allons envisager nous avons la ferme conviction que la fraude qui nous occupe deviendra une quasi-impossibilité.

4° Coordination des Services de l'Enregistrement et des Contributions Directes.

Il est certes regrettable que l'impôt global sur le revenu n'ait pas été appliqué avant 1914, il eût ainsi permis de

« présent Code pendant cinq ans au moins et dix ans au plus à compter « du jour où il aura subi sa peine... » de plus les art. 59 et 60 sur les complices et l'art. 463 sur les circonstances atténuantes sont applicables au délit que nous étudions.

(1) Le rendement fiscal supplémentaire attendu de la loi de 1918 pour le budget de 1921 est prévu pour 38 millions 500.000 francs (n° 1523, 1^{er} volume, budget général de l'exercice 1921, p. 17).

comparer les revenus de 1913 et ceux d'après guerre pour chaque citoyen et d'établir une taxe sur l'enrichissement, taxe qui eût été bien accueillie par l'opinion publique et eût permis de recouvrer des sommes importantes. Tous se seraient félicités de voir ainsi frappés ceux qui se sont enrichis scandaleusement soit en fournissant à des prix insensés des vivres et du matériel à nos soldats, soit en spéculant d'une façon éhontée sur certaines valeurs et les changes, contribuant par leurs manœuvres à déprécier au delà de toute mesure notre franc et à faire hausser ainsi le prix de toutes choses (1).

Laissons là ce côté de la question qui sort du cadre de notre sujet et constatons cependant que cet impôt sur le revenu global étant mis en application depuis le 1^{er} janvier 1916 (2), le fisc se trouve être à même de connaître le degré d'enrichissement de chacun. Une succession vient elle à s'ouvrir, l'Enregistrement ayant reçu déclaration du capital, l'Administration des contributions directes connaissant du revenu du de cujus, de la variation de revenu de l'héritier peut voir s'il y a rapport entre les deux déclarations et si une partie de l'actif successoral n'a pas été escamoté par dépôt de valeurs à l'étranger ou tout autre moyen.

(1) Ces derniers ont vu leurs gains échapper aux prélèvements du fisc puisque la loi du 1^{er} juillet 1916 établissant la contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels de guerre ne leur est pas applicable.

(2) Cet impôt a été créé par la loi du 15 juillet 1914, celle du 29 déc. 1915 en a décidé l'application à partir de 1916 pour les revenus réalisés en 1915.

La communication des documents entre les deux administrations doit donc faciliter la recherche des fraudes.

Ce moyen n'est certes pas parfait en lui-même, nous le reconnaissons volontiers, car il est difficile à l'Administration de s'assurer de l'exactitude des déclarations souscrites relativement aux revenus. Il n'en reste pas moins vrai que, joint aux autres procédés d'investigation ou de répression cette communication de pièces doit contribuer, nous n'en doutons pas, à resserrer encore les mailles du filet qui doit tôt ou tard prendre les mauvais citoyens que sont les fraudeurs.

Les différentes dispositions que nous venons d'examiner constituent certes un réel progrès sur la situation telle qu'elle se présentait à la veille des hostilités, nous estimons néanmoins, tant est grande l'ingéniosité des fraudeurs, que le législateur et le gouvernement devraient encore ne pas considérer la question comme résolue et envisager d'autres dispositions.

Nous allons étudier rapidement quelques moyens qui selon nous seraient un complément d'une utilité incontestable aux mesures déjà prises.

B : AUTRES MOYENS PROPOSÉS

1° *Surveillance des mouvements de Fonds et valeurs à nos frontières*

Cette surveillance établie durant les hostilités existe pour le numéraire, il est interdit d'exporter des pièces d'or ou d'argent et le voyageur qui franchit notre

frontière ne doit pas avoir sur lui plus de cinq mille francs en billets (1).

Dans cet ordre d'idées, l'on pourrait fort bien nous semble-t-il, obliger tout voyageur qu'il soit ou non de nationalité Française à une déclaration de tout titre au porteur Français ou étranger qu'il fait entrer ou sortir de la République, du numéraire Français ou étranger importé avec le motif de ce mouvement.

On va nous objecter que ce n'est pas au moment où le présent ministère a promis de revenir le plus rapidement à la liberté des transactions commerciales, que l'on va se lancer dans la voie de tracasseries à nos frontières, de déclarations qui feront plus longues les opérations de douane, retardant l'horaire des trains internationaux et rendront les affaires commerciales encore plus difficiles.

Nous répondrons à de telles critiques que tout commerçant honnête aura facilement sur lui la justification du mouvement de fonds opéré et surtout qu'il lui sera loisible d'user de virements en banque, virements que l'Etat pourra contrôler.

On ajoutera à cette première objection une autre critique : vous n'empêcherez quand-même pas certains fraudeurs d'obtenir de correspondants étrangers des pièces portant majoration des espèces remises et de faire ainsi passer en France des fonds provenant de la

(1) L'interdiction d'exporter de l'or ou de l'argent, sauf autorisation spéciale du Comité de Contrôle de l'exportation des capitaux a été établie par la loi du 17 août 1915 suivie du décret du 12 juillet 1919.

L'interdiction concernant les billets français ou étrangers d'une valeur supérieure à 1.000 francs par la loi du 3 avril 1918 suivie d'une décision du 31 juillet 1920 portant le maximum à 5.000 francs.

vente sur une place étrangère de valeurs qui étaient déposées dans ce pays.

Cet argument, nous le reconnaissons a une certaine force, mais il reste cependant que bien peu de personnes voudront exposer leurs héritiers à entrer en difficultés avec l'Administration des Douanes qui n'a pas que nous sachions l'habitude d'être tendre pour les délinquants qu'elle peut appréhender.

Nous attendons donc de ce moyen une certaine part d'effets (1) à joindre à tous les autres que nous avons ou allons passer en revue.

2° *Ententes Internationales*

Le Gouvernement Français s'est — de longue date — préoccupé de signer avec les pays étrangers des accords relatifs aux fraudes fiscales. Dès 1843, une convention fut signée entre le Directeur de l'Enregistrement du Nord et l'Administration Belge pour établir des communications de documents entre les deux administrations, mais cette convention n'a pu aider nos agents en matière de fraude par dépôt de valeurs dans les Banques Belges car les fonctionnaires de ce pays n'ont aucun droit de communication dans les Banques.

En 1906 donc le Gouvernement Français chargea M. Jobit, Directeur des Domaines de la Seine, de tenter de négocier avec M. de Maeyer, Ministre des finances du Royaume voisin une convention spéciale. En 1907, la même mission fut confiée à M. d'Ormesson.

(1) Principalement en ce qui concerne les fraudes par location de coffre, compte joint et mandat post mortem à l'étranger.

Nos deux négociateurs échouèrent, les ministres Belges répondirent en effet qu'il leur était impossible d'obtenir de leur Parlement une loi donnant aux agents de l'Enregistrement de leur pays le droit de contrôle des dépôts dans les Banques.

Reste que dans un avenir certainement rapproché, les Belges qui ont vu leur budget considérablement accru par leurs dépenses de guerre seront obligés de se défendre contre les fraudes de leurs nationaux et amenés à établir ce droit de communication au profit de leurs agents de l'Enregistrement ; ce jour-là, la convention de 1843 deviendra une aide précieuse pour notre Administration .

A la même époque, d'autres tentatives furent faites en Espagne par M. Joly, inspecteur des finances et en Suisse, toutes deux échouèrent. Dans ce dernier pays la réponse négative se basa sur ce fait que le Gouvernement fédéral ne pouvait intervenir dans des questions d'ordre fiscal, chaque canton jouissant d'une large autonomie en matière d'impôts.

Une de ces tentatives réussit cependant avec l'Angleterre (1), malheureusement, ce pays n'est pas ordinairement choisi comme refuge par les capitaux qui franchissent la frontière !

M. Klotz — qui pourtant, nous l'avons vu —, s'est occupé de cette question avant la guerre en nommant la Commission Tanon semble ne s'être pas souvenu de son importance capitale lors des négociations entre Alliés à la Conférence de la paix en 1919. Il eût dû,

(1) Convention du 13 déc. 1907, V, Annexe :

semble-t-il la mettre au premier plan car elle intéresse au plus haut point le problème des réparations. Il était facile en effet d'apercevoir que les capitalistes Allemands dans le but d'esquiver les charges qui allaient leur incomber ne tarderaient pas à mettre en sûreté en Suisse par exemple une partie importante des capitaux dont ils disposaient, et cela sous l'œil bienveillant du gouvernement du Reich !

Forts du prestige de leur victoire récente et s'appuyant sur l'argument sérieux de l'amoindrissement de leur gage, nul doute que les Alliés eussent pu imposer aux neutres des mesures permettant de traquer chez eux les capitaux Allemands émigrés et par la même occasion ceux des ressortissants des autres états ex-ennemis et des Alliés. En 1919 la chose était — selon nous — possible, elle est plus difficile maintenant mais il semble qu'elle puisse être reprise lors d'une des prochaines conférences interalliées.

Une entente internationale obtenue ainsi que nous venons d'indiquer ou sous les auspices de la Société des Nations résoudrait d'une façon qui ne laisserait plus aucun échappatoire au capitaliste la question de l'émigration fiscale.

3° Suppression dans notre Droit de la Saisine légale, son remplacement par une Saisine judiciaire

Nous croyons fermement que l'ensemble des mesures que nous venons d'examiner arriveraient par leur multiplicité même à enrayer les fraudes qui font l'objet de cette étude.

Au cas toutefois où les futurs négociateurs des ententes internationales dont nous avons signalé l'importance se heurteraient de nouveau à un non possumus absolu de la part des pays qui nous environnent et où il serait démontré par l'expérience que les autres dispositions prises ne sont pas encore suffisantes, nous n'hésiterions plus alors à donner notre approbation à une réforme législative d'ensemble supprimant de notre droit la saisine légale, la remplaçant pour tous les héritiers par un envoi en possession obligatoire. Comme dans le droit Autrichien, il n'y aurait alors pour tous qu'une saisine judiciaire.

Conception hardie dira-t-on, ajoutant que nous allons ainsi faire un bond en arrière de plusieurs siècles, fouler aux pieds les principes posés par l'article 17 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Votre ensaisinement viendra-t-on nous dire rappelle étrangement le dédoublement féodal de la propriété en domaine éminent et utile, votre réforme procède d'idées collectivistes !

De telles critiques ne sont que des mots, en a-t-on formulé de semblables en présence des successeurs irréguliers obligés d'obtenir un envoi en possession.

Nous ne touchons nullement à la propriété et ne portons nullement atteinte au principe posé le 3 septembre 1791 nous ne faisons nullement appel à la délation familiale, ne portons atteinte à aucun principe de notre droit puisque saisine légale et saisine judiciaire produisent des effets identiques, nous croyons du moins l'avoir démontré.

A ceci nous ajouterons qu'à supposer la réforme

accomplie on ne verra plus dans le Code des héritiers saisis et d'autres qui ne le sont pas, il y aura donc simplification.

On nous objectera peut-être les formalités de l'envoi en possession que nous avons énumérées plus haut.

Nous convenons que lors de la généralisation d'une saisine judiciaire, il y aurait lieu de limiter au minimum le formalisme, nous ne voyons en effet aucune utilité à maintenir l'obligation de procéder à trois publications et affiches, celle de faire emploi du mobilier ou de donner caution même en ce qui concerne le conjoint survivant.

L'ordonnance du Président contient l'énumération de tous les biens et valeurs pour lesquels l'envoi en possession est demandé quelque soit le lieu où ils se trouvent, la réforme a une portée générale indiscutable son but étant d'assurer le respect des lois civiles aussi bien que des dispositions d'ordre fiscal.

Dans ces conditions nous estimons qu'aucun tribunal étranger ne saurait soutenir que la législation nouvelle vise un but exclusivement fiscal et n'est susceptible de produire effet que sur le territoire Français.

Nous ne croyons pas également que les juges des pays voisins puissent faire leur la théorie que soutiennent quelques uns (1), à savoir que la Saisine visant la possession appartient au statut réel (2).

Envisageant la saisine comme un attribut de la qualité

(1) En ce sens : Laurent, *Dr. Civil International*, t. 6, n° 356, *J. Off.*, mars 1914, p. 1822, col. 1.

(2) M. Laine (*J. de Dr. international* 1906, p. 298) et M. Robin (*Principes de Dr international*, t 2, n° 735) ont adopté une théorie intermédiaire : la saisine est-elle reconnue par la législation du pays étranger

d'héritier, nous estimons que la loi donnant cette qualité, c'est-à-dire celle du *de cuius*, doit décider si elle emporte ou non une saisine judiciaire ou légale.

Cette théorie de la personnalité de la loi relativement à la saisine est soutenue par de nombreux auteurs (1), elle nous semble être la plus juridique, est conforme aux travaux récents de droit international, a été adoptée enfin dès 1880 par l'Institut de droit international à sa Session d'Oxford puis à la Conférence de la Haye en 1914 (2).

Nul doute dans ces conditions, que la réforme ainsi généralisée, soit prise en considération par les autres pays et susceptible de produire de sérieux effets relativement aux fraudes qui nous occupent.

4° *Propagande Morale*

Cette propagande doit s'étayer à la fois sur l'intérêt et le sentiment.

Au point de vue intérêt, il y a lieu de montrer à chacun les dangers qu'il court en expatriant une partie de son patrimoine.

Dans cet ordre d'idées, nous avons constaté — non sans une certaine satisfaction — que MM. Renaudin et

— — —
considéré, la loi du *de cuius* sera appliquée en ce qui la concerne : ne l'est-elle pas, les dispositions de la « *lex rei sitæ* » seront alors suivies. Notons que la saisine est admise par le Code Fédéral Suisse (art. 360) et les législations des pays qui se sont inspirés de notre Code.

(1) Weiss, *Traité théor. et pratique de Dr. int. privé*, t. 4, 1902, Manuel de D. Int. privé, 1909, p. 582.

Baudry Lacantinerie et Wahl, *Traité de Droit Civil, Successions*, t. II, n° 194.

(2) V. texte Annexe II.

Notons que les Codes Civils Espagnols (art 10), Italien (art. 8) et du canton de Zurich ont consacré cette théorie.

Payen, Président du Conseil d'Administration et rédacteur de l'Economiste Français en refondant le livre de M. Paul Leroy-Beaulieu. « L'art de placer et gérer sa fortune » (1) ont tenu à mettre en garde leurs lecteurs contre les dangers que le dépôt de valeurs mobilières à l'étranger offre pour eux. A la page 275 (2) ils citent l'exemple de ceux qui ayant confié leurs titres à des banques Belges ont « durant les 51 mois de guerre été « privés de leurs revenus et éprouvé bien des inquiétudes à l'égard des titres eux-mêmes ». En forme de conclusion les mêmes auteurs déclarent (3) que le fisc « Français est parvenu par l'ensemble des dispositions « qu'il a adoptées à rendre légalement impossible, pour « les titres déposés hors de France, d'échapper tant à « l'impôt sur le revenu qu'au paiement des droits de « succession. »

Il serait certes souhaitable de voir le Gouvernement être l'inspirateur d'articles en ce sens écrits dans des colonnes de presse et de revues.

Se tournant du côté « sentiment » il y a également une propagande à tenter.

Nous eussions souhaité voir dans le livre que nous venons de citer, la question envisagée sous cet aspect ; nous avons le regret de constater qu'elle ne l'a pas été (4).

(1) Et pourtant M. Leroy Beaulieu avait dans l'Economiste Français du 3 août 1907 ouvertement conseillé au capitaliste de se soustraire « à une tentative d'extorsion et de vol » de la part du fisc par tous les moyens, y compris l'exode de ses capitaux.

(2) Edition de 1920, Delagrave.

(3) P. 297. V. également p 307.

(4) Bien plus tout un chapitre (14) est consacré à l'étude de moyens légaux, autres il est vrai que l'exode à l'étranger de valeurs permettant au capitaliste d'atténuer certaines charges fiscales (pp. 298 à 316).

Là encore nos Ministres peuvent beaucoup, en exposant sincèrement la situation financière du pays, en prenant aussi d'énergiques mesures de compression des dépenses dont la nécessité absolue n'est pas démontrée. Le spectacle qui trop souvent s'offre aux yeux des contribuables du gaspillage des deniers publics donne en effet à certains une excuse pour se dérober à leur devoir fiscal.

Le Gouvernement doit enfin prendre les mesures nécessaires pour que ne se renouvelle pas l'appel fait si souvent avant la guerre par certaines banques étrangères à l'exode des capitaux Français. S'il n'est qu'insuffisamment armé à ce point de vue, il ne doit pas hésiter à demander aux Chambres le vote des dispositions législatives nécessaires.

La Ligue civique vient toutefois, par affiches apposées au début de mars, d'exhorter les Français à s'acquitter de leurs impôts et accomplir tout entier leur devoir fiscal.

CONCLUSION

Nous sommes arrivés au terme de notre exposé; on nous fera peut-être le reproche d'avoir manifesté au cours de cette étude un esprit exagéré de fiscalité.

Nous avons par avance répondu à cette critique en montrant au début cet ouvrage combien grandes sont les charges pesant sur nos finances publiques.

Au moment où la France n'a pas trop de toutes ses forces pour relever ses ruines, faire passer une partie de son avoir au delà de nos frontières est une véritable désertion. Devant la gravité de ce fait, nous n'avons pas hésité à admettre tout un ensemble de mesures allant — si la réalisation complète du but à atteindre est à ce prix — jusqu'à adapter notre législation civile relative à la saisine à un état de choses créé par le goût des déplacements à l'étranger, un fâcheux état d'esprit de la part de certains et l'énorme développement pris par les placements en valeurs mobilières.

ANNEXE A

PROJET CAILLAUX (12 MARS 1908) TEXTE :

Article I. — Dans tous les cas où une Succession ouverte en France et régie par la loi française comprend des fonds publics, actions, obligations, parts d'intérêts, créances et généralement des valeurs mobilières, de quelque nature que ce soit, déposées ou existant à l'étranger, les héritiers légitimés et naturels, l'époux survivant appelé à la succession à défaut de parents au degré successible, les héritiers à réserve en concours avec des légataires universels ou des donataires universels de biens à venir, et les légataires universels ou les donataires universels de biens à venir, quand il n'y a pas d'héritiers réservataires, ne peuvent justifier de leurs qualités et se faire remettre lesdites valeurs par tous tiers détenteurs, dépositaires ou débiteurs, qu'à la condition d'avoir préalablement obtenu un envoi en possession spécial de ces valeurs.

Cet envoi en possession est prononcé sur enquête par une ordonnance du président du tribunal de première instance dans le ressort duquel la succession s'est ouverte. Cette ordonnance contient l'énumération des créances et valeurs successorales mentionnées dans le § précédent. Elle est visée pour timbre et enregistrée gratis.

Le jugement d'envoi en possession rendu au profit du

conjoint survivant en vertu de l'art. 770 du Code Civil peut contenir ladite énumération. Il en est de même de l'ordonnance rendue dans les cas prévus par l'art. 1008 du Code Civil.

Les dispositions de l'art. 5 de la loi du 28 décembre 1895 ne s'appliquent pas aux énonciations de valeurs mobilières étrangères faites dans l'ordonnance ou le jugement prononçant l'envoi en possession de ces valeurs.

Art. II. — Les héritiers, légataires ou donataires qui n'auront pas déclaré, dans les délais prescrits par l'art. 24 de la loi du 22 Frimaire, an VII, les valeurs mobilières successorales de toute nature déposées ou existant à l'étranger et qui en auront pris possession sans s'être conformés aux prescriptions de l'article précédent, seront passibles d'une amende égale au quart de la valeur des biens non déclarés, sans addition de décimes. Cette amende qui sera recouvrée comme en matière d'enregistrement, sera payée solidairement par les contrevenants, sauf à la répartir entre eux dans la proposition de leurs droits héréditaires.

Art. 3. — Dans les inventaires et dans les actes de notoriété destinés à établir les qualités des ayants droit à une succession, mention devra être faite de l'obligation qui incombe à ceux-ci d'obtenir l'envoi en possession spécial prévu à l'art. 1^{er} pour justifier de leurs qualités et se faire remettre les créances et valeurs successorales déposées ou existant à l'étranger. Il ne pourra être délivré aucun extrait desdits actes sans que cette mention y soit reproduite.

Tout officier public ou ministériel qui aura contrevenu aux dispositions du présent article sera passible personnellement d'une amende de cent francs en principal.

ANNEXE B

PREMIER PROJET DUMONT. — 18 Novembre 1908.

Article I. — « Dans tous les cas où une succession ouverte en France et régie par la loi française comprend des fonds publics, actions, obligations, parts d'intérêts, créances et généralement des valeurs mobilières de quelque nature que ce soit, déposés ou existant à l'étranger, les héritiers, donataires et légataires ne peuvent se faire remettre lesdites valeurs par tous tiers détenteurs, dépositaires ou débiteurs qu'à la condition d'en avoir préalablement obtenu un envoi en possession spécial et ils perdent toute vocation héréditaire et tout droit aux donations et legs portant sur ces mêmes valeurs s'ils n'ont obtenu cet envoi en possession dans les délais fixés à l'art. 5.

Cet envoi spécial en possession est prononcé sur requête par une ordonnance du Président du tribunal de première instance dans le ressort duquel la succession s'est ouverte. Cette ordonnance contient l'énumération des créances et valeurs successorales mentionnées dans le paragraphe précédent. Elle est visée pour timbre et enregistrée gratis.

Cette ordonnance ne sera pas nécessaire si le juge.

ment d'envoi en possession rendu au profit du conjoint survivant en vertu de l'article 770 du Code Civil contient cette énumération.

Il en sera de même dans le cas où une ordonnance rendue conformément à l'article 1008 du Code Civil satisfait aux mêmes prescriptions.

Les dispositions de l'art. 5 de la loi du 28 décembre 1895 ne s'appliquent pas aux énonciations de valeurs mobilières étrangères faites dans l'ordonnance ou le jugement prononçant l'envoi en possession de ces valeurs.

Art. II. — Les héritiers, légataires ou donataires qui n'auront pas déclaré dans les délais prescrits par l'art. 24 de la loi du 22 Frimaire, an VII les valeurs mobilières successorales de toute nature déposées ou existant à l'étranger et qui en auront pris possession sans s'être conformés aux prescriptions de l'article précédent, seront passibles d'une amende égale au quart de la valeur des biens non déclarés, sans addition de décimes. Cette amende qui sera recouvrée comme en matière d'enregistrement, sera payée solidairement par les contrevenants, sauf à la répartir entre eux dans la proportion de leurs droits héréditaires.

Art. III. — Dans les inventaires et dans les actes de notoriété destinés à établir les qualités des ayants droit à une succession, mention devra être faite de l'obligation qui incombe à ceux-ci d'obtenir l'envoi en possession spécial prévu à l'art. premier pour justifier de leurs qualités et se faire remettre les créances et valeurs successorales déposées ou existant à l'étranger. Il ne pourra

être délivré aucun extrait desdits actes sans que cette mention y soit reproduite.

Tout officier public ou ministériel qui aura contrevenu aux dispositions du présent article sera passible personnellement d'une amende de cent francs en principal.

Art. IV. — Les contraventions à l'article premier de la présente loi donneront ouverture contre les tiers détenteurs, dépositaires ou débiteurs étrangers à une action en responsabilité au profit de tout intéressé.

Art. V. — Si l'héritier, le légataire ou le donataire appelé à recueillir les biens déposés ou existants à l'étranger ne remplit pas, dans les deux ans de l'ouverture de la succession, les formalités requises par l'Art. 1^{er}, tout successible pourra aussitôt après l'expiration de ce délai le mettre en demeure d'avoir à accomplir ces formalités. Cette mise en demeure, qui sera faite par acte d'huissier, contiendra l'énumération des valeurs pour lesquelles l'envoi en possession devra être demandé. A compter de la date de cette mise en demeure, les héritiers, donataires ou légataires auront un délai, savoir : les premiers appelés de six mois, les appelés en seconde ligne de neuf mois, les appelés en troisième de douze mois, et ainsi de suite à raison d'une augmentation de délai de trois mois par degré, pour remplir les formalités prévues par l'Art. 1^{er}.

Faute par eux d'avoir accompli ces formalités dans les dits délais, l'envoi en possession sera prononcé au profit du requérant qui sera censé avoir succédé seul et immé-

diatement au défunt pour tous les biens et valeurs spécifiés dans l'exploit de mise en demeure.

Ce texte est également celui de M. Jean Javal (16 juil. 1913).

ANNEXE C

TEXTE DES DISPOSITIONS VOTÉES EN 1914 PAR LA CHAMBRE, REJETÉES PAR LE SÉNAT

Art. I^{er} (Art. 29 de la loi des finances). — Dans tous les cas où une succession ouverte en France et régie par la loi Française comprend des fonds publics, actions, obligations, parts d'intérêts, créances et généralement des valeurs mobilières de quelque nature que ce soit, déposées ou existant à l'étranger, toute vocation héréditaire et tout droit aux legs et aux donations de biens à venir sont suspendus jusqu'à l'envoi en possession qui en sera fait aux héritiers, légataires ou donataires, en conformité des dispositions de l'article suivant.

(Art. II (Art. 30 de la loi de finances). — Un envoi en possession spécial de ces biens est prononcé sur requête par une ordonnance du Président du tribunal de première instance dans le ressort duquel la succession s'est ouverte ; cette ordonnance contient l'énumération de chacune des valeurs successorales dont il se compose. Elle est visée pour timbre et enregistrée gratis. Cette ordonnance ne sera pas nécessaire si le jugement d'envoi en possession rendu au profit du conjoint survivant en vertu de l'art. 770 du Code Civil contient cette énumération. Il

en sera de même dans le cas où une ordonnance rendue conformément à l'art. 1008 du Code Civil satisfait aux mêmes prescriptions. Les dispositions de l'art. 5, de la loi du 28 décembre 1895 (1), ne s'appliquent pas aux énonciations de valeurs mobilières étrangères faites dans l'ordonnance ou le jugement prononçant l'envoi en possession de ces valeurs.

Art. III (Art. 31 de la loi de finances). — Les héritiers, légataires ou donataires qui n'auront pas déclaré, dans les délais prescrits par l'art. 24 de la loi du 22 Frimaire an VII, les valeurs mobilières successorales de toute nature déposées ou existant à l'étranger et qui en auront pris possession sans s'être conformés aux dispositions de l'article précédent seront passibles d'une amende égale au quart de la valeur des biens non déclarés. Cette amende qui sera recouvrée comme en matière d'enregistrement, sera payée solidairement par les contrevenants, sauf à la répartir entre eux dans la proportion de leurs droits héréditaires.

Art. IV (Art. 32 de la loi de finances). — Les débiteurs, détenteurs ou dépositaires, à quelque titre que ce soit, des valeurs successorales dont ces biens se composent ne pourront en faire la remise aux héritiers, légataires ou donataires, soit directe entre leurs mains, soit indirecte par les mains de tierces personnes, qu'après que l'envoi en possession aura fait cesser la vacance de la succession en ce qui les concerne.

Art. V (Art. 33 de la loi de finances). — La vocation héréditaire et tout droit aux biens qui n'ont pas fait

(1) Relativement au droit de timbre.

l'objet de l'envoi en possession prévu par l'art. 30 seront prescrits par CINQ ans à partir de l'ouverture de la succession pour les héritiers premiers appelés, par cinq ans et six mois pour les héritiers seconds appelés, et ainsi de suite, à raison d'une augmentation de six mois pour chaque vocation successive.

Art. VI (Art. 34 de la loi de finances). — Dans les inventaires et dans les actes de notoriété destinés à établir les qualités des ayants-droit à une succession, mention devra être faite de l'obligation qui incombe à ceux-ci d'obtenir l'envoi en possession spécial prévu à l'article 30 de la présente loi pour justifier de leurs qualités et se faire remettre les valeurs successorales déposées ou existant à l'étranger ainsi que du droit pour les héritiers subséquents à se faire mettre en possession en cas d'inaction et de déchéance des héritiers premiers appelés dans les conditions prévues à l'article 33 ; il ne pourra être délivré aucun extrait desdits actes sans que cette mention y soit reproduite. Tout officier public ou ministériel qui aura contrevenu aux dispositions du présent article sera passible personnellement d'une amende de 100 francs en principal (125 francs, décimes compris).

Art. VII (Art. 35 de la loi de finances). — Les contraventions aux articles 30, 31 et 32 de la présente loi donneront ouverture contre les tiers détenteurs, dépositaires ou débiteurs, français ou étrangers à une action en responsabilité au profit de tout intéressé.

ANNEXE D

LOI DU 31 MARS 1903 TENDANT A EMPÊCHER DE SE SERVIR DU COMPTE JOINT DANS UN BUT DE FRAUDE FISCALE

Art. VII. — Tous les titres, sommes ou valeurs existant chez les dépositaires désignés au 3^e § de l'art 15 de la loi du 15 février 1901 et faisant l'objet de comptes indivis ou collectifs avec solidarité sont considérés pour la perception des droits de mutation par décès comme appartenant conjointement aux déposants et dépendant de la succession de chacun d'eux pour une part virile, sauf preuve contraire réservée tant à l'Administration qu'aux redevables.....

Puis suivent les dispositions concernant les obligations des dépositaires vis-à-vis de l'Administration de l'Enregistrement.

LOI BELGE DU 30 AOUT 1913.

Art. 57. — Les titres, sommes ou valeurs... qui d'après la convention peuvent être restitués ou payés à un co-intéressé à quelque titre que ce soit sont considérés pour la perception du droit de succession comme appartenant au défunt pour une part virile sauf preuve contraire réservée tant à l'Administration qu'aux redevables.

ANNEXE E

ARRANGEMENT CONCLU A LONDRES LE 15 NOVEMBRE 1907 ENTRE LA FRANCE ET LA GRANDE-BRETAGNE

..... Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de S. M. Britannique étant désireux d'em-

pêcher autant que possible la fraude dans les cas de droits de succession ont autorisé les soussignés à conclure l'arrangement qui suit :

Art. I. — Le Gouvernement Britannique s'engage à fournir pour toutes personnes décédées dont le domicile est en France, un extrait de l'affidavit contenant les nom, prénoms, domicile, daté et lieu de décès du de cujus, les renseignements touchant ses successeurs et la consistance de l'hérédité en valeurs mobilières. Toutefois, l'extrait ne sera fourni que dans le cas où le total de ces valeurs mobilières atteindra au minimum 100 livres sterling.

Art. II. — Le Gouvernement Français s'engage à fournir, pour toutes personnes décédées dont le domicile est dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, un extrait de la déclaration de mutation par décès contenant les indications énumérées à l'article 1^{er}. Toutefois, l'extrait ne sera fourni que dans le cas où le total des valeurs mobilières déclarées atteindra 2,500 francs.

Art. III. — Les extraits des affidavits et des déclarations de mutation seront certifiés par les préposés chargés de recevoir ou d'enregistrer ces affidavits ou déclarations. Toutefois, lorsque l'un des gouvernements le jugera nécessaire, ces extraits seront revêtus, sur sa demande et sans frais, des certifications et législations de signatures exigées par la procédure en usage dans son pays.

Art. IV. — Les extraits des affidavits et des déclarations reçus ou enregistrés pendant chaque trimestre seront, dans les six semaines suivant l'expiration de ce trimestre, adressés directement par le Board of Inland Revenue à la

direction générale de l'Enregistrement et réciproquement. La correspondance relative aux dits extraits sera aussi échangée directement entre ces deux administrations centrales.

Art. V. — Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Londres dans le plus bref délai possible.

Art. VI. — Le premier envoi effectué, concernant le trimestre du 1^{er} janvier au 31 mars 1908. Fait à Londres en double exemplaire le 15 novembre 1907. Signatures : Paul Cambon ; Edw. Grey.

ARTICLE SECOND. — Le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris le 13 décembre 1907. Signatures : A. Fallières ; Stéphane Pichon ; J. Caillaux (*V. Journ. Offi.* 14 déc. 1907).

ANNEXE F

PROJET DE CONVENTION ÉLABORÉ PAR LA CONFÉRENCE
DE LA HAYE, ADOPTÉ EN 1904 AYANT POUR BUT DE RÉGLER
LES CONFLITS DE LOIS RELATIVES AUX SUCCESSIONS
ET AUX TESTAMENTS

EXTRAIT

Art. I. — Les successions, en ce qui concerne la désignation des successibles, l'ordre dans lequel ils sont appelés, les parts qui leur sont attribuées, les rapports,

la quotité disponible et la réserve, sont soumises à *la loi nationale du défunt, quels que soient la nature des biens et le lieu où ils se trouvent.*

Art. II. — Les biens héréditaires ne sont acquis à l'Etat sur le territoire duquel ils se trouvent que s'il n'y a aucun ayant droit testamentaire ou, abstraction faite de l'Etat étranger (1) aucun successible ab intestat d'après la loi nationale du défunt.

Art. III. — Les testaments sont valables quant à la forme s'ils satisfont aux prescriptions soit de la loi du lieu où ils sont faits, soit de la loi du pays auquel appartenait le défunt au moment où il disposait....

Donc application de la loi nationale du défunt sous les réserves qui suivent :

Art. VI. — § 1. — Est réservée l'application des lois territoriales qui ont exclusivement pour but d'empêcher la division des propriétés rurales, ainsi que l'application des lois relatives aux immeubles placés sous un régime foncier spécial.

§ 2. — Est également réservée dans chaque Etat, l'application des lois de cet état, d'une nature impérative ou prohibitive, concernant les matières qui seront indiquées d'un commun accord par les Etats contractants

(1) Cette disposition montre que les rédacteurs de ce projet de convention estiment que l'Etat qui recueille des biens successoraux le fait à titre non d'héritier, dont le droit serait en tout semblable à celui d'un parent, mais d'occupant d'un bien qui n'appartient plus à personne, d'où application de la « *lex rei sitæ* ».

dans un protocole additionnel destiné à être ratifié en même temps que la présente convention.

§ 3. — Pour profiter de la réserve prévue dans les paragraphes précédents, chaque gouvernement doit communiquer au gouvernement des Pays-Bas l'énumération des dispositions de ses lois qui par dérogation aux règles de la présente convention, seront applicables à toutes les successions, même à celles des ressortissants des autres Etats contractants.....

§ 4. — Les dispositions réservées par un Etat en vertu des règles précédentes ne s'appliqueront qu'aux successions des ressortissants des autres Etats contractants qui s'ouvriront soixante jours après la communication faite au gouvernement des Pays-Bas.

§ 5. — Les dispositions des paragraphes précédents ne sauraient autoriser un Etat contractant à soustraire à l'application de la loi nationale du défunt les immeubles non compris parmi ceux qui sont visés au paragraphe 1^{er} ou à faire échec à l'application de l'art. 7.

Art. VII. — A l'égard des matières visées dans l'art 1^{er}, les étrangers ressortissants de l'un des Etats contractants sont entièrement assimilés aux nationaux.....

Art. VIII. — Aussitôt que possible après la signature de la présente convention, les Etats contractants établiront d'un commun accord les règles concernant la compétence et la procédure en matière de successions et de testaments.....

Art. IX. — La présente convention ne s'applique que dans le cas où le défunt au moment de son décès appartenait à un des Etats contractants.

Vu par le Président de la Thèse,

R. PIÉDELIÈVRE.

Vu :

Le Doyen

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPEL.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	5
INTRODUCTION : Augmentation des charges de l'Etat et du Contribuable. Les fraudes fiscales par dépôt de valeurs à l'étran- ger	9
CHAPITRE PREMIER : <i>Définition et Origines de la Saisine</i>	17
A. — La Saisine vient-elle du Droit Ro- main	18
A) Théorie de M. Dubois	18
B) » de M. Planiol	20
C) » de l'acquisition de la posses- sion « animo et corpore »	21
B. — La Saisine a-t-elle des origines Germa- niques ?	22
C. — La Saisine aurait-elle une origine féodale et coutumière ?	22
D. Conclusion	27
CHAPITRE II : Nature juridique de la Saisine, qu'elle soit légale ou judiciaire. Systè- mes Français et étrangers	29

A. — <i>Notre Droit</i>	30
§ 1 ^{er} . — A qui la Saisine légale est-elle accordée ? Quels sont ceux qui doivent faire demande d'envoi en possession ? ...	30
A) Successeurs ab intestat	36
B) Légataires	36
Institution contractuelle	40
Exécuteur testamentaire	41
Droit de retour de l'ascendant donateur, successions anormales	43
§ 2 ^e . — Nécessité pour l'obtention de la saisine d'être l'héritier le plus proche en degré	46
§ 3 ^e . — Effets produits par la Saisine légale et l'envoi en possession	48
A) Effets Fiscaux	48
B) » Juridiques	51
1 ^o La Saisine assure la transmission de la possession et non pas celle de la propriété	53
2 ^o La Saisine assure la transmission de la possession. De l'identité d'effets entre Saisine légale et envoi en possession ..	55
3 ^o La Saisine est sans influence sur le paiement des dettes ultra ou intra vires ...	60
4 ^o La Saisine est sans influence sur le droit aux fruits	64
5 ^o La Saisine est conférée sous la condition résolutoire de la renonciation à la succession	65
§ 4 ^e . — Formalités imposées actuellement au	

successeur qui désire obtenir l'envoi en possession	68
B. — Le Système Autrichien de la Saisine judiciaire	69
C. — Le droit Anglais. Une saisine légale pour les immeubles, judiciaire pour les meubles	72
D. — Le système Allemand de l'acquisition de la possession « corpore et animo » ..	73
CHAPITRE III : Les projets de loi actuels tendant à enrayer la fraude par dépôt de valeurs mobilières à l'étranger	75
A. — Projet Caillaux du 12 mars 1908 ..	76
B. — Premier projet Charles Dumont du 18 novembre 1908	80
C. — Projet Cochery du 12 juillet 1910 ..	92
D. — Deuxième projet Charles Dumont du 25 octobre 1910	93
E. — Projet de la loi de finances de 1914. Son vote à la Chambre, son échec au Sénat	96
CHAPITRE IV : Moyens de fraude tendant à éluder les dispositions législatives précédentes, en admettant qu'elles aient été votées et prises en considération à l'étranger	100
I. — Location d'un coffre-fort à l'étranger	100
2. — Le compte joint à l'étranger	102
3. — Le mandat post mortem	103
CHAPITRE V : Quels moyens serait-il possible	

d'employer pour atteindre le but cher-	
ché. Conclusion	107
A. — Moyens déjà mis en œuvre au moins	
partiellement, depuis 1914	108
1° Encouragement de la forme nomina-	
tive des titres	108
2° Impôt sur le revenu des titres étran-	
gers déposés hors de nos frontières par	
des Français avec des sanctions sévères	
d'amendes et peines correctionnelles.	
Loi du 29 mars 1914	112
3° Affirmation sincère et véritable des	
déclarations de mutation par décès	
avec sanction de peines correction-	
nelles. Loi du 18 avril 1918	116
4° Coordination des services de l'Enre-	
gistrement et des contributions di-	
rectes	117
B. Autres moyens proposés	119
1° Surveillance des mouvements de fonds	
et valeurs à nos frontières	119
2° Ententes internationales	121
3° Suppression dans notre droit de la	
Saisine légale, son remplacement par	
une Saisine judiciaire	123
4° Propagande morale	126
CONCLUSION	129
ANNEXE A : Projet Caillaux du 12 mars 1908.	
Texte	130
ANNEXE B : Premier projet Ch. Dumont du 18 ^e	
novembre 1908. Texte	132

ANNEXE C : Dispositions votées en 1914, par la Chambre, rejetées par le Sénat. Texte ..	135
ANNEXE D : Dispositions relatives au compte joint, loi du 31 mars 1903 ; loi Belge du 30 août 1913	138
ANNEXE E : Convention Franco Britannique rela- tive aux fraudes en matière de droits de succession (15 novembre 1907)	138
ANNEXE F : Projet de convention adopté en 1904 à la Haye relativement aux conflits de lois relatifs aux successions et testaments.	140

Angoulême. — Imp. A. OLIVIER et C^e

ANGOULÈME
—
IMPRIMERIE
—
A. OLIVIER & C.
—
15, RUE D'ARCOLE